

Mensuel écologique - N° 5 - Mars 1973 - 3,50 F.

La guerre

le journal qui

annonce la fin du monde

Ouverte





allez salut !

qu'est ce qu'un journal écologique
charbonneau: chronique du terrain vague : la gueule bourrée
tueur par procuration: mabille - Quelque chose d'autre : isabelle
va-t-on tuer les océans? arthur
centrales nucléaires et environnement: lebreton
corse: mabille
chronique de l'énergie solaire: reiser
arthur: des campagnes pour l'an 01
servez-vous: islande
les petits échos de la merde

sommaire



PRESSE

PIERRE FOURNIER
rédacteur en chef
de « la Gueule ouverte »
EST MORT

Pierre Fournier, rédacteur en chef du mensuel *la Gueule ouverte*, est mort le jeudi 19 février dans la soirée, à Paris, des

suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de trente-cinq ans. (Pierre Fournier débute comme dessinateur au journal *Hara-Kiri*. Passionné d'écologie, il abandonne un temps le dessin pour tenir la chronique de la défense de la nature dans *Charlie Hebdo*, puis il fut rédacteur en chef de *la Gueule ouverte*, périodique qu'il avait fondé en novembre dernier et dont le sous-titre *Le journal qui annonce le fin du monde*, traduit bien le ton violent et désespéré qu'il employait pour présenter ou défendre ses thèses.)

Homme doux et exigeant, Pierre Fournier avait organisé notamment les manifestations qui eurent lieu dans le Bugy contre la centrale nucléaire qu'on y a construite.)

"Le Monde"

ALLEZ SALUT !

Tu sais, c'est dur d'écrire sans essuies-glaces avec les cordes qui tombent... On t'aurait bien fait n'importe quel article dans ta « Gueule Ouverte », d'ailleurs personne pouvait te refuser quelque chose. Mais çui-là, on s'en serait bien passé ! Surtout que mélo ou pas mélo si t'avais horreur d'une chose c'était bien de ce rôle de tribun, de pape de l'écologie et autres pedestals que les gens voulaient te voir grimper pour que ta voix porte plus loin. Enfin, faut bien essayer d'expliquer qui t'étais, justement pour que tes lecteurs comprennent, si c'est pas déjà fait, que ton chemin, tous et même chacun peuvent le prendre avec un peu de courage, d'inconscience et surtout de cohérence. Ça t'aurait fait rigoler, mais le jour où tu nous a laissés dans la merde, tous les journaux titraient sur le rapt d'un maréchal plein d'asticots, et la mort édifiante à 82 ans, dans son lit s'il vous plaît, d'un honorable gangster de la mafia. Comme quoi le monde marche de plus en plus vite sur la tête et c'est pas encore fini, mais on aura la patience d'attendre car le bouquet final sera beau. Dans les manifs où tu rameutais tous les marginaux qui veulent pas crever la gueule ouverte, c'était la chasse au Fournier : « Tu connais Fournier, toi ? » « Non, mais je connais un type qui connaît un mec qui a vu Fournier ! ». Quand vraiment t'étais coincé à plus pouvoir t'enfuir, c'était toujours la même discussion avec les mêmes prophètes en « ismes », à qui tu expliquais sans jamais te fâcher toujours les mêmes trucs : « La révolution est d'abord spirituelle,

individuelle, personnelle, affective, etc., et c'est en vous libérant que vous donnerez aux autres l'envie d'en faire autant ». Et ça durait jusqu'à l'inévitable, « Fournier, dans le fond, t'est de droite », comme Rousseau, comme Giono, comme Artaud, et on arrêtait pas de se marrer en disant, quand même, que décidément c'est pas le boulot qui manquait. C'est ce qui t'a poussé à appeler tes amis d' « Hara-Kiri » pour créer cette « Gueule Ouverte » avec plein de place pour enfoncer le clou, et plein de scrupules sur le choix du marteau. Histoire de faire autre chose que de la bagnole tout l'été à la recherche du village abandonné introuvable pour « vivre enfin en communauté ». Et puis voilà, on t'a donné un coup de main. Tu as trouvé le chalet de ton enfance en Savoie, une merveille sans évier, sans chauffage et sans moquette que le vieux paysan vendait pour permettre à ses fils, nouveaux banlieusards, de se payer le coquet pavillon de leurs rêves. Comme tu nous disais : « J'avais l'impression de lui voler sa vie en lui signant son chèque ! ». Oui, c'est pas simple de comprendre avant tout le monde et de nager à contre-courant. On a pas fini de s'en apercevoir nous aussi, mais tu te vexeras pas si on te dit merci pour avoir mis la lumière. Quand viendra l'an 01, les gens discuteront enfin leur vie dans les rues et y en a sûrement qui voudront t'élever une statue à toi aussi. Et toi tu diras une nouvelle fois : « Ah les cons, ils ont toujours rien compris ! ».

La Gueule Ouverte.



QU'EST-CE QU'UN JOURNAL ECOLOGIQUE? A QUOI ÇA SERT?

Après avoir fait paraître quatre numéros de la « Gueule Ouverte », avec l'aide de nombreux amis, connus ou inconnus, on s'était, à Outrechoise, posé la question de savoir si ce journal n'était qu'un produit de consommation illustré comme un autre ou s'il permettait de faire avancer un peu les choses. On avait donc décidé de réunir quelques-uns de ceux qui, de près ou de loin, lecteurs ou écrivains, nous paraissaient concernés par la « Gueule Ouverte ». La réunion eut lieu le dimanche 11 février, au foyer Le Logis d'Annecy. Il nous semblait qu'il pouvait en sortir un certain nombre de propositions, de critiques, ou de vœux propres à améliorer un produit nécessairement imparfait (heureusement d'ailleurs). Depuis, bien sûr, tout a changé, vous le devinez, au point de remettre en cause l'existence du journal. Pour l'instant on continue et on publie le compte rendu de la réunion d'Annecy tel qu'il fut enregistré au magnétophone (1). Plus que jamais la parole est aux lecteurs. Les lettres que nous avons reçues nous engagent à poursuivre. Mais on ne remplace pas Fournier, c'est évident. On n'a pas le cœur d'en dire davantage aujourd'hui.

Fournier : On avait écrit à des tas de gens en pensant qu'il allait au moins en venir une demi-douzaine et on se retrouve cinquante. On a voulu provoquer une réunion pour discuter assez précisément de ce journal, « la Gueule Ouverte », de ce à quoi il peut servir. On ne sait plus très bien pourquoi on l'a fait et ce qu'on veut en faire. On aimerait discuter avec des gens qui nous considèrent avec sympathie, je pense, mais qui sont pas directement dans le coup et sortir un peu de notre petit cercle habituel, essayer de voir comment les gens réagissent, ce qu'ils pensent, quelle image ils se font de ce journal, quelles images ils se font de ce qu'il devrait être, ce qu'il veut exprimer, de quelle manière...

Auroi : Peux-tu expliquer ce que vous attendez de cette réunion, que nous puissions savoir sur quels thèmes il faudrait aborder le problème du journal ?

Fournier : Il y a un tas de questions qu'on se pose depuis le début, avant même de commencer ce journal, et qu'on continue de se poser sans avoir de réponses. Par exemple à qui est-ce qu'on s'adresse ? Qui est-ce qu'on essaie de toucher ? Il y a déjà eu un tas de discussions entre nous. Il y a des héritiers de Mao qui pensent qu'on va s'adresser au peuple. D'autres qui pensent que de toute façon le peuple n'y comprendra jamais rien. Sans doute les uns et les autres n'ont-ils ni entièrement tort ni entièrement raison. C'est très difficile de toucher directement le prolo du coin. Ce serait l'idéal. Seulement d'abord il ne le lira pas, il n'y a aucune

raison qu'il le lise. Il n'y a même aucune raison qu'il lise quelque chose, du moment qu'il a la télé, en général. De toute façon c'est quand même à lui qu'on s'adresse. Indirectement c'est lui qu'on essaie de toucher, quand on essaie de toucher les gens qui serviront peut-être de relais.

Blavet : Là, intervient le problème de la forme plus que du fond. Premièrement, le titre. Le titre met des barrières. Il est facile d'imaginer que le journal sera invendable au prolo du coin et même au bourgeois. D'autre part le sous-titre : il conditionne le lecteur auquel vous voulez vous adresser et le mouvement. Je veux dire est-ce un mouvement élitaire et parcelaire ou un mouvement de masse ?

Fournier : Je ne parle pas du lecteur à qui l'on veut s'adresser mais du lecteur à qui l'on peut s'adresser.

Blavet : Non, on veut aussi !

Fournier : On veut s'adresser à tout le monde. Si tout le monde nous lisait, ça serait trop beau...

Blavet : Là, il y a un hiatus parce que vous ne vous adressez pas à tout le monde.

Fournier : Actuellement, qui s'adresse à tout le monde ?

Arabyan : Il me semble qu'il y aurait peut-être une enquête de marketing à faire sur le positionnement de ce journal dans l'ensemble des journaux qui peuvent par exemple se trouver dans les kiosques de gare, à la vente en général. Positionnement, c'est-à-dire : niveau de vente. Faire une enquête de pub, quoi, passez-moi le mot, essayer de voir qu'elle est la couche de la société que nous touchons. Et on découvrira que ce sont les lecteurs de « Charlie-Hebdo » qui lisent ce journal. Je me suis posé la question de la collaboration de « la Gueule Ouverte » avec les autres journaux comme le Courpatier qui traitent des mêmes sujets. Parce que finalement le problème est commun

(1) Ont pris la parole dans ce débat : Auroi, Comité anti-nucléaire de Russin, Suisse, Blavet, membre du Comité d'Information d'Action et de Liaisons écologiques (CIALE) de Genève, Arabyan, enseignant, Gausser, technicien audio-visuel, Ramoni, enseignant, Vergnes, chômeur, Carvallo, animateur d'Annecy Jazz Action, Charbonneau, écrivain, Lorient, membre du Mouvement Français pour l'Abondance, Burgunder, animateur de Pollution NON, Delabarre, instituteur, Desplats, Amis de la Terre, Brassou, ouvrier, Pignero, APRI, Professeur Mollo-Mollo, Michèle Vergnes, animatrice enfants, Clément, Labo-Contestation, Marais, agriculteur, Leyraud Le Courpatier, Untermaier, naturaliste.

à tous ces journaux. Ils se sont pointés au milieu de tout ce qui se vend, sans rechercher un impact quantitatif. Vous touchez très peu de gens et des gens déjà convaincus.

Gausser : Je ne suis pas d'accord. « La G. O. » ne touche pas que des gens convaincus. Quant à faire une enquête, ça voudrait dire qu'on veut savoir quel est le moyen de toucher les gens.

Arabyan : On part du journal tel qu'il existe. On voit son rayonnement et après étude du rayonnement on essaie de changer la formule. Mais si on veut d'abord changer la formule, on n'est pas sûr du résultat pour commencer, et ensuite ça demande un travail de très longue haleine.

Fournier : Si tu prends le groupe de presse des éditions du Square, ils ont essayé de savoir à qui ils s'adressaient et n'ont jamais pu le savoir. On a l'impression que certains journaux comme « Hara-Kiri » c'est une somme de malentendus. Il y a suffisamment de malentendus pour faire un nombre de lecteurs mais finalement le lecteur-type, qui c'est ? Ils n'en savent rien et pour « Charlie-Hebdo », c'est pareil.

FAUT-IL APPELER UN CHAT UN CHAT ?

Gausser : Si vous essayez de faire un journal susceptible d'être accepté par les gens, ça ne les fera pas changer puisqu'ils sont prêts à vous recevoir. Quand on se centre sur un certain public, on a aucune chance de l'élargir. En faisant la démarche inverse, en choquant par le titre, par la présentation, on demande au lecteur un effort pour aller vers quelque chose. A partir de là, on a des chances de les accrocher. Alors que si on « cherche une clientèle » par les moyens habituels, c'est le bide.

Arabyan : Oui mais en écrémant la clientèle vous limitez nécessairement l'éventail politique.

Gausser : Mais pour combien de temps ? Un gars que je connais depuis longtemps, un syndicaliste que je pensais être un mec bien, c'est lui qui m'a amené à faire de la culture biologique, m'a dit : « Si tu vas là-bas, tu diras aux gars de la « G. O. » de s'exprimer un peu mieux, parce qu'ils choquent les gens ». Et merde ! Il faudra qu'il y vienne, ce mec-là ! à lire autre chose que « le Progrès ». Et je crois que s'il n'est pas prêt à faire cette démarche, il n'est pas prêt à faire les autres.

Ramoni : On aimerait distribuer la « G. O. » à de grands élèves ou à des curés, ou à des pasteurs. Alors, « les petits échos de la merde », vous comprenez,

non ! Un journal écologique devrait avoir un ton plus grave.

Blavet : D'autant que ça paraît gratuit...

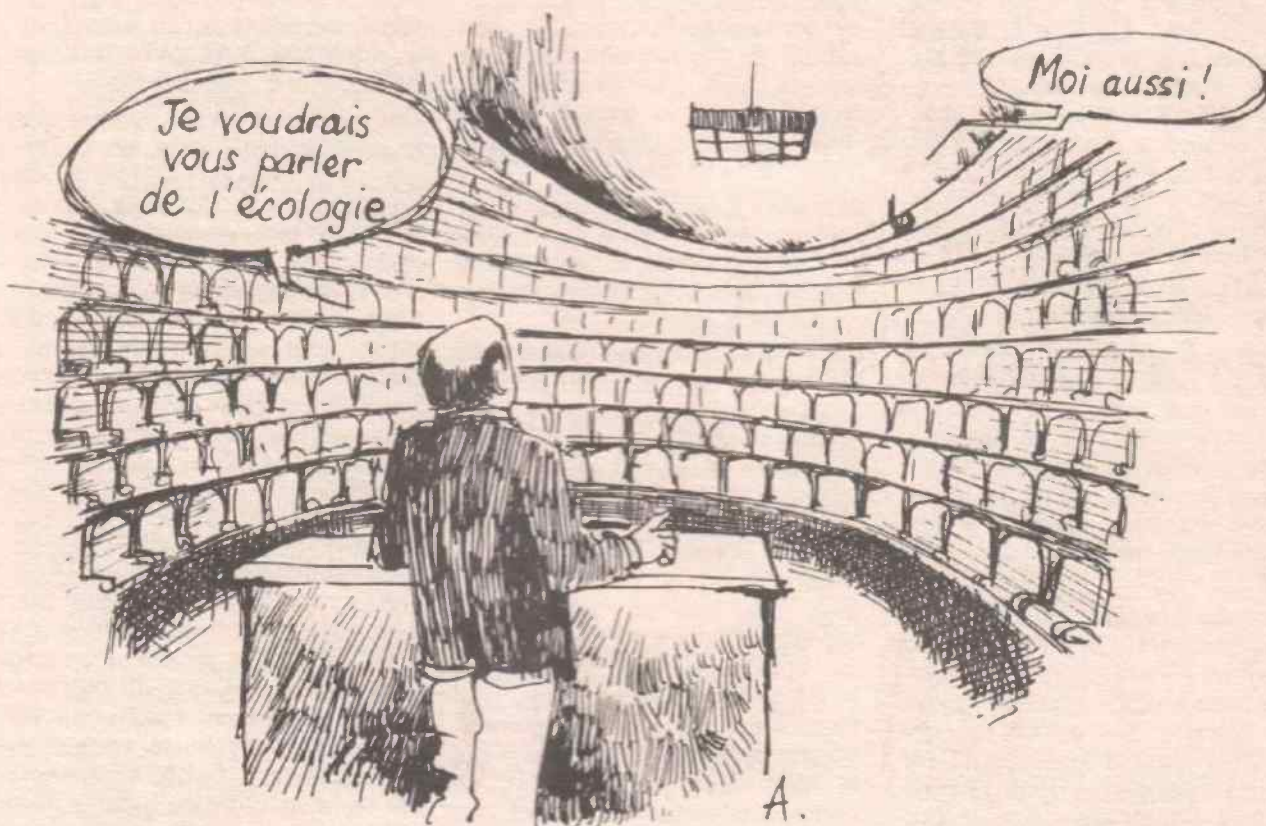
Vergnes : Je crois, au contraire, que si on apporte un ton sérieux pour convaincre les gens, on contribue à leur castration qui continue depuis des millénaires. Je m'excuse, mais les petits échos de la merde, la MERDE, ça fait partie de notre organisme et on doit en parler comme de tout le reste.

Carvallo : Autre chose : il y a le problème des lecteurs de la « G. O. », de la réaction que n'importe qui peut avoir. Moi personnellement je n'arrive pas à lire la « G. O. » en entier. Je suis lecteur, je connais des gens qui y écrivent, donc j'essaie de lire leurs articles. Même par rapport à des gens déjà sensibili-

continue plus ou moins la tradition de « Charlie-Hebdo » ou de « Hari-Kiri » et doit donc répondre à ce public. D'ailleurs, le style évolue en fonction de la deuxième chose : le contenu, ce que vous avez à dire qui est très précis et c'est le problème écologique qui tient une place considérable. Alors en réalité les gens qui vous lisent à cause de votre style ne vont pas être exactement ceux qui vont vous lire à cause de ce que vous dites, qui est beaucoup plus rationnel, beaucoup plus sérieux. Ça me paraît poser assez le problème du journal. Je trouve que son originalité tient à la réunion des deux, c'est pour cela que je serais un lecteur assez satisfait. Peut-être que par le style vous ramèneriez à vos idées un certain nombre de types de « C.-H. » et d'ailleurs,

faut savoir si c'est pour distraire un public. Il faut savoir si on veut faire des informés actifs ou des informés passifs. S'il s'agit de faire un genre de « Canard Enchaîné » qui informe des gens qui, finalement, se trouvent vengés par la plume du journaliste et ne bougent pas, c'est pas la peine. S'il faut, au contraire, faire bouger les gens, à ce moment-là, on ne peut pas avoir une page qui soit à l'eau de rose, ce n'est pas possible, il faut que ça fasse un pavé dans la mare. La formule actuelle est bonne, elle se démarque assez de « C.-H. » et pas trop quand même. Elle est dans la bonne moyenne.

Burgunder : Je crois que dans les gens qui lisent la « G. O. » beaucoup y voient un instrument de lutte. La « G. O. » nous permet de pouvoir discuter. Vous



sés, la « G. O. » ne répond pas à tout.

Mabille : Une partie des gens qui la lisent ont d'abord été sensibilisés par ce qui se passait dans « Charlie-Hebdo », mais est-ce que le problème de la « G. O. » n'est pas de se démarquer du public de « Charlie-Hebdo » ? Il s'avère qu'un certain nombre de lettres maintenant sont des lettres de gens qui ne lisent pas « Charlie-Hebdo ». Il y a donc une évolution. Et c'est peut-être à partir des numéros 5 ou 6 que la frontière va commencer à se dessiner. Le problème est là : est-ce qu'on doit rester dans cette frange marginale ou au contraire...

Charbonneau : Il semble que la « G. O. » ce soit deux choses : il y a le style de la « G. O. » qui

et peut-être qu'à cause du contenu vous intéresserez des bourgeois sérieux ou des prolétaires sérieux, qui sait, même des paysans. La morale de l'histoire, c'est que ça paraît à peu près convenable. Il faut d'une part avoir le goût de cette spontanéité, de cette fantaisie qui s'exprime dans le style de la « G. O. » qui me paraît souvent excellent. D'ailleurs il rend le journal lisible, pas ennuyeux. Et le contenu qui est au contraire fondamentalement rationnel, sérieux, et qui fera que votre journal ne sera pas seulement destiné à distraire un public.

UN JOURNAL DOIT-IL ETRE CONSOMMABLE ?

Lorient : C'est cette dernière phrase qui est importante. Il

n'avez peut-être pas beaucoup de réactions parce que beaucoup l'attendaient et qu'elle correspond à cette attente. Pour eux, c'est un instrument de lutte, ils s'en servent.

Premillieu : J'ai invité des collègues qui s'occupent d'un foyer rural, en Bresse, et qui servent de relais. La « G. O. » est pratiquée dans ce foyer par des paysans. J'ai eu l'occasion de discuter avec l'un d'eux, qui d'ailleurs, il faut le dire, pratiquait déjà « C.-H. »... Lorsque tout à l'heure quelqu'un a dit qu'un routier lisait la « G. O. », moi, ça ne m'étonne pas du tout. Pourquoi voulez-vous que « C.-H. » ou la « G. O. » ne soient pratiqués que par des intellectuels. Je crois que c'est une vue qui provient d'intellectuels, justement. Je connais un paysan

ANNECY

qui a lu le dossier des radios de A à Z parce qu'il est extrêmement intéressé, concerné par ce problème. Et ce n'est pas un cas unique...

Arabyan : Il y a l'exception et la règle. Je pense que sur 100 lecteurs du journal, il y en a 80 qui le lisent, comme ça, comme ils liraient autre chose, et puis 20, une minorité, qui en tirent autre chose qu'une lecture, pour qui ce sera une plate-forme de départ.

Delebarre : J'apprécie énormément Fournier dans « Charlie-Hebdo » et j'ai du mal à digérer ma « G. O. ». Pourtant je lis facilement. D'abord, c'est un journal qui annonce la fin du monde : tout est déprimant. Quand je l'ai lu 1/2 heure, je dis vite Wolinski, vite autre chose, je m'en vais. Ça fout le cafard. Fournier ! tu fous le cafard aux gens. J'utilise la « G. O. » en tant que militant, je vais la chercher quand je me bagarre, c'est précieux, c'est une bible, il y a tout là-dedans, mais j'aurais un bouquin ce serait la même chose. Ma femme a renoncé ; elle lit « C.-H. » mais pas la « G. O. ». Mes enfants, c'est pareil.

Arthur : C'est un fait de civilisation. Ça prouve que les gens ne savent pas lire. On a intoxiqué les gens avec des lectures faciles, la télévision, etc. Résultat : quand on leur donne quelque chose de plus difficile à lire, même les intellectuels s'arrêtent.

Carvallo : Je crois qu'il y a aussi le fait que tous les gens ne sont pas au même niveau de connaissance des sujets. Quand on attrape un article comme « l'électrhomme », moi je m'emmerde pendant deux pages. Quand on attaque sur le problème des centrales nucléaires, etc., il y a toujours une ambiguïté. Le journal est quand même fait pour gagner de nouveaux lecteurs. Alors, si on fait un travail de relais pour le faire lire, le type qui va débarquer brutalement dans le canard, où va-t-il en être ? C'est-à-dire que s'il prend en route le problème des rayons X, c'est là où il me semble y avoir la grosse difficulté. On ne peut pas refaire à chaque numéro le résumé du chapitre précédent, l'historique, quoi ! Donc, le type qui débarque dans certains articles de la « G. O. », je dis qu'il ne les lit pas. A la maison, il passe beaucoup de monde, on reçoit à peu près une trentaine de revues de tous les genres, la « G. O. » traîne comme les autres journaux : les types le feuilletent et laissent tomber. Et il n'y a pas que les intellectuels. Le type lit deux ou trois

pages puis il cale... Il y a trop de gros morceaux à avaler.

TECHNIQUE ET SPONTANEITE

Desplats : Je crois que les sujets ne sont pas assez variés. Je pense que si on traitait de plus de choses sous forme de petites nouvelles, ça permettrait de pallier cet inconvénient d'avoir toujours de gros dossiers très approfondis.

Brassou : Je travaille en usine et des copains m'ont fait part de leurs réactions : ils aiment bien les articles directs, en prise sur la vie, sur lesquels ils peuvent s'appuyer. Un article de synthèse, ils passent par-dessus...

Lorient : Dans certains endroits, on fournit, dans les administrations, à des spécialistes des manuels en les agrémentant de dessins ou de bandes dessinées parce qu'on ne veut pas bourrer de termes techniques. Or, en définitive, l'argumentation dans la discussion, c'est bien dans les chiffres qu'on la trouve, et les chiffres, c'est toujours indigeste. Il faut faire la part des choses.

Pignero : Il faut absolument conserver ce caractère technique, et ce caractère d'informations générales à un certain nombre d'articles...

Carvallo : C'est là qu'on retrouve l'ambiguïté sur le problème du niveau de connaissance des gens. La « G. O. », le type qui la lit doit se dire : « Les gens qui font ça, ils doivent mener une sacrée vie, un vrai calvaire, ils ne doivent plus vivre. » C'est là où il y a le décalage. Si on lit une revue technique, très scientifique, on sait que ce sont des techniciens qui l'ont faite, qui t'apportent un stock d'informations très techniques et ceux qui la font vivent « à côté » : on imagine comment ils vivent, appartement, etc., et ils ne nous intéressent pas. Dans un journal comme la G.O., dans la mesure où le phénomène de vie est intégré, ce truc-là, on ne le sent pas. C'est là où, à mon avis, il y a une ambiguïté. Heureusement qu'on vous connaît, on est rassurés, mais ceux qui ne vous connaissent pas... !!

Vergnes : Il s'agit de savoir si on veut faire un produit de consommation, c'est-à-dire ajouter un journal à d'autres journaux sous prétexte de gagner des lecteurs. A mon avis, ce serait une foutaise, parce qu'à ce moment-là, en même temps que vous ferez attention au fond, que vous soignerez le style, la tournure, etc., vous allez devoir faire très attention au fond, il faudra dire : attention, il ne faut pas aller trop loin, il ne faudra pas aborder les problèmes des rapports de la pollution et du

capital... A ce moment, effectivement, vous risquez d'avoir de plus en plus de lecteurs. Seulement, il faut voir sur quelles bases... Je crois qu'un journal est quelque chose en devenir, il faut tenir compte d'un mouvement dialectique. D'ailleurs, on l'a très bien vu pour « C.-H. ». Au début, quelles étaient les personnes qui lisaient « C. H. » comme une continuation de « Hara-Kiri » ? L'éventail s'est considérablement élargi, en même temps que « C. H. » enfonçait le clou de plus en plus. La conscience politique des gens se développe. Il y a trois fois plus de pages dans la « G. O. » que dans « C. H. » et c'est vrai qu'on ne peut pas lire la « G. O. » en un quart d'heure. Il est vrai que certains articles peuvent apparaître comme « déprimés », mais je ne vois pas comment ils peuvent être « déprimants », parce qu'il y a aussi un certain nombre d'articles qui incitent à penser qu'on peut faire quelque chose. Et en se passant de béquilles idéologiques !

Charbonneau : Il me semble que le problème du style, de la forme de la Gueule Ouverte et de ce qu'elle a à dire est capital. Je crois que vous devez vous préoccuper beaucoup de conserver la spontanéité, la variété, l'imagination et la nature du style, tout en gardant le sérieux. Vous êtes pris, somme toute, entre deux tendances contradictoires, et je crois que la voie de la « G.O. », c'est de conserver les deux, et que ça va être senti d'instinct, par exemple, par un public de jeunes. Je crois qu'effectivement, dans ma génération, les vieux, il y aura des blocages... Je crois que si on vise les dames sérieuses un peu pudibondes, on va avoir des blocages terribles... Mais si on trouve le moyen de réunir un style plaisant, varié, agrémenté de dessins, voire de bandes dessinées, si par ailleurs on tient au contenu du journal, à la défense du milieu, au problème écologique, dans le souci de le dire en termes clairs, et même, comme disait Pignero, en termes rationnels et mathématiques, dans certains cas, si on arrive à réunir ces choses-là, on a des chances de gagner. Du moins, c'est mon idée...

UN JOURNAL EST-IL UNE ARME DE COMBAT ?

Delabarre : Moi, je pense que la « G. O. » est déprimante... Pas par le contenu... Le contenu est très bon, mais il lui manque quelque chose. Ce qui lui manque, à mon sens, c'est ceci : Mes gosses (ils ont maintenant entre 23 et 17 ans) me disent, quand ils ont lu la « G. O. » : « Y'a plus qu'à se flinguer. Qu'est-ce que tu veux faire ». Il faudrait qu'il y ait, à côté du contenu sérieux et sans

concessions dans l'analyse, un autre volet qui analyse les causes, et aussi la façon dont on peut en sortir, c'est-à-dire, la pollution psychologique, le résultat d'une structure qui est dans la tête des gens. C'est là où Charlie Hebdo est peut-être supérieur, c'est qu'il casse cette structure de pensée. Et on reprend confiance... Il n'y a pas seulement des structures économiques et écologiques, mais il y a des structures psychologiques qu'il faudrait ouvrir à la « G.O. ».

Gausser : Si la « G.O. » s'engage dans l'organisation du combat, elle se resserre. Parce que les gens qui n'y trouveront pas l'organisation qu'ils veulent, ils iront la chercher ailleurs. Alors, je crois que l'essentiel, c'est de fournir des éléments de combat, mais pas de structures...

Delebarre : Mais je ne veux pas de structures, d'organisation. Pas du tout. Ce que je dis, c'est que je voudrais que l'on permette aux gens, quand ils sont devant un problème, de déceler tout de suite par où on les coince... Je voudrais que ce soit un journal qui nous donne le courage du combat, et peut-être, la foi dans sa réussite... à ce combat.

Lorient : Je pense que le problème est le suivant : Il ne s'agit pas de faire une organisation « organique », mais une organisation fonctionnelle. Il s'agit de développer une méthodologie qui permette à l'information, dans tous les domaines, de se cohérer pour faire un tout qui montre aux gens par où ils sont verrouillés...

Burgunder : Il y a des gens qui lisent la « G.O. », qui en apprécient le contenu, qui le lisent jusqu'au bout, et refusent la lutte parce qu'ils sont découragés.

Vergnes : Mais, qu'on le veuille ou non, on est dans le creux de la vague, dans un moment venant après la dégroupuscularisation, la démobilisation, la démilitarisation, tout ce qu'on voudra, et on est en train de rechercher de nouvelles formes d'action. Et il est normal que dans la « G.O. » cela soit aussi sensible. Maintenant, à mon avis, il n'y a pas dans ce journal que des articles qui pourraient donner envie de se flinguer... Je crois qu'il faut maintenir le clivage entre une lutte écologique, qui est une lutte révolutionnaire, et la récupération à laquelle on assiste par les médias, et il faut que les gens trouvent dans la « G.O. » un déchirement, qu'on fasse sauter un verrou psychologique...

Charbonneau : Il me semble que l'intérêt de la « G.O. », c'est de poser un problème, le problème écologique. Ça nous force à nous mettre en travers, si je puis

dire, du « cours de l'Histoire » et de l'état de la société. Une constatation pareille, ça ne fait pas désespérer. Moi, ce qui m'a fait désespérer, ça a été une époque où les gens demandaient des solutions sans SE poser de problèmes. Alors, on leur apportait une solution miracle, qui s'appelait l'anarchisme classique, le marxisme, le fascisme, et le tout accompagné de grands airs de trompette et de grandes claques dans le dos. Je me rappelle très bien où ça a mené. J'appartiens à la génération qui a touché les intérêts de ce genre d'optimisme. La « G.O. », telle qu'elle est, je la défends, parce qu'elle pose les problèmes. Les problèmes, c'est emmerdant, et les gens vont vous demander des solutions. Votre mission, c'est de dire aux gens : Y'a le feu à votre maison ; si vous ne faites pas un effort pour éteindre l'incendie, il n'y aura rien. Mais il est certain qu'au départ c'est positif de dire aux gens qu'il y a le feu, non d'un chien...

Mollo-Mollo : Parmi votre « clientèle », il y en a une que vous ne connaissez pas bien, c'est les naturalistes. Ils sont plusieurs milliers parmi vos lecteurs qui sont partis du fait qu'ils aimaient les « p'tites fleurs et les p'tits oiseaux » et qui en sont arrivés finalement à contester la société, c'est-à-dire, ont abouti au même point de convergence que ceux qui sont partis de l'exploitation de l'homme ou d'une autre démarche encore... C'est une démarche, celle des naturalistes, qui est symptomatique et qu'il ne faut pas oublier...

Arabyan : Pour en revenir au style... Le style de la « G.O. » charrie une idéologie nouvelle, radicalement, de tout ce qui a été dit jusqu'à aujourd'hui. Et, à mon avis, on ne peut pas plus distinguer le style du fond que la nature de l'homme. Quand j'ai débarqué dans la « G.O. », j'ai trouvé un instrument de travail unique en son genre. Parce qu'il n'y a pas à tortiller, mais depuis Marx, on n'a rien écrit de potable sur ces questions-là... Ce que dit la « G.O. » est radicalement différent, quelque chose qui vous arrache là...

Charbonneau : Le style de la « G.O. », c'est un début de révolution culturelle. On peut dire que c'est ce qui reste de mai, finalement, de plus concret et de plus sérieux.

S'ADRESSER AUX ENFANTS

Auroi : Je crois qu'un des objectifs du journal doit être d'aboutir à une certaine clarification dans la réflexion, parce que, c'est assez net maintenant, parce que le problème écologique est abordé selon des angles très différents. Finalement, je crois que c'est vraiment un tout

et qu'on ne peut pas privilégier un des aspects en minimisant l'autre. Donc, je crois qu'il y a toute une recherche en cours et qui ne fait que débiter. Actuellement, il y a un flottement idéologique, si on peut dire. On cherche des solutions, on cherche des voies, on fait des analyses... Je crois que le journal doit faire prendre conscience que ce débat existe et qu'il peut être abordé sous des angles différents, mais qui finalement se rejoignent... Le journal doit être le reflet des recherches... C'est pourquoi je crois qu'il est très important qu'il s'appuie sur des expériences de groupes, de personnes, qu'il en parle pour donner aux autres la possibilité de connaître ces expériences et de voir dans quelle mesure ils s'en rapprochent...

Carvallo : La « G.O. » s'adresse à des relais, à des gens qui répercutent ailleurs... Et, à mon avis,

côté dans ce journal-là. Car c'est bien eux qui vont prendre le relais, c'est pas des gars de 40 ans... La « G.O. » est trop technique pour eux...

Carvallo : Ça représente une population tellement énorme. Quand on voit, par exemple, du côté de Fos-sur-Mer, pour une population de 3 000 habitants à Martigues, il y a 11 000 gamins à Fos-sur-Mer. C'est ces 11 000 gamins qui risquent de faire péter Fos-sur-Mer, c'est pas les 3 000 habitants de Martigues... La « G.O. » intéresse beaucoup d'enseignants, même ceux qui ont une limitation, qui voient le problème d'une façon didactique encore... Au niveau le plus bête, l'instituteur isolé dans un coin qui se pose des problèmes écologiques, s'il a à retransmettre à des gamins des éléments, il devrait pouvoir les trouver dans la « G.O. » à défaut de les trouver ailleurs.

contenu... Mais ça aurait demandé un sacré boulot. Alors le problème, c'est : qui actuellement peut faire ce boulot ? et je ne pense pas que ce puisse être Reiser tout seul ou tel autre dessinateur tout seul... Il faudrait discuter de cela : comment l'information peut passer ? à qui elle s'adresse ? quel niveau de sérieux on peut atteindre en ayant des techniques d'expression qui ne soient pas le langage de cet article, par exemple... ?

Arabyan : Il me semble que la conscience idéologique des gosses, ce n'est pas la peine de la faire en leur expliquant des problèmes scientifiques, mais tout simplement en leur libérant l'esprit de ces blocages mentaux...

Marais : Oui, mais alors là, il y a le problème de la première pollution. La « G.O. » bute sur une première pollution. Nous avons reçu une éducation para-



il y a une partie des « relais » qui sont obligés de réinterpréter totalement les articles pour les retransmettre. Ce qui serait peut-être intéressant, c'est d'envisager les problèmes par rapport à un certain nombre de relais, qui peuvent être des syndicalistes, des enseignants, des ruraux... avec peut-être une argumentation passablement différente. En ce qui concerne les enseignants...

Michèle Vergnes : Moi, je suis un peu déçue de ce que les enfants, qui seront la force révolutionnaire écologique dans quelques années, soient laissés de

Clément : Je crois qu'on peut s'exprimer dans un langage très simple pour dire des choses très sérieuses. Si on veut répondre à des scientifiques en adoptant le même langage que les scientifiques, on est complètement piégés. C'est-à-dire qu'on s'adresse au même public, à la même minorité privilégiée qui peut comprendre ces choses-là, et, à mon sens, on ne fait ainsi que cautionner ce qui existe. Il me semble que l'article sur la radioactivité (du n° 4), on aurait pu en faire passer sous forme de bandes dessinées ou quelque chose comme ça, l'essentiel du

logique. L'analogique, on ne l'a jamais développée chez les enfants. Et nous-mêmes, nous sommes conditionnés par une façon logique de penser. Si ce n'est pas concret, si ce n'est pas palpable, on s'en fout...

Fournier : On bute sur un problème extrêmement simple et matériel : c'est que nous n'avons que 48 pages, et non 600 ou plus. On ne peut pas à chaque fois faire un éventail... Ou on s'éparpille complètement, ou on ne traite que quelques sujets, mais alors, on parait n'avoir qu'une vision très limitée...

Vergnes : Non, mais, quand

ANNECY

vous faites un journal, c'est vrai que vous avez un problème de choix. Mais vous classez d'après des priorités. Moi, je crois que vous avez parfois des choix... erronés.

Fournier : Tous les choix sont arbitraires.

Vergnes : Bon ! Si on abordait le problème de la distribution et aussi le problème des invendus. La distribution par les Messageries éparpille. Si vous tirez à 60 000 exemplaires, ça fait très peu par point de vente. Il faudrait peut-être étudier une réinjection des invendus d'un nu-

qui se pose beaucoup chez nous, à tel endroit, et ce serait à eux de voir ce qu'ils peuvent faire à ce sujet, réunions, affiches, etc.

Clément : Il y a une question qui me semble intéressante, c'est : comment ce que fait la « G. O. » s'articule avec ce que font d'autres journaux écologiques comme « Survivre », par exemple ? Est-ce qu'il n'y a pas possibilité de recouper un peu mieux ? Deuxième question : Dans « Survivre et Vivre » il y a beaucoup de scientifiques qui mènent corrélativement une critique de la science, du contenu de la science, de la recherche... Ça pose aussi le problème du langage : le numéro 4 de « S. V. » sur les centrales me semble intéressant parce que

« Survivre » a son « job » qui n'est pas celui de la « G. O. »...

Vergnes : Je pense qu'il y aura beaucoup de journaux qui parleront d'écologie ou de l'environnement, mais qu'il y en aura très peu qui montreront que le problème de la lutte au niveau de l'écologie, c'est le problème de la libération de l'individu dans sa globalité : libération au niveau du langage, au niveau du sexe, au niveau de la pensée, et je crois que si on commence déjà par continuer cette amputation dont je parlais tout à l'heure, ce qu'on peut appeler la pollution mentale, on n'en sort pas... Il faut sortir de ce sérieux ; ce sérieux, on en a marre, il nous fait tous crever...

Leyraud : On parle du problème de l'élargissement de la portée

Y en a des qui vont finement remarquer qu'il y avait beaucoup plus de gens dans la salle que le débat n'en fait intervenir. De deux choses l'une : ou bien on a manipulé l'enregistrement (et ça c'est sûr, deux nuis qu'on y a passé !), ou bien y a des gens qui « ne se sont pas exprimés », et ça c'est sûr aussi ! Trois jours après, j'ai reçu une lettre d'Annie (Annie c'est une institutrice qui fait dans l'animation d'un foyer rural, tout à fait rural, dans un bled de la Bresse).

« Pourquoi j'ai rien dit ? Le matin, on est arrivés tard, j'étais pas bien dans le coup, et plus ça allait, moins j'y étais. L'après-midi, j'ai essayé, j'ai pas su. D'abord j'aime pas étaler ce que je fais, et ensuite je sais pas de but en blanc tenir un auditoire que je connais pas en alignant comme des saucisses des arguments irréfutables et des mots qui sonnent clair ! J'aimerais bien causer de tout ça avec vous, humainement, pas derrière des masques de « Gentils Organismes de l'Ecologie » ! Et puis, nom de Dieu de bon Dieu, on aurait dit des saints, pas mouillés pour deux ronds dans le Système, jamais tentés par des besoins artificiels ! Si j'ai rien compris, expliquez-moi ! »

On s'arrête, on discute, mais il faut se rencontrer ! On devrait pouvoir y arriver !



méro souvent réclamé après son temps de parution dans les kiosques.

Clément : Il serait intéressant d'étudier la formule des numéros spéciaux. Parce qu'un numéro spécial, ça se rediffuse pendant très longtemps. Mais il faudrait voir de quoi ils seraient faits...

Prémillieu : Il y a, dès maintenant, une forte demande pour le numéro 1, et plus spécialement du dossier Radios qu'il contenait. On nous demande aussi des tirés à part, mais ça, c'est un autre problème...

LA DIVERSITE DES JOURNAUX ECOLOGIQUES

Charbonneau : Toutes ces questions me paraissent poser le problème du soutien local à la « G. O. ». Il est certain que si les gens qui lisent la « G. O. » se réunissaient un tant soit peu, ils pourraient se dire : Tiens, il y a un numéro sur les centrales nucléaires. C'est un problème

son langage est compréhensible par n'importe qui... Dans la « G. O. », ce qu'on voit actuellement c'est plutôt un souci de prendre des informations chez les scientifiques et ce souci n'est pas accompagné d'une remise en question de l'activité scientifique, de la formulation des activités scientifiques... J'ai même l'impression que vous avez un certain souci d'arriver à une formulation qui ferait scientifique, qui soit scientifique, et qui, donc, tombe dans les travers qui sont dénoncés, par ailleurs, aussi bien par « Survivre et Vivre » que par Labo-contestation ou d'autres...

Blavet : Il me semble que chaque canard à une obédience particulière. Je ne vois pas pourquoi on voudrait amalgamer des voix qui sont à mon avis pas différentes mais complémentaires. Sinon, on va arriver à une presse écologique centralisée qui va tout à fait à l'encontre du mouvement lui-même.

Charbonneau : Je crois que

de la « G.O. ». Beaucoup ont dit : « la « G.O. » ça paraît déprimant », je ne parle pas du sous-titre, mais du contenu. Je crois que la « G. O. » reflète ce que pense la majorité des gens qui sont dans le mouvement écologique, pour schématiser. Et dans cette nouvelle idéologie, il y a une thèse primordiale implicite plus qu'explicite, c'est le catastrophisme (points de non retour, etc.). Je constate qu'on dit aux gens : « Si vous n'adhérez pas à cette thèse primordiale, vous n'avez rien à faire avec l'écologie. » Y a-t-il nécessité d'adhérer à cette thèse pour se sentir conscient des problèmes écologiques ? Moi, je ne crois pas.

Charbonneau : Je crois qu'il peut y avoir une autre réaction. On peut se dire : « Voilà, on se réveille dans la merde, on en prend conscience, si c'est vraiment vers la fin du monde qu'on va, il faut se démerder quoi qu'il arrive ». Le premier élément, c'est ça. Or les gens vont être toujours prêts à prendre le cachet

de calmant que vous allez leur apporter, et ils refuseront le passage qui me paraît absolument nécessaire devant la réalité, par exemple, la vallée du Rhône que je viens de traverser, c'est-à-dire cette merde de banlieue qui s'étend, comme le feu dans une maison... Et je dirais que l'intérêt du problème écologique, comme tous les vrais problèmes, c'est que c'est un problème où les chances de réussite sont secondes par rapport à la gravité et à l'essentiel de la question posée. Il y a un tas de Français (pour ne parler que d'eux) qui ne bougent pas par manque d'expérience sérieuse de la catastrophe.

Vergnes : C'est comme cela qu'on va sensibiliser des tas de gens aux problèmes. Il faut continuer ce boulot d'information et, les problèmes devenant de plus en plus perceptibles, ce boulot devient moins difficile. Je crois que la lutte va se développer sans qu'il y ait d'organe directeur, ni rien. Et cela est positif. Quant aux points de non retour, à savoir si je vais crever dans vingt ou quarante ans, moi, je m'en fous. Je sais que je suis en train de crever maintenant, je suis en train de crever parce qu'on m'empoisonne et parce qu'on m'empêche de vivre.

Clément : Il y a peut-être une façon de présenter les articles comme des ouvertures à des débats, une façon d'annoncer

que dans tel prochain numéro on va essayer de centrer sur tel ou tel thème, pour demander aux gens qui ont quelque chose à dire sur ses thèmes-là de s'exprimer.

Vergnès : Je trouve que, dès le premier numéro, la « G. O. » est apparu un peu trop comme la continuation de « Charlie », de l'équipe de « Charlie ». Ce journal était limité par ça, au départ.

Fournier : C'est un canard qui se limitait au départ, parce que justement on ne voulait pas tomber dans une autre ornière, celle du petit groupe qui fait un canard pour se faire plaisir.

Clément : Il y a aussi une question qui bloque au départ les participants potentiels : est-ce que « La Gueule ouverte » est le canard à Fournier ou pas, ou autre chose ? Si c'est le canard à Fournier, j'en ai rien à foutre. Si c'est un canard rédigé collectivement et que ça apparaisse dans le contenu imprimé, ça me semble pouvoir débloquent beaucoup de choses. Et il y a des gens qui ont des choses à dire, qui pourront écrire et utiliser ces 48 pages !

Vergnès : Les gars qui lisent la « G. O. » sont des lecteurs passifs, qui ne sont pas liés à une pratique. C'est pour ça que votre journal demeure actuellement un journal. Il faut trouver l'ouverture sans tomber dans la m... chaotique comme certains journaux gauchistes... Je crois qu'on peut faire autre chose qu'un prolongement de « Charlie ».

Gausser : Je connais bien le problème et tout le monde ici doit le connaître : quand on est 50 autour d'une table, tout le monde a envie de faire quelque chose, mais eux, ils vont se retrouver à la mairie d'Outre-choise et puis nous, on a autre chose à foutre, et puis on va tous les larguer...

Untermaier : Il semble qu'il y ait dans certains articles de la « G.O. » des choses volontairement outrées, un peu poussées, qui ont été exprimées pour provoquer, susciter un certain nombre de réactions. Il faudrait savoir si ce procédé est admissible, s'il ne présente pas un certain nombre d'inconvénients, s'il n'est pas, dans le fond, dangereux, s'il ne risque pas d'écœurer certaines personnes...

DEMYSTIFIER LA SCIENCE

Fournier : Les gens manient l'humour parlé dans les conversations courantes, au bistrot. Mais l'humour écrit, même si c'est la même chose !... L'écrit pour eux doit être sérieux...

Blavet : On s'aperçoit qu'effectivement, à force d'employer un discours rationnel dans les infor-

mations scientifiques, on trouvera toujours 50 mecs avec leur quarteron de prix Nobel d'un côté contre 50 mecs avec leur prix Nobel de l'autre côté. Ça c'est le discours manichéen. Tomber dans ce discours ultrarationnel est très dangereux. En fait, on ne sait plus à quel saint Nobel se vouer. Alors que si on tient un discours qui vise l'individu dans son comportement vis-à-vis de l'environnement et inversement, alors, là, on sensibilise beaucoup plus. Dans la « G. O. », actuellement, je trouve que le discours est trop rationnel.

commencent à me sortir par les yeux. Ce sont toujours des trucs extérieurs à soi. Il y a des événements beaucoup plus importants que les luttes, que l'action. Il y a certainement des moyens d'infléchir le mode de vie des gens, leurs manières de réfléchir, de se comporter. Et c'est dans ce domaine qu'il y a une carence dans ce journal.

Charbonneau : Le genre « petits échos de la merde » me paraît capital. En dénonçant le mal qui a été fait on peut contribuer à freiner celui qui va se faire. Un des premiers devoirs d'une revue qui se dit écologique est



Fournier : Oui, mais il ne faut pas confondre l'argument scientifique et l'argument d'autorité.

Vergnès : Si actuellement il n'y a pas de luttes aussi spectaculaires, aussi apparemment importantes, à mon avis ce n'est pas grave parce qu'il y a des gens en train de refuser les radios à la suite des articles de la « G. O. ». Ça me semble aussi important, plus important même que de voir rassemblés mille ou deux mille gars devant une centrale nucléaire...

Fournier : Un des problèmes qui fait qu'on a souhaité cette réunion, c'est qu'on a l'impression de s'enfermer dans le militantisme écologique. Les luttes, l'action, ce sont des mots qui

d'analyser le fait écologique tel qu'il se présente, avec mise au clair des voies de la récupération. Et la Charte de la Nature ; c'est un truc dont il faut faire une analyse critique en bonne place.

Fournier : Oui, il faudra parler de l'émission « La France défigurée ». Ça d'accord. Ça arrive dans tous les foyers ou presque.

Leyraud : Il ne faut pas que le mouvement écologique s'enferme dans un ghetto marginal, et la « G. O. » avec lui.

Mollo-Mollo : A ce sujet, il me semble qu'il y a entre toutes les tendances un dénominateur commun potentiel : c'est la récupération de toutes les écoles poli-

tiques actuelles. C'est quand même fondamental pour nous tous. Quand on parle avec tout un chacun dans la rue c'est peut-être là un moyen de convaincre facilement. Je me demande si dans les mois à venir, quel que soit le résultat des élections, on n'aurait pas ici un terrain à piocher, une rubrique à pousser dans les prochains numéros. C'est la faillite de tous les systèmes politiques actuels pour faire comprendre aux gens qu'ils sous-tendent tous le même système économique d'expansion et que 01 c'est autre chose...

Arabyan : Ça va nous engager dans une critique de la politique qui est une perte de temps. Vous allez être obligés d'expliquer une utopie. On va vous demander : Eh, alors, quelle image de la société proposez-vous ?

Carvallo : Moi ce qui m'intéresse c'est de savoir si dans la « G. O. » il ne pourrait pas y avoir une analyse des problèmes (rapport du MIT, par exemple) par rapport à une idéologie politique. A ce moment là un syndicaliste, un militant de parti peut s'apercevoir qu'il y a une carence dans son idéologie, que le parti en question n'a pas prévu tel problème et ne peut y répondre.

Untermaier : S'il y a des contradictions au sein même de l'équipe de la « G. O. », et j'en ai remarqué par exemple à propos du problème des parcs naturels, quelle est votre attitude ? Avez-vous conscience de ces contradictions ?

Fournier : Je ne pense pas qu'il y ait des contradictions : on éclaire seulement les différents aspects d'un problème. Ce qui faisait, ce qui fait toujours, l'intérêt de « Charlie-Hebdo » ce sont les contradictions entre les différents collaborateurs.

Clément : Je ne sais pas si aujourd'hui on a réussi à mettre sur pied une collaboration possible entre tous les gens qui sont là et ceux qui travaillent à la « G. O. ». Il y a des tas de propositions de faites.

Arthur : Certains ont soulevé le problème des sujets qui sont absents dans la « G. O. ». C'est à eux de se réunir entre personnes qui connaissent bien telle ou telle question, mieux que nous ne pourrions jamais la connaître, même en travaillant dessus, parce qu'on a pas le vécu comme eux, et de les traiter puis de nous envoyer les articles ou, mieux, de venir en discuter.

Premillieu : Les prochains sujets sont déjà plus ou moins déterminés et peuvent inciter les lecteurs à écrire. Il s'agit de l'urbanisme, l'éducation, médecine et psychiatrie. Mais tout cela n'est pas limitatif... ■

J'ai reçu ça sous le titre « Notes en liberté ». Lisez d'abord, on cause après.

1. — L'âge de 2 ans révolus est idéal, à tous les points de vue, psychologiquement, socialement, intellectuellement, moralement.

2. — L'âge de 16 ans a été finalement admis par moi pour trois raisons :

— si j'avais gardé l'ancienne limite d'âge de 10 ans, ces enfants auraient bien eu un jour 16 ans, et alors...

— des enfants de 16 ans, filles ou garçons, peuvent aider considérablement et s'initier à un rôle de solidarité, à un rôle de « parents » conscients et compétents...

— nous ferons ainsi l'apprentissage du surgissement et de la résolution des problèmes « sexuels », ainsi que celui du seuil de l'âge du choix, à la majorité, quand le communautaire devra dire s'il reste dans la communauté ou non...

3. — Démocratie totale et directe. Assemblée quotidienne avec vote, si possible à l'unanimité. Décisions sur tous les sujets, à commencer par ceux relatifs à l'instruction générale, aux connaissances et compétences à acquérir, collectivement ou individuellement.

4. — Nous ferons TOUT ensemble, cuisine, vaisselle, lessive, ménage, tous les travaux manuels.

5. — L'autogestion, l'autodiscipline, la liberté-responsabilité, s'apprennent comme tout le reste, par l'expérience, par les erreurs et par les fautes. Pendant la période transitoire, il y aura des principes, des disciplines, de bonnes habitudes, à inculper aux enfants qui ne les auront pas découverts eux-mêmes encore.

6. — Dans tous les domaines : apprendre à apprendre - recherches dans tous les sens - information totale - réponse immédiate aux demandes et questions des enfants. Tous les moyens, tous les « outils », y compris les audio-visuels, mis à leur disposition. Tous les livres qu'ils souhaitent, mais pour en discuter ou y travailler ensemble.

7. — Une imprimerie offset pour un journal, une revue, éditer des livres, même pour des auteurs de l'extérieur.

8. — Avant tout, apprendre à lire, à écrire et à compter aux tout petits le plus tôt possible...

9. — Toutes les langues, si possible, et tous les sports. Tous les arts et tous les artisanats.

10. — Végétarisme absolu mais non sectaire : simplement ni viande ni poisson, par éthique de non violence. Donc, les animaux d'élevage de la communauté n'iront jamais à l'abattoir.

11. — Bâtir. Planter des arbres. Cultiver. S'occuper de ruches. Ouvrir toutes sortes d'ateliers. Ouvrir des expositions, organiser des spectacles, des colloques, des séances et stages d'études, pour les personnes, groupes et communautés. Lectures et déclarations publiques.

12. — La communauté aura la télévision. Chaque enfant son petit poste à transistors. Il faut être à l'écoute du monde, apprendre à s'informer.

13. — La communauté sera constamment ouverte sur la société environnante et mondiale : invités à des week-end prolongés, visiteurs de partout, enseignants et enfants venant à titre de témoins ou d'enquêteurs, habitants des environs venant assister à des séances de théâtre, de cinéma, de recherches culturelles, d'expressions libres, d'alphabétisme, à des conférences, à des colloques et à des séminaires, etc.

14. — Culture de la terre, de la tête, du cœur, des sens, de l'intuition, de l'imagination, du sens de la fantaisie, de la conscience, de l'esprit critique, du sens philosophique, du sens psychologique, du sens pratique, du sens créateur. Recherche collective du sens de la vie, des moyens de connaissance profonde des êtres (psychologie pratique). Philosophie positive. Enseignement du sens planétaire et du sens solidaire.

15. — Vie naturelle et très simple, comme d'une grande famille, mais non-égocentrée, dirigée vers toute l'humanité, tout le développement individuel et planétaire, tout l'avenir, pour la fondation d'êtres complets et complètement épanouis, destinés à vivre tout le temps (sauf demande à l'âge de leur majorité) dans la nature et en communauté (celle-ci ou une autre), en artisans, en artistes et en autodidactes pouvant transmettre leurs connaissances.

16. — Mon projet culturel exclut évidemment les programmes et diplômes et toute la filière universitaire et professionnelle actuelle.

17. — Toutes les potentialités de l'être humain dans l'enfant seront cultivées, exploitées.

18. — Dès que possible, nombreux voyages d'études ; conférences avec projections, par les enfants, à l'extérieur de la communauté.

19. — Les visites des parents sont autorisées, trois ou quatre jours par mois, pendant lesquels ils participeraient à notre existence laborieuse en nous aidant.

20. — J'ai l'intention de commencer avec, s'il le faut, deux ou trois enfants seulement, le plus tôt possible. Cette œuvre va s'élaborer lentement mais sûrement, grâce à la force de la patience, du mouvement, de l'exemple et du courage. (Dernière heure : début probablement après Pâques, dans un domaine de l'Aveyron, celui-là même où aura lieu l'expérience de vacances autogérées, du 10 juillet au 31 août). Faire rendre à l'enfant son maximum d'humanité, de science, d'originalité et de conscience. Lui offrir un immense « libre service » de moyens de se cultiver et de s'exprimer, y compris « dans la folie ». Lui permettre d'augmenter à l'infini ce champ de moyens et d'« outils », par une autogestion et une initiative contrôlées.

Il faut essayer de tout réunir : les enfants, les adultes, « la famille », « l'école », la société « productrice », en les transcendant, en dépassant les notions et les processus qui font les enfants « aliénés » (de leur moi intrinsèque), les parents et la société « aliénants ». Fonder une autre famille, une autre école, une autre société, une autre vie.

ELEVER, dans le plein sens du terme, les enfants, et les adultes avec ! L'exemple, donné au début par les adultes, le sera ensuite par les enfants.

Mon projet s'inscrit dans la perspective de la libération de la femme, de la mère, et de la transformation de la famille.

Nous acceptons des enfants pour de courtes périodes.

Le but est de faire pousser des graines humaines, qui contiennent en elles tout l'arbre humain. On peut évoquer l'agriculture humaine aussi bien que le processus d'allumage des bougies. Une allumette peut allumer 5, 6, 7 bougies. Le système allumettes humaines — bougies humaines implique :

— la transmission des bons principes et des bonnes habitudes ;

— la transmission des connaissances et si possible des dons ;

— la transmission des impressions et sensations, du sens critique ;

— la transmission de la bonté, de l'esprit de solidarité, de la prise de conscience, de l'amour humain universel.

Transmission, incitations, suscitation, osmose.

En somme, dans l'éducation actuelle, on part du principe que « l'allumette » (l'enseignant) fait la « bougie ». Pour la bonne raison qu'on ne croit pas en la vertu intrinsèque des bougies humaines.

L'homme est né plus ou moins bon, certes, mais aussi plus ou moins artiste, intuitif, créateur. Tous les hommes : or, pourquoi reste-t-il en définitive un si petit nombre d'artistes, d'imaginatifs ?

Le fait de vouloir se borner à « allumer » une bougie humaine implique : la foi dans le divin déterminisme qui a créé la bougie ; la foi en l'humain, plein des richesses mises en lui.

La bougie humaine contient tout ce qu'il faut pour être humain. Mais elle doit être allumée pour fonctionner en tant que telle. Donc, il faut faire brûler et briller TOUT ce qu'elle a EN ELLE. Education, formation, ne seront ici qu'allumage, « culture » = comme agriculture. Les mots école, éducation, même en y ajoutant l'adjectif « nouvelle » ou « parallèle », ne conviennent pas. Le mot ELEVATION ou ELEVEMENT, oui. Mais pas « élevage ». Le mot PEPI-NIERE symboliserait assez ce que je vais faire.

Au lieu de parler de l'enseignant et de l'enseigné, on devrait dire « l'élevant » et « l'élève », L'ELEVE et celui qui L'ELEVE. En fait, on s'élèverait mutuellement.

Qu'est-ce que je veux emprunter à la liberté ? La liberté de « pousser dans tous les sens », et de faire pousser les graines humaines. Pas n'importe quelle liberté. Pas la liberté d'être égoïste, parasite, violent, taquin, menteur, voleur, oppresseur d'une manière ou d'une autre.

La liberté excessive ou dévoyée éteint en l'humain sa lumière intérieure, son « meilleur », ou empêche le meilleur de « pousser » (c'est comme le doryphore pour la pomme de terre). La liberté ne peut être totale qu'avec une conscience totale et une autodiscipline totale.

Il faut favoriser avant tout le sens créateur et toutes les créations. « L'autodidaxie aidée » comme dit le rapport de L'UNESCO : « Apprendre à être ». On donne la main à celui qui ne sait pas encore chercher et trouver tout seul toutes les connaissances qu'il

est souhaitable de posséder, toutes les informations sur l'actualité, le monde et « la vérité ». Cultiver le sens des profondeurs, le sens de l'humour, de l'originalité, de la fantaisie, de l'indépendance, cultiver l'intuition, l'instinct et le cœur, susciter la spontanéité, l'épanouissement, et encourager toutes les authenticités de l'être et de la vie dans l'être, le sens social et le sens de la solidarité avec tout et avec LETOUT. La création implique l'invention de toutes sortes de moyens de savoir, de comprendre, de s'informer et de se réaliser. LA RECHERCHE, dans tous les domaines, sans exception aucune, et LE JEU, le jeu créateur.

Nous ne donnerons pas de leçons proprement dites, à part apprendre à lire, écrire, compter, qui sont des notions de base. Donc, nous répondrons à toutes les questions, à toutes les demandes des enfants, mais pas de leçons de mathématiques, de géographie, de grammaire, de français, d'orthographe, de latin, d'histoire, de sciences, en soi. Mais, à propos de tout et de rien : rédaction de fiches, lettres, journaux, auditions, cinéma, télévision, conversations, chansons, fait divers, bande dessinée, magazines, revues, dessins, gravures, tableaux, etc. etc., on peut y venir et on y viendra certainement. Il faut se saisir de toutes les occasions, pour éclairer, creuser, aller au fond des choses, tout embrasser.

Trouver à tout prix les livres, disques, personnes, documents capables de répondre à toute soit et à toute faim de connaissance et de connaissances. Inviter pour plusieurs jours les gens compétents sur tel ou tel sujets soulevés par une question, une demande d'enfants. Mais si certains enfants ne savent pas exactement ce qu'ils veulent « savoir », ou faire, il faut évidemment les aiguiller, leur donner « de l'appétit ». Etre toujours là. Tout contrôler. Susciter. Donner l'exemple, l'envie, le goût de savoir et de faire. Forger entre autres le sens communautaire et le sens de la curiosité universelle, le sens de l'initiative, etc.

Encourager le travail d'équipe dans la recherche culturelle, dans les travaux manuels, d'artisanat, d'art, et faire « enseigner » et « élever » les « petits » par les « grands », ceux-ci devenant dès que possible les collaborateurs des adultes. Mais, sur le fond, petits et grands, adultes et enfants, seront à égalité. Lectures à haute voix, enquêtes, conférences, séminaires, débats, conversations critiques (en fin de journée, surtout), projets et entreprises collectifs. La lecture des journaux est indispensable dès l'âge de 8 ans. Des analyses individuelles et de groupe en seront demandées aux enfants. Elles seront commentées par l'ensemble adultes-enfants. Elles provoqueront toutes les discussions, y compris les politiques, économiques, sexuelles, sociales, etc. en épuisant, jour après jour s'il le faut, tous les sujets. Des promenades, des visites et des voyages s'en suivront parfois.

Pour l'étude des langues, l'invitation de personnes natives de divers pays, pour des stages de longue durée, s'impose.

La rédaction libre et méthodique, par les enfants, de rapports et fiches d'activités, de recherches, offre un triple avantage :

1. elles sont profitables à plusieurs, à ceux qui viendront par la suite, aux enfants en séjour de courte durée, du fait surtout qu'elles sont la synthèse des connaissances découvertes ;

2. elles permettent de consigner les lectures et les lieux de classements des documents utilisés ;

3. elles sont, le moment venu, le prétexte idéal à rectification du style, de l'orthographe, de la présentation, de l'écriture.

La télévision par câble permettra sous peu à la communauté d'émettre ses propres programmes d'émissions et de capter ceux qui lui conviennent.

Nous créerons, « enfants de tous les âges », une nouvelle aire de vie, une nouvelle ère par la fondation des bases d'une société humaine de fraternité, de liberté, d'égalité, de sur-conscience et d'abandon, où chaque être aura chances et succès, faisant éclater toutes les limites.

Voilà. Je vous ai laissé le texte entier, il me semble qu'il y a beaucoup d'idées à y boire et pas mal de trucs, aussi, qui se discutent. Si vous êtes emballés et que vous voulez collaborer au projet de cette « communauté expérimentale, culturelle, artisanale, agricole, libre et autogérée par des enfants de 2 à 16 ans » écrivez à : Alfred NAHON, 34, Grande-Rue, 01210-Ferney-Voltaire. Si vous voulez davantage de précisions, c'est à lui aussi qu'il faut écrire : mais, je ne peux pas vous en dire plus que ce texte. Mais si vous avez des critiques constructives à formuler, vous me les envoyez, 10, rue des Trois-Ponts, 75005-Paris. On fera le point, de vos critiques, de miennes, et des éventuelles précisions d'Alfred, le mois prochain ou le suivant.

Isabelle.

BOUES ROUGES

LES COBAYES EN COLERE

Follonica, le 20-2-73.

Salut,

Je vous écris d'Italie où je suis allé voir de près cette fameuse usine Montedison de Scarlino dont les déchets sont à l'origine de l'affaire de Bastia.

J'y étais, à Bastia, samedi dernier, et j'en ai vu, des choses...

Aussi, quelques mots d'explication car j'imagine sans peine que ce que la presse française a retenu de la chose est son côté anecdotique, « actions d'écervelés, de jeunes irresponsables... » Non ? Côté gauche et côté droite, ce doit être la même chanson ?...

Ici, en Italie, le journaliste du « Corriere della Sera » a trouvé moyen d'assimiler ça à un mini Reggio-di-Calabria et à ne parler que très peu du bioxyde de titane. Un triomphe !...

Une fois de plus, l'effet sert à masquer la cause.

Bon, les faits. Le sous-préfet s'est fait casser la gueule par des jeunes sans boulot et des pêcheurs en colère. (D'où, on verra plus tard, 2 problèmes...) La sous-préfecture a été saccagée de même. En tout

cas, elle est plus solide qu'un CES... Avec tous les cocktails Molotov qu'elle a pris, elle a tout juste quelques points noirs...

Les CRS, eux, en ont pris plein la gueule. Des civils aussi, dont une femme enceinte.

De cela, tous les canards se sont repus. Ils ont d'ailleurs omis de dire que les manifestants étaient entrés pacifiquement dans la sous-préfecture et que c'est la présence de CRS sur pied de guerre dans les couloirs qui a tout déclenché... En tout cas, en Corse, ça fait belle lurette qu'on avait pas vu une telle violence (qui, je le répète, ne fut pas le seul fait des jeunes...). Et c'est à cela qu'il faut réfléchir.

Car il est facile pour certains de dire que la violence n'a rien à voir avec l'écologie, il est beaucoup plus difficile d'être honnête et de poser le problème d'une telle contradiction.

Car enfin, tout a commencé avec les « boues rouges » (bioxyde de titane et acide sulfurique, déchets de fabrication de peinture blanche) déversées par le navire à coque renforcée « Scarlino II » au large du cap Corse et tuant toute vie sur des milles et des milles... Et la pêche, en Corse, ça fait vivre du monde. Tout a commencé par là et c'est l'exaspération des pêcheurs corses face au sursis de six mois récemment accordé à la Montedison qui les a conduits à barrer tous les ports le 17. (Seul un ferry a pu

passer à Bastia... parce qu'il y avait 4 cerqueils à bord et que les familles attendaient sur le port...).

Seulement, il y a aussi le problème corse (sous-équipement, ethnocide culturel, expatriation forcée des jeunes... Seules solutions : police, armée, gangstérisme...), et c'est là qu'intervinrent les régionalistes (Action Régionaliste Corse, qui veut un « Etat corse » et, plus récent, Front Régionaliste Corse, qui se veut révolutionnaire-socialiste)... Eux disent : « Nous nous en prenons à l'Etat français parce qu'il est colonialiste, parce qu'il est complice de l'Etat italien, parce que les



« La friture, c'est nous ! »

mêmes intérêts du capitalisme les unissent, parce que la France aussi rejette du bioxyde de titane mais... dans la Manche, où les courants marins sont plus forts. » Et une splendide banderolle ornait l'un des chalutiers barrant le port de Bastia : « Montedison = Ordure. Mer = Poubelle. Pujade = Couverture... » En la matière, la cible des régionalistes est l'État français. A la vue, donc, des CRS, dernière et brutale incarnation de cet État... Boum !... Devant la sous-préfecture, sur les quais, alors que pétaient cocktails et lacrymos, un ancien marin corse qui avait dû quitter son beau boulot pour se retrouver « manard » chez Job, me disait : « On veut nous soumettre, nous faire plier devant la matraque... Il n'en est pas question !... » C'est ça le problème : Métro-Dodo-Boulot, ça existe encore par là-bas. Et les CRS, on n'en a pas l'habitude et on n'entend pas l'avoir. Ce qu'on veut, c'est vivre libres et en paix.

Donc, « boues rouges » + Pujade + CRS + émigration : Ras le bol !... et ça donne Bastia le 17 février 73 ! Bien sûr, on comprend la déception des militants écologistes qui créèrent le Comité contre les Boues Rouges et sensibilisèrent l'opinion corse bien avant les « régionalistes » (Pourraient pas trouver un autre blaze, non ?)... Cette manif de 2 000 personnes, chose rare à Bastia, c'était en grande partie leur œuvre... Et puis, crac !, les flammes, la cogne, les flics, les blessés, la guerre quoi... Mais enfin, vous autres, qu'en pen-

sez vous ? Ces bagarres du 17, faut-il les ignorer, les condamner bêtement et catégoriquement en bloc ? Faut-il se voiler la face ? Ou bien alors, nous qui parlons sans cesse d'être refoulés, brimés, cassés, asservis, ne devons-nous pas poser publiquement, en nos rangs aussi divers soient-ils, la question d'une explosion de violence à partir d'un problème écologique dont l'irruption sur la scène nationale et internationale ne serait, en fait, que le détonateur qui manquait à une bombe latente.

Ne devons-nous pas compter désormais sur l'inconnue « violence de masse », ne serait-ce, pour les plus naïfs, qu'afin d'éviter toute désagréable surprise ? Et si, demain, au Larzac, les paysans coincés ?... Et si, et si ?...

Alors ?

Et qu'on ne vienne pas dire que soulever le problème est une façon cachée de prôner l'écologie musclée !... Le cocktail pour se faire plaisir, on en est revenus !... Mais quand je vois des « pas-très-jeunes » fort « respectables » d'allure (pour employer les canons bourgeois)

entrer en transe devant une masse sombre, casquée et bottée, je me dis qu'il y a quelque chose de très grave sous roche et que vouloir l'ignorer (au nom d'un principe ???) serait une belle saloperie.

Et puis, dites-moi, que foutaient les renforts de CRS et de Gardes mobiles à Bastia ?

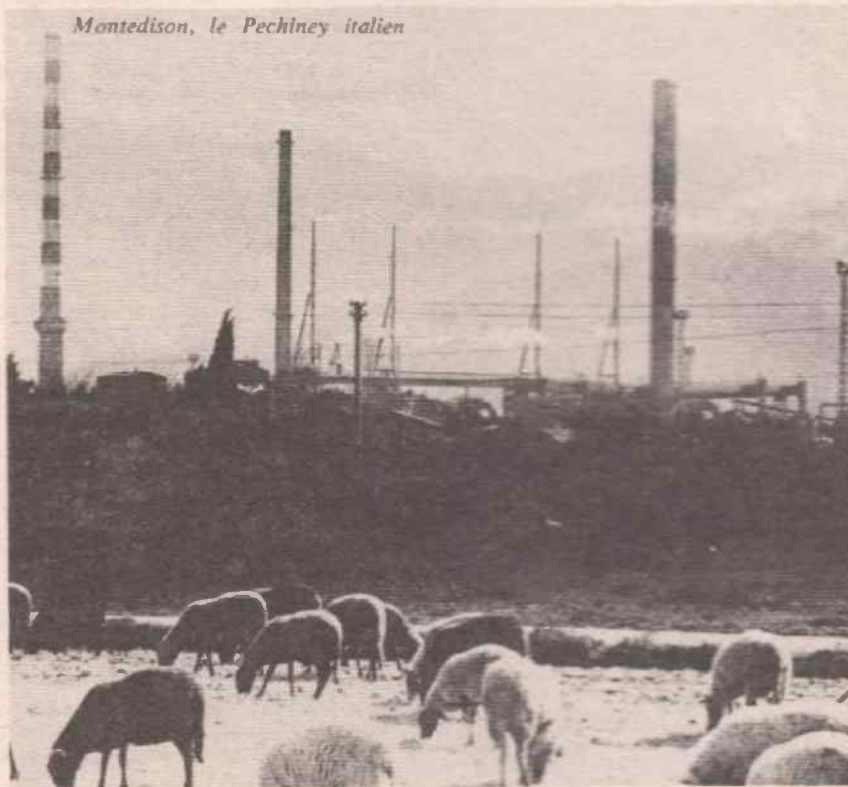
Et puis, dites-moi encore, sans cette affaire, combien de journaux auraient parlé des « boues rouges » ? Et puis toujours, qu'est-ce qui a foutu dans la merde Pujade, qu'est-ce qui a permis de savoir que la France rejetait les mêmes cacas dans la Manche, qu'est-ce qui provoque un joli petit merdier diplomatique ?... Croyez-vous vraiment que, après le 17 février, la Montedison aura un autre sursis ?... Et les usines « françaises » ?... Ce sont des questions. Des réponses doivent venir, de partout. En tout cas, espérons-le, sinon...

Allez, de toute façon, il faudra qu'on donne dans le prochain numéro toutes les données de l'affaire, non ?...

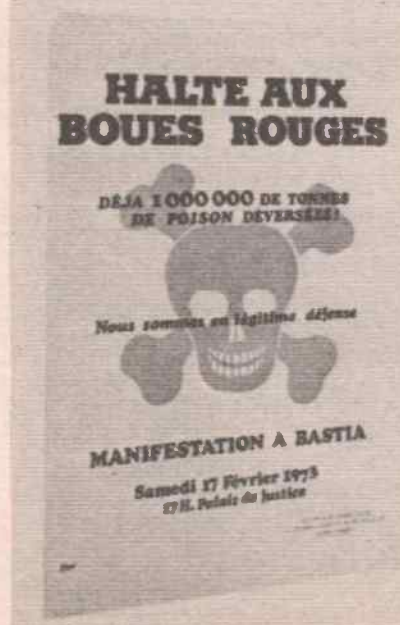
Salut.

Mabille

Montedison, le Pechiney italien



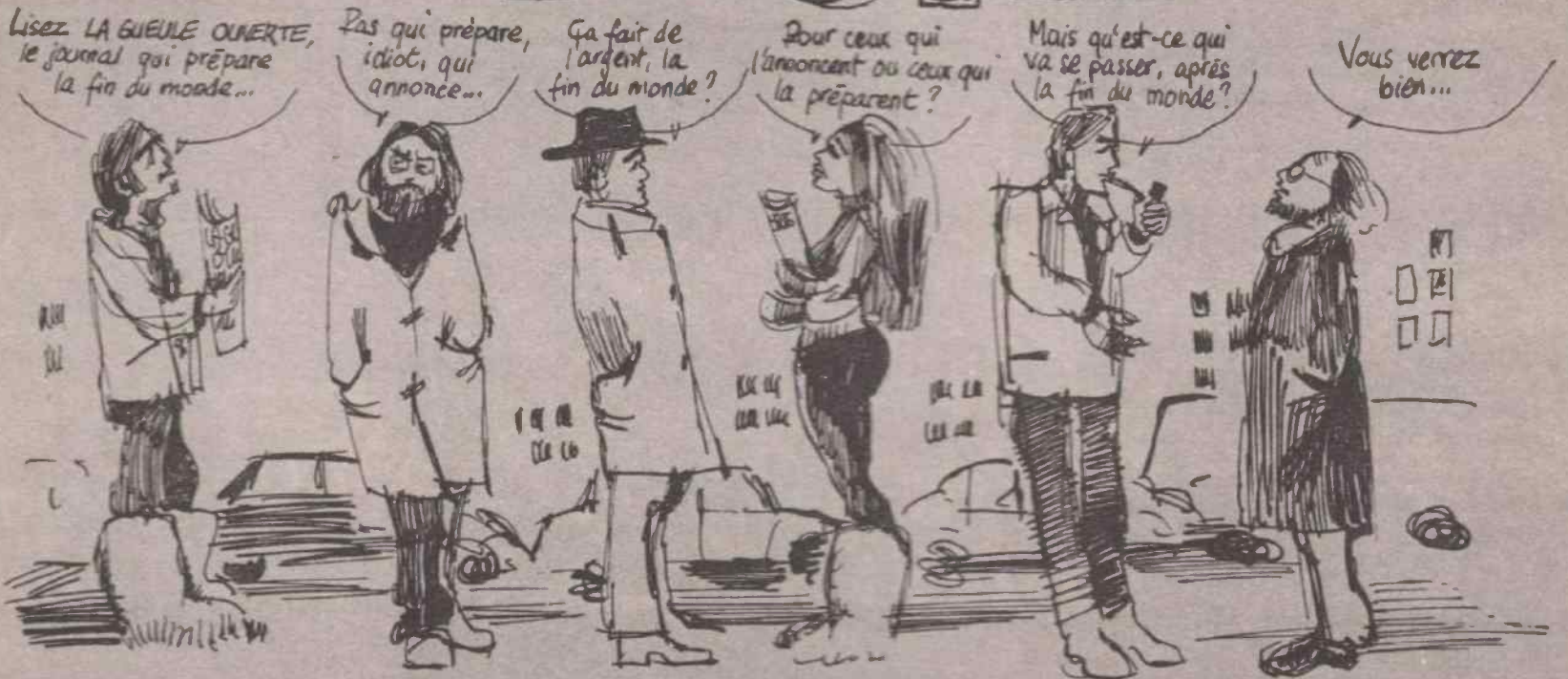
**LES
COBAYES EN
COLERE**



FOURNIER EST MORT

J'AI APPRIS LA NOUVELLE CHEZ MOI, PAR UN TÉLÉGRAMME TOUT NU ET TOUT BÊTE. JE SUIS SORTI

DANS LA RUE TOUT DE SUITE, HISTOIRE DE VOIR LA TÊTE DES GENS. LA NOU-



VELLE SE RÉPANDAIT TRÈS VITE, ET LES TÊTES CHANGEAIENT A MESURE : ELLES SE METTAIENT TOUTES A RESEMBLER A CELLE DE FOURNIER.

FOURNIER EST MORT ON ARRÊTE TOUT

JE ME SUIS REGARDÉ DANS UNE VITRINE, A CONTRE-JOUR, ET J'AI VU QUE J'AVAIS MOI AUSSI LA TÊTE DE FOURNIER,



QUELQUE-CHOSE DE FATIGUÉ DANS L'ŒIL, OU ALORS UN PLI DANS LA BARBE MAL TAILLÉE, JE NE SAIS PLUS AU JUSTE. J'AI TROUVÉ QUE C'ÉTAIT BIEN : IL AVAIT DÉTEINT SUR NOUS TOUS, LES GENS, IL NE DISPARAITRAIT JAMAIS COMPLÈTEMENT. FOURNIER, C'EST LE PAPE DE L'ÉCOLOGIE : IL SE MARRAIT QUAND ON LUI DISAIT ÇA. ET POURTANT LE PAPE VENAIT DE FAIRE DES PETITS, A SON INSU ET A NOTRE IL AVAIT FAIT DE NOUS DES PETITS FOURNIER, SON EMPREINTE SUR NOTRE PÂTE ÉTAIT INDÉLÉBILE. C'EST POUR ÇA QUE LES CONVERSATIONS DANS LES RUES

TUEURS PAR PROCURATION

Décidément, en ce foutu pays, l'odeur de sacristie a des relents tenaces.

Pour qu'on parle d'un problème « délicat », il faut ou bien qu'un Tramoni, tueur aux ordres des princes du Système, assassine un brave type (arabe, jeune ou mao de préférence) ou bien que les évêques et les curés se mettent à prêcher.

Voyez Renault, voyez Larzac, voyez Permis de Séjour...

Pour les marchands de canons, les tueurs par débile ou pauvre mec interposés, dont on va causer, c'est pareil.

Le « grand » public français (celui qu'on invoque selon les circonstances et surtout... selon son bon profit à soi), a encore besoin, en 1973, des criaileries d'un cardinal ou d'une Fédération protestante pour savoir que le pays où il est immatriculé doit à la Grande Compagnie qui le séquestre d'être la troisième puissance mondiale question fourniture de matériel à massacre. Ah, douce France, capiteuse salope, mensonge obsessionnel, il faut encore des serviteurs de mythes pour dire les monstres que tu enfantes !... Tu parles d'une mère des libertés, des fraternités, des ga-galités !

Oui, les marchands de mort français, Etat et privés combinés, ont gagné, l'an dernier, 7 milliards de francs, soit le troisième chiffre d'affaires en exportation de produits finis. C'est pas beau, ça ? Un chiffre qui a triplé en quatre ans et représente des commandes venues d'au moins 66 pays du monde.

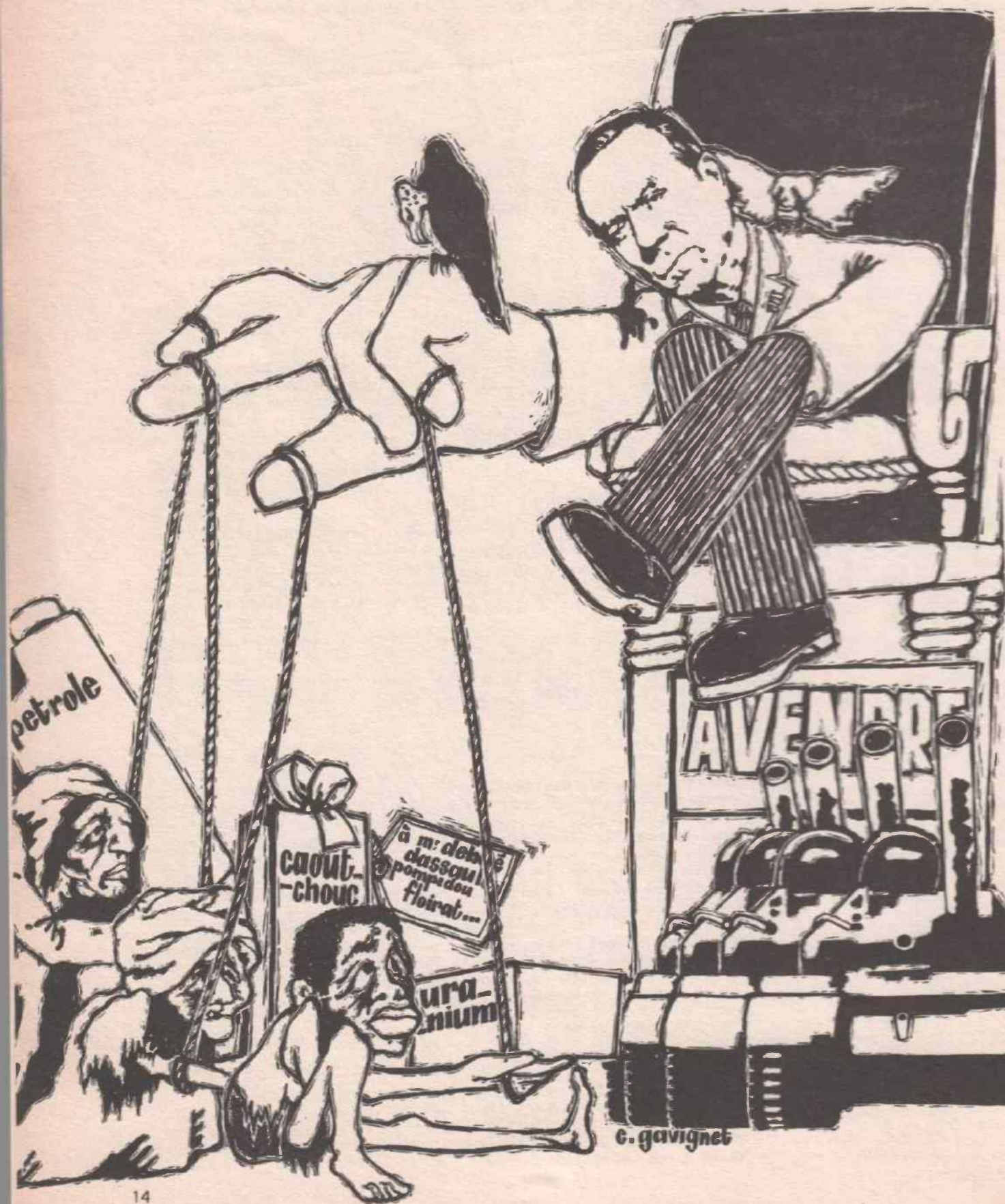
Les tueurs de 66 pays, surtout pour les hélicoptères, avions de combat, missiles et assistance technique militaire, font confiance à la qualité « France », bravo !

Comme dit Debré, l'homme à la fusée entre les dents et dernier soupirant transi d'une France aux bourrelets nauséux : « ... Nous sommes les héritiers et les bénéficiaires d'une certaine conception de la dignité individuelle qui n'est point le lot commun de l'univers, tant s'en faut... » (Revue de la Défense nationale, décembre 1972). Oh, Debré, faudrait pas généraliser ! A chacun son hérité ! Moi, je la partagerai pas avec toi, oh que non !

FRIC TOUS AZIMUTS

Il faut chercher l'origine de cette fructueuse activité dans les divagations d'un vieillard bi-étoilé expulsé du pouvoir en 1969 et dans l'application dont leur fit bénéficier Debré, encore lui, pilier du système et promoteur, en mai 1958, du coup d'Etat dont est issu l'actuel pouvoir. Et comme il est bien rare qu'un rêve de militaire élevé à la dimension de raison d'Etat ne rencontre un jour ou l'autre le rictus satisfait des profiteurs, ces divagations reçurent très vite l'ardente caution des marchands.

Après l'indépendance des divers pays d'outre-mer victimes du colonialisme des maîtres de nos grands-pères et pères, la France se retrouva à l'état de ridicule échafaudage administratif, n'ayant plus à exploiter que ses trop proches



colonies continentales (Bretagne, Pays Basque, Languedoc, Savoies, Alsace, Lorraine, etc.). Bien peu de choses donc, comparé aux grands rêves gaulliens.

L'on fit alors croire aux « Français » qu'ils étaient menacés de tous côtés et leur fut servie une sauce pâteuse où se mêlaient doctrine militaire « tous azimuts » (Gal. Ailleret) et « force de dissuasion » à l'usage d'Andorre et du Lichtenstein. Le vieillard voulait un joujou pour se venger des moqueries de ses petits copains d'école et les militaires voulaient croire en quelque chose. Leur fallait un bel os.

On leur fournit l'armement atomique, on expropria les paysans de Haute Provence (plateau d'Albion) et les impôts augmentèrent.

Pour porter des bombes, on fabriqua des avions Mirage et des sous-marins. (Un Mirage, selon son type, vaut entre 13 et 25 millions. Un sous-marin tout ce qu'il y a de plus classique vaut en moyenne 152 millions. Faites le compte, avec une quarantaine de Mirage et deux sous-marins, atomiques ceux-là, déjà « opérationnels »...)

Comment payer tout ça à des producteurs comme M. Dassault qui ont toujours confondu patriotisme et profit (mais ces deux concepts peuvent-ils seulement être séparés ?). Les Français commençaient à râler et des comploteurs racontaient que beaucoup de ces dépenses étaient camouflées dans d'autres budgets que l'officiel de la Défense nationale.

Actionnaires, conseils d'administration, P.-D.G., ministres et fonctionnaires avec ou sans képi, se concertèrent et trouvèrent : « ... Pour nous payer nos jouets mortels, fourguons-en une partie aux autres... »

Ce fut une séance mémorable après laquelle ils firent l'amour, mais très vite, à la sauvette. Et commença la sarabande, dès les premières années 60. Le vieux voulait voir ça avant son dernier bal...

Pour la justifier, on conseilla à Debré (qui fut Premier ministre à cheval sur le colonel Messmer-chargé des armées, puis chargé des armées et du colonel Messmer-Premier ministre) de souffler dans le beau clairon luisant qu'on lui avait offert. la chanson suivante : « Nous, princes des Français, sommes de grands scrupuleux possédés par un sens moral frénétique. Nous nous devons donc de venir en aide à tous ceux qui veulent des armes, sinon les gros méchants d'URSS et des USA mettront leurs pattes sales sur eux. Notre poitrine généreuse leur servira de pare-chocs ! »

Et Debré de répéter cela, avec des

nuances bien sûr, mais en de grandes envolées, ses petites menottes crispées sur son cœur battant, la mèche et l'entonnoir frémissants, chaque fois qu'on va vendre des Mirage ou des AMX 30 à tel ou tel dictateur vindicatif (l'embargo, ce poème, interdisant théoriquement la vente d'armes à des pays susceptibles de s'en servir... Mais oui, mais oui.) ou que le titre V (fabrication d'armes) du budget des armées est mis en discussion (1).

CONTRE L'ANEMIE, MANGEZ DES CANONS !

Après ? Eh bien après, tout fut soigneusement organisé pour qu'à l'heure actuelle l'industrie des armes représente 8% des exportations françaises, utilise 284 000 personnes et fournisse profit, outre à l'Etat, ses arsenaux et des firmes nationalisées ou mixtes (Renault, SNIAS, SNECMA, Sté Nle des Poudres, CII), à près de 1 300 entreprises privées (Matra, Dassault, Crouzet, Thomson-CSF, Berliet, Continental, Merlin-Gerin, Chrysler-France, Panhard, etc.).

Le 5 avril 1961, le gaullisme pondait un majestueux décret portant création de la DMA (Délégation ministérielle à l'Armement), chargée de contrôler la fabrication et la vente des armes et de leurs composants à l'étranger. Le décret était ainsi présenté : « Une politique rationnelle des fabrications d'armements (et notamment la fabrication des armes les plus modernes) exige une concentration de l'autorité et des moyens qui favorisent un meilleur emploi des hommes, un rendement plus élevé de l'infrastructure industrielle, une utilisation plus efficace des crédits ». En bref, « on va faire un tel paquet de fric qu'il s'agit pas de se mélanger les pédales... »

La DMA, dirigée par Jean Blancard a donc pour rôle de « manager » avec le plus grand soin les intérêts confondus de l'Etat militariste que nous subissons et ceux de MM. Dassault, Berliet et Cie.

Elle emploie, cette année, 2 005 officiers dont 25 du contingent et, chez les civils, 6 280 fonctionnaires, 2 218 auxiliaires ou contractuels et 41 931 ouvriers !

Son service « Affaires internationales », chargé de la vente à l'étranger, est dirigé par un ancien polytechnicien, l'ingénieur général Hugues de l'Estoile.

Et, ma foi, elle s'acquitte fort bien de sa tâche hautement civilisatrice, dépassant, en chiffre d'affaires, la mesure des 5 milliards annuels minima prise à la suite des baisses dues aux embargos de 67 et 69. Cette mesure est le seuil à partir duquel l'exportation d'armes devient non seulement une affaire équilibrée

permettant de financer l'arsenal de tuerie français, mais encore un marché hautement rentable et satisfaisant pleinement les élans patriotiques de Dassault et consorts.

Qu'on en juge : 46% du chiffre d'affaires de la construction aéronautique, 45% de celui de l'appareillage électronique et 40% de celui de l'armement et des munitions, pour ne citer que les plus importants, sont le fait de commandes militaires.

Ces commandes, pompant 30% des dépenses de l'Etat en matière de recherche, font le bonheur des constructeurs dans les proportions suivantes :

- 80 % du chiffre d'affaires de la SNECMA.
- 75 % du chiffre d'affaires de Dassault.
- 60 % du chiffre d'affaires de SNIAS.
- 60 % du chiffre d'affaires de Thomson-CSF.
- 60 % du chiffre d'affaires de Matra.
- 30 % du chiffre d'affaires de CII, etc.

Entre 50 et 60% des crédits d'armement étaient, en 1969, ainsi réservés au secteur privé :

- 150 millions pour les munitions.
- 480 millions pour les armements terrestres.
- 800 millions pour les armements navals.
- 900 millions pour l'électronique particulière.
- 1 080 millions pour les recherches et prototypes.
- 1 250 millions pour l'atome.
- 2 700 millions pour l'aéronautique.

Etripez-vous, disent-ils, c'est de l'argent qu'il nous faut !

PROGRAMME COMMUN DU CRIME

Et ce commerce criminel s'est étendu à un tel point, touche de si multiples secteurs (le prolo qui fabrique des sièges peut très bien le faire pour des automitrailleuses Panhard, celui qui bosse à l'atelier 2-4-D de Progil participe à la confection de défoliants utilisés au Viêt-Nam, au Mozambique, en Amazonie...), il conditionne tellement l'existence de milliers de salariés que certains syndicats en sont arrivés à piétiner l'idéal pour faire cause commune avec les profiteurs et les colonels fous de tel ou tel pays.

D'abord, la plupart des établissements d'Etat et arsenaux sont souvent implantés dans des régions sous-équipées dont une forte proportion d'habitants dépend désormais de l'industrie de la mort : Bergerac, Brest, Bourges, Châtelleraut, Lorient, Roanne, Tarbes, Toulon, Tulle. Seuls les établissements d'Issy-les-Moulineaux, Le Mans, Nevers, Puteaux, Rennes, Saint-Etienne et Toulouse sont situés dans des zones équipées, encore que souvent de caractère mono-industriel (Nevers, Saint-Etienne).

Récemment, M. Hoffmann, directeur de l'Atelier de constructions de Tarbes (ATS), qui avait tenté de diversifier au mieux les productions de l'entreprise (entre 67 et 71, il avait fait passer le chiffre d'affaires de 64 à 249 millions), semble avoir

été viré car il entendait fournir de plus en plus de matériel civil. Il aurait jamais dû faire le malin et on ne lui sut nul gré d'avoir fait tant de fric.

Son patron, M. Dufoux, directeur du Groupement industriel des armements terrestres, a mis le holà à ces velléités. On faisait, à Tarbes, du militaire ou rien ! Y trouvaient d'ailleurs leur compte et ricanant sombrement sur le dos d'Hoffmann les entrepreneurs civils du coin qui s'étaient sentis menacés par certaines trouvailles à usage non militaire de l'ATS.

Le successeur du viré, M. Miège, ingénieur général s'il vous plaît, aura pour mission de participer à la fourniture d'éléments pour chars AMX 30 et canons à haute cadence de tir de 155. Les ouvriers tarbais travaillant à l'ATS sont donc coincés, la région, comme tant d'autres, est victime du chantage militaire.

D'autres contradictions de ce genre sont de plus en plus fréquentes, en raison de la compétition toujours plus tendue s'imposant entre marchands de canons. Ainsi, Debré a annoncé qu'entre décembre 1972 et juin prochain, 500 salariés seraient virés de l'usine SNECMA-Hispano de Bois-Colombes. (En effet, tout ministre des Armées qu'il est, c'est lui qui exerce la tutelle sur l'aéronautique, qu'elle soit civile ou militaire.) Prétexte aux licenciements : pas assez de commandes. Réaction syndicale : « cela masque le transfert de certaines productions à l'entreprise privée Messier ». De même, en novembre dernier, plusieurs dizaines d'intérimaires étaient virés de la SNIAS de Marignane, près de Marseille, qui fabrique des hélicoptères civils. La concurrence américaine en serait responsable. On vit alors les syndicats CGC, FO et CGT demander la levée de l'embargo et la production d'hélicoptères pour « préserver l'emploi » !

Donc, parce que la production civile (Concorde, Airbus) traîne, voilà les syndicats qui réclament la production de matériel à tuer. Et parce que certains, comme à Tarbes, cherchent à sortir un peu du piège militaire, on les vire et on resserre les mailles.

De tous côtés, c'est l'entente cordiale pour fabriquer du crime et ceux qui ne le voudraient pas sont condamnés au déclassement et au chômage, merci Debré, Malterre et Séguy !

Et si ce chantage est clairement perceptible à des entreprises existant avant l'essor des exportations d'armes des années 60, qu'en est-il pour des boîtes comme la CII (Compagnie internationale pour l'informatique) qui furent pratiquement lancées sur la base de programmes militaires et dont les secteurs d'intervention recouvrent parfaitement les principales zones de vente de la DMA (Roumanie, Portugal, Grèce, Afrique du Sud) ?

RECH. VRP MULTI-CARTES BONNES COMMISSIONS

Comment fourgue-t-on les panoplies qu'on nous fait fabriquer sans nous demander notre avis ? De deux manières, classiques : l'une offi-

(1) La part militaire officielle du budget national baisse peut-être, mais c'est largement compensé par les ventes d'armes. Qu'on en juge :

Pourcentage militaire sur budget national	Part des crédits d'armement	Recettes à l'export.	Année
24,7	32,3		62
23,9		2 131 millions	63
22,3	49,8	2 820 "	65
21,8		3 240 "	66
20,7		2 620 "	67
20	51,9	4 070 "	68
17,9		2 510 "	69
17,6	50	7 230 "	70
17,2		7 100 "	71

(Chiffres officiels ne tenant aucun compte des tractations clandestines.)

TUEURS PAR PROCURATION

cielle et l'autre clandestine. C'est la bonne règle de tout business.

C'est Hugues de l'Estoire, chargé de relations extérieures de la DMA, qui coordonne les ventes à l'étranger. A ce titre, il surveille les faits et gestes de tous les représentants de commerce français, aussi divers soient-ils : hommes des entreprises privées, parapubliques ou d'Etat (on vend en même temps de la R 16 et de la camionnette, du camion frigo et du transport de troupes, du moteur de Matra et de la bombe au napalm...), attachés militaires des ambassades, démarcheurs d'entreprises d'import-export spécialisées dans les armes, agents du SDECE (Service de documentation et de contre-espionnage).

Non seulement ces agents parcourent le globe et ses points chauds, humant le bon air de la guéguerre potentielle, mais encore, sans scrupule aucun, l'Etat organise lui-même, en France, de magnifiques expositions de matériel que viennent visiter des acheteurs de toutes nations. Le camp de Satory-Versailles est doté d'un étalage permanent, avec stands et publicité comme au Salon de l'Auto (du style « Panhard exporte partout, AML et M3/VT, 3 000 engins construits, 25 pays utilisateurs, 5 continents, 12 dérivés proposés... » ou encore « Mirage G 8, rapide comme une flèche, il se pose comme une fleur... Le « Mirage » est aussi invulnérable aux coups de l'adversaire que le mirage est insaisissable pour le voyageur du désert... » Y'a de la métaphore dans l'air, quel frisson !).

En octobre, c'est l'armement naval qui tient la vedette au Bourget, et à Toulon les années paires, sous l'impulsion de la Société française d'exportation d'armement naval (une qui ne se cache pas !). Les années impaires, au Bourget, sont dévolues à l'Aéronautique. Cette année donc, si vous n'avez rien à foutre, allez donc dire deux mots aux marchands de bombardiers !

C'est du reste à Satory que sont exposés deux engins antiquérilla, le VX B de Berliet (transport de troupes bulldozer avec mitrailleuse) et le blindé de transport M3 de Panhard (intéressant la gendarmerie), alors même que Debré prétend que jamais ne sera vendu de matériel antiquérilla. Pourquoi donc l'exposer ?

Toujours dans la série « ... ce qu'ils vendent officiellement... », il est bon de jeter un œil sur les méthodes employées à l'étranger.

Là, tout est bon. L'été dernier, était annoncée une commande de 60 millions de dollars, passée par le Venezuela et portant sur 142 chars, 20 canons de 155 et quelques autres babioles du genre. Ce marché fut certes obtenu à cause du ralentissement des fournitures américaines (en 1971, les agents français ont gagné 600 millions de dollars en Amérique latine contre 130 pour les Américains) mais intervinrent surtout d'audacieux procédés : le char est vendu 33% moins cher qu'à l'armée française, prêts consentis sur 20 ans avec un taux ridicule de 2%, prise en charge par des

techniciens militaires français de l'entraînement des Vénézuéliens, etc. Les conditions de ce marché sont telles que plusieurs autres armées sud-américaines s'apprêteraient aussi à crier « Allez France ! » (2).

A ce sujet, et pour montrer le secret dont préfèrent s'entourer les marchands de mort français (ce sont souvent les services d'espionnage de pays concurrents, américains et anglais, qui lèvent le voile masquant ces tractations...), causons de quelques petites affaires dont votre papier-cul libéré quotidien n'a pas dû s'embarrasser beaucoup.

En juillet 1971, à Grenoble, arriva soudain, pour un stage à l'Institut de phonétique et de linguistique, toute une troupe d'étranges étudiants colombiens. Leur maintien et certaines fuites mirent une énorme puce à l'oreille des quelques gauchistes qui n'étaient pas encore partis à la campagne. Il s'agissait de pilotes militaires venus se familiariser, par le biais de l'Université française, avec la notice technique et donc le maniement du Mirage V. Un comité de réception leur fit une fête des plus chaudes, une valise s'ouvrit par hasard (...) dans la bousculade et s'en échappa... un beau livre tout neuf bourré de croquis et ne laissant rien ignorer de l'art et la manière de tuer au mieux avec le Mirage V de M. Dassault. Le soir même de leur arrivée, les pilotes colombiens étaient virés du campus de Grenoble. On étouffa l'affaire. Ce qui n'empêche que les gauchistes sont bien niais de n'avoir pas poursuivi leur action afin de découvrir qui, à l'Université, était complice.

Il y eut aussi l'affaire des pilotes lybiens à l'entraînement sur les bases de Dijon, Cognac et Bordeaux-Mérignac, en octobre dernier. Ils effectuèrent aussi des stages dans des usines d'aéronautique. Certains portaient l'uniforme français avec grade d'aspirant, d'autres parlaient russe, des passeports semblaient bizarres aux instructeurs. L'Express, qui rapporta la chose avec d'autres détails (un serveur du mess de Dijon sodomisé par quatre officiers lybiens sous la menace d'un couteau) posait la question : étaient-ils tous Libyens ? N'y avait-il pas des Egyptiens parmi eux (parlant le russe alors que la Libye est en froid avec l'URSS) ? Motus, bouche cousue, affaire classée. La France vend, officiellement, 110 Mirage et des chars à la Libye, avec l'arsenal de bombes adéquat et la Libye a beaucoup de pétrole, alors... Le troc commercial est couramment pratiqué (pléonasmе volontaire, N.d.A.). Ainsi, en Grèce, pays où une mafia de colonels et d'armateurs a en-policé tout un peuple (mais ça, c'est pas prévu dans les causes d'embargo). « Ils » ont pas mal vendu en Grèce : chars, vedettes lance-missiles avec projec-

(2) Du 19 au 24 janvier, une délégation militaire chilienne a effectué un « voyage d'information » en France. Elle s'est notamment fait présenter des hélicoptères, des chars AMX 30, des bureaux d'étude et des ateliers de fabrication.

Tableau de chasse

	Hél.	Av.	Mat.	V.T.	Chars	Miss.	A.M.	Canons	Rad.	Bat.	S.M.	A.T.M.	F.P.
Algérie	•	•										•	
Allemagne fédérale	•	•				•				•			
Arabie Séoudite	•	•					•						
Argentine	•	•	•					•					
Australie	•	•							•				
Autriche	•	•			•								
Belgique	•	•											
Birmanie	•	•											
Burundi	•	•											
Cambodge	•	•											
Cameroun	•	•											
Canada	•	•											
Colombie	•	•											
Congo Kinshasa	•	•		•									
Côte-d'Ivoire	•	•								•		•	
Dahomey	•	•										•	
Danemark	•	•											
Egypte	•	•			•								
Emirat d'Abou Dhabi	•	•											
Equateur	•	•			•		•						
Espagne	•	•									•		
Ethiopie	•	•										•	
Gabon	•	•											
Grande-Bretagne	•	•				•							
Grèce	•	•			•	•					•		
Haute-Volta	•	•				•							
Inde	•	•				•							
Indonésie	•	•			•	•							
Iran	•	•											
Irak	•	•					•						
Irlande	•	•											
Israël	•	•			•	•		•					
Italie	•	•				•							
Japon	•	•											
Jordanie	•	•											
Koweït	•	•											
Laos	•	•										•	
Liban	•	•							•				
Lybie	•	•				•							
Madagascar	•	•								•			
Malaisie	•	•		•						•			
Maroc	•	•										•	
Mauritanie	•	•										•	
Mexique	•	•											
Népal	•	•											
Niger	•	•										•	
Nigeria	•	•					•						
Pakistan	•	•			•							•	
Pays-Bas	•	•											
Pérou	•	•				•							
Portugal	•	•					•				•		
Rép. Centrafricaine	•	•										•	
République Dominicaine	•	•											
Rép. Pop. Congo	•	•											
Rép. Sud-Africaine	•	•					•				•		
Roumanie	•	•											
Sénégal	•	•						•		•		•	
Soudan	•	•											
Suisse	•	•											
Tchad	•	•											
Togo	•	•											
Tunisie	•	•				•		•					
U.S.A.	•	•				•			•				
Venezuela	•	•				•		•					
Vietnam-Sud	•	•											
Yougoslavie	•	•									•		
Zaire	•	•											

N.d.A. — Ces données sont publiques. N'y figurent donc pas les armes vendues par des circuits détournés.

Signes et abréviations :

Hél.	Hélicoptères.
Av.	Avions divers.
V.T.	Véhicules de transport.
Miss.	Missiles divers.
Mat.	Matériel divers, (petites armes, matériel d'aéronautique, usines pour Israël et Mexique).
A.M.	Automitrailleuses.
Rad.	Radars.
Bat.	Bateaux dievers.
S.M.	Sous-marins.
A.T.M.	Assistance technique militaire.
F.P.	Formation de pilotes.

tiles, et, tout récemment, la contribution de Dassault à un groupe international (comptant la firme américaine Lockheed et... M. Onassis) devant construire une usine d'aéronautique à Tanagra.

Mais les USA veillent jalousement sur leurs galonnés-matons et ce sont des « Phantom F 45 » qui devraient équiper l'aviation militaire

blèmes du côté de l'aéronautique civile (les syndicats anglais de la British Aircraft Corporation demandaient même récemment la création d'une version militaire du Concorde). Pour en revenir à l'Afrique du Sud et à la guérilla raciste menée par ses dirigeants, encore un gag sinistre. Schumann, ministre des Affaires étrangères du Système français,

Sud. Tout ça, pour les nababs français, ça vaut bien des Alouette et des licences Panhard ! (3).

TROC, TROC, TROC...

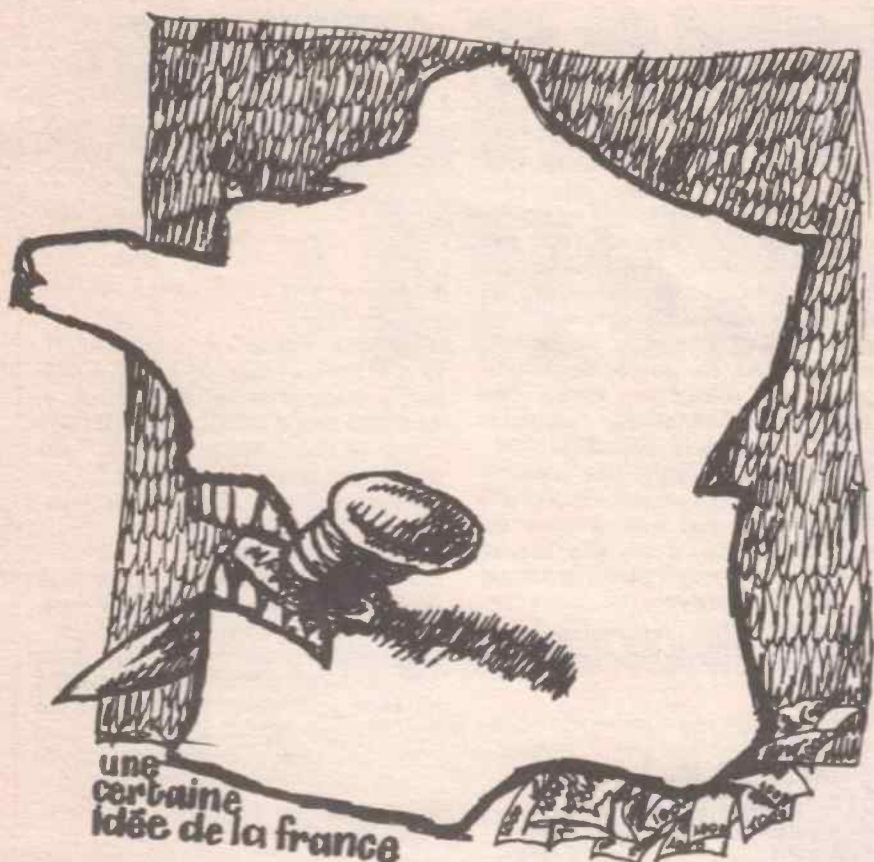
Ce troc, politique ou économique, ou les deux à la fois, qui est devenu une spécialité des maniaques français, s'applique pratiquement partout. C'est le rayonnement français voulu par Pompidou et Debré. Chacun défend ce qui le nourrit comme il peut...

Grèce et Afrique du Sud ne sont

en liaison étroite avec le CEA français.

Les pays producteurs de pétrole sont aussi largement pourvus d'armes françaises, quelle que soit l'orbite politique dans laquelle ils se trouvent : Algérie, Arabie séoudite, Emirat d'Abou Dhabi, Iran, Irak, Jordanie, Koweït, etc.

D'autres, également producteurs de matières premières, africains, latino-américains ou asiatiques, sont touchés par ce marché. Fer, nickel, cuivre, caoutchouc, cacao, arachides, viande, tout cela nous est fourni à



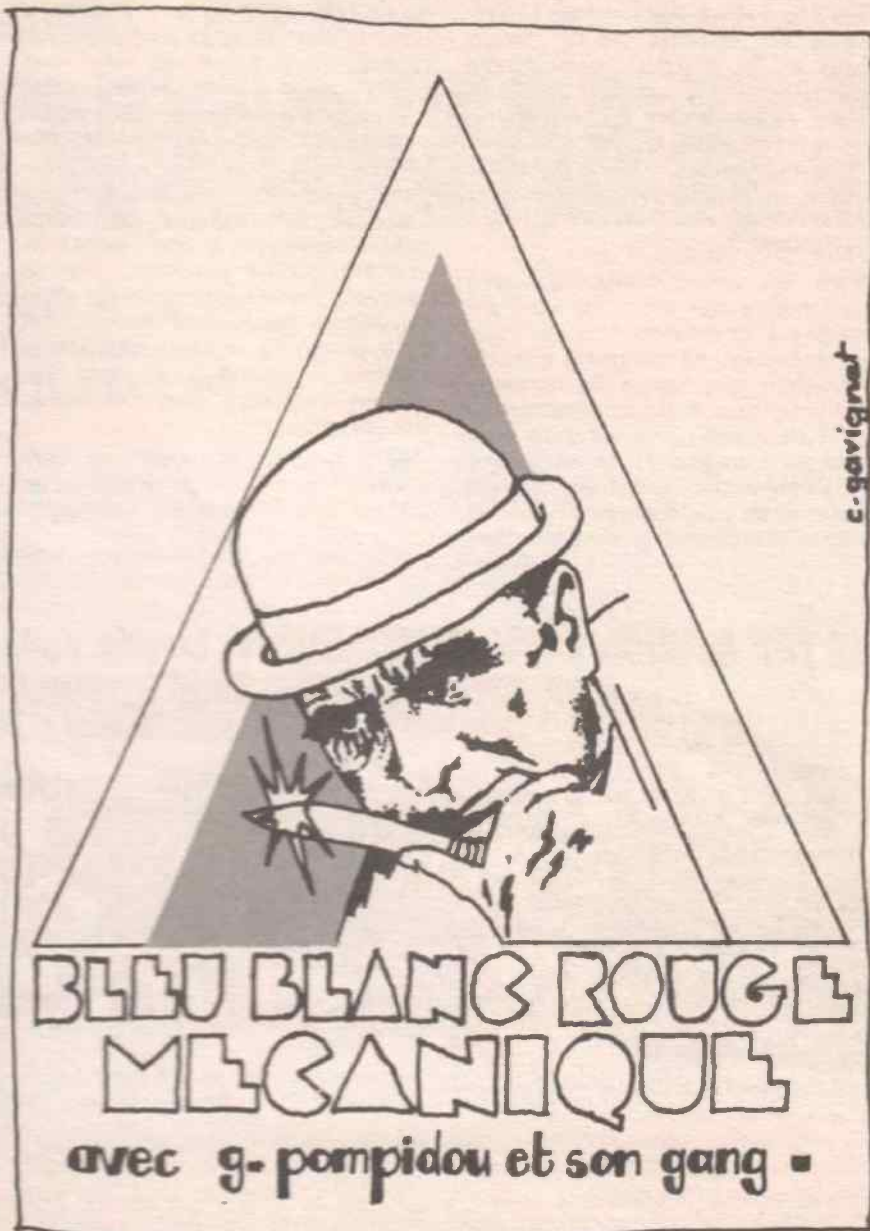
grecque. Alors, on tente de forcer le marché et on joue sur les investissements énormes (220 millions de dollars en 1970) de boîtes telles que Pechiney, Saint-Gobain, Thomson, Alstom. Le Système français est aussi le premier à avoir reconnu diplomatiquement le régime dictatorial grec (ce qui valut un accueil à la bombe de la part de la résistance populaire grecque à l'envoyé français Jean de Lipkowski). Gageons que tout cela vaudra bien quelques petits Mirage ou AMX 30, ou sous-marins. Y'a de la bauxite, en Grèce ! Avec l'Afrique du Sud, raciste et productrice d'or, c'est le très très grand amour. Sur pression de la gauche, le pouvoir anglais fut amené à arrêter ses ventes d'armes à Pretoria. Les rats français se précipitèrent sur le fromage et, entre 64 et 70, lui fournirent pour 1,5 milliard de francs en hélicoptères, Mirage, AML Panhard, missiles, électronique et même... trois sous-marins Daphné !

Hélicoptères, AML, missiles et bombes sont utilisés contre les mouvements de libération africaine et même lors d'actions militaires concertées avec les forces d'occupation rhodésienne et portugaise.

Le marché de l'Afrique du Sud est tel (3,6 milliards pour la modernisation de la marine et de l'aviation) que ce bon M. Heath, premier ministre anglais, s'est fait « rat » à son tour et, méprisant les protestations populaires, annonçait la reprise des échanges entre Londres et Pretoria. Il était soutenu à fond par des firmes anglaises qui, comme les françaises, ont quelques pro-



affiche qu'il n'est pas vendu à ce pays l'engin antiguérilla qu'est l'AML Panhard. Mais il oublie de dire, le bougre, que l'Afrique du Sud a tout simplement acheté la licence et peut se les fabriquer elle-même. Comme furent vendues des usines de matériel aéronautique à Israël et au Mexique ! Ah, mais l'Afrique du Sud, ça compte, monsieur ! Y'a la Réunion et Madagascar, dans le coin. (C'est par-là aussi qu'on fait voter Debré aux gens). Et, comme Djibouti, depuis la fermeture du canal de Suez, est au départ de la route du pétrole, Le Cap en est une étape essentielle. C'est aussi un point de contrôle stratégique au débouché de plusieurs mers. Et puis, il y a de l'or et du minéral radio-actif en Afrique du



donc pas les seuls pays à en bénéficier et à s'y prêter. En Lybie encore, depuis la décision de vente des Mirage et le tapage de l'été dernier, Kadhafi s'est beaucoup calmé quant au soutien qu'il apportait aux Tchadiens en lutte contre les intérêts combinés du néo-colonialisme français et de la minorité de notables au pouvoir.

Tchad aussi, comme Gabon (où l'armée française peut également intervenir), égale uranium. Pareil pour le Portugal (acheteur d'hélicoptères, avions, AML Panhard, vedettes et sous-marins) qui, tant en Angola qu'au Mozambique, contrôle d'importants gisements et dont les responsables « atomiques » sont

(3) En juin 1971, un accord a été conclu entre Dassault et l'Afrique du Sud, à la suite duquel celle-ci a pu, récemment, mettre en marche la construction d'une chaîne de production de Mirage F1.

un fort pourcentage par le tiers monde (cf. « Une politique écologique du tiers monde » de M. Arabyan, Gueule Ouverte de janvier, n° 3), que nous submergeons d'armes. Quant à l'Espagne, comment ne pas citer l'étonnante coïncidence entre d'importantes commandes franquistes (Mirage, sous-marins) et l'intensification de la répression policière française contre les autonomistes basques ou les réfugiés politiques français ? On négocie même, dans les Pyrénées, la cession de terrains militaires français au profit de succursales d'entreprises espagnoles.

On vend à tout le monde, on prétend ne pas faire de politique mais les commandes sont souvent bizarrement proportionnelles à certains intérêts français ou, inversement encore, certaines initiatives politiques françaises sont proportionnelles au volume de telle ou telle

c. gagnat

TUEURS PAR PROCURATION

commande. On n'a rien sans rien dans l'Empire du fric, et les armes, depuis dix ans, sont une sacrée monnaie !

A ce sujet, il faut dénoncer la crapulerie ultime qu'est l'embargo.

EMBARGO EN SOLDE

Certes, en 67 et 69, sous De Gaulle, les mesures d'embargo provoquèrent une baisse des recettes (2 milliards 620 millions en 67 contre 3,240 en 66 et 2,510 en 69 contre 4,070 en 68). Mais, depuis, on a pigé, la mesure des 5 milliards minima a été prise et tout a été fait pour contourner l'embargo. Quant à Debré, il suppliait les constructeurs de fabriquer du matériel qui soit facilement exportable.

Ainsi, les vedettes de Cherbourg purent-elles être évacuées sans encombre à destination d'Israël. Déjà, en janvier 69, on inaugurait près de Jérusalem une usine de moteurs d'avions, avec 51 % de participation de Turbomeca. Une seconde était inaugurée en juin 71 et, en janvier 70, Debré reconnaissait que, comme il n'y avait pas d'embargo sur les pièces détachées, il en était livré

être officiellement livrés mais certains services étrangers en estiment le nombre total à 200. Il y avait eu un beau chahut, le 21 janvier 70, sur ce problème, à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et on avait alors appris que de très nombreux techniciens français s'occupaient des aviations civile et militaire libyennes. Or, en août dernier, Egypte et Lybie effaçaient leur frontière et, l'embargo s'appliquant à l'Egypte (comme pays suspect de bellicisme, rappelons-le), aurait dû, dès lors, être appliqué à la Lybie et le contrat aurait dû sauter (5). Mais, comme pour le Venezuela, pétrole oblige, sans compter l'optique militaire méditerranéenne obsédant Debré. En conséquence, le contrat lybien continuera à être honoré et l'Egypte même pourrait bientôt recevoir, officiellement cette fois (le départ des Russes laissant une belle place) de ce précieux matériel (Sadate a affirmé avoir reçu des armes françaises ces dernières années).

Ainsi, Arabes et Israéliens sont pourvus et l'embargo n'est qu'un maigre étron flottant sur les égouts du profit.

vous en torcher, il est on ne peut plus léger.

Et puis... toutes ces belles saloperies ne concernent encore que le marché « officiel ». Mais il en est un autre qui, proportionnellement, rapporte bien davantage puisque exempt de tout contrôle, c'est le marché clandestin. Celui-là, il sert à tous et à tout, comme le marché noir en France lors de la « dernière » guerre.

L'affaire soulevée par le journal danois, si elle est confirmée, est un exemple classique du trafic clandestin des armes. Il est d'ailleurs très difficile de savoir exactement à quoi s'en tenir en ce domaine, ces affaires louches n'étant généralement débusquées que par des services secrets... concurrents ou des firmes malchanceuses ; la peste accusant le choléra, quoi... Et comme beaucoup de monde, vendeurs comme acheteurs, trouve son compte dans ce genre de tractations (qui rejoignent toutes les manœuvres financières, commerciales, politiques et policières internationales), le silence est presque de règle, transgressé seulement quand l'enjeu est trop énorme ou que l'exploitation d'une affaire peut donner lieu à une victoire politique sur ses promoteurs.

Quelques bulles, récemment, sont cependant venues ou ont été pous-

détachées, matériels d'occasion, etc. C'est ainsi que l'Allemagne fait souvent appel à la France pour tenir ce rôle. Et tout passe ! Vous serez, vous, condamné pour avoir fait passer la frontière à une cellule stéréo ou un appareil photo, mais des wagons entiers d'armes rutilantes suivront le même chemin avec, eux, la bénédiction des gouvernements respectifs (si ce ne sont pas des wagons, ce sont des avions ou des bateaux : un voyage de bananes ou de cuivre à l'aller, un voyage d'armes au retour...). Ainsi encore, l'Italie servit d'intermédiaire, à la veille des élections américaines. Nixon ne voulant pas se heurter à l'électorat juif, pour une livraison de blindés à la Lybie par les USA.

Et la France s'en va, au Pakistan, recruter des pilotes pour des Mirage qu'elle vend ainsi complets aux pays arabes.

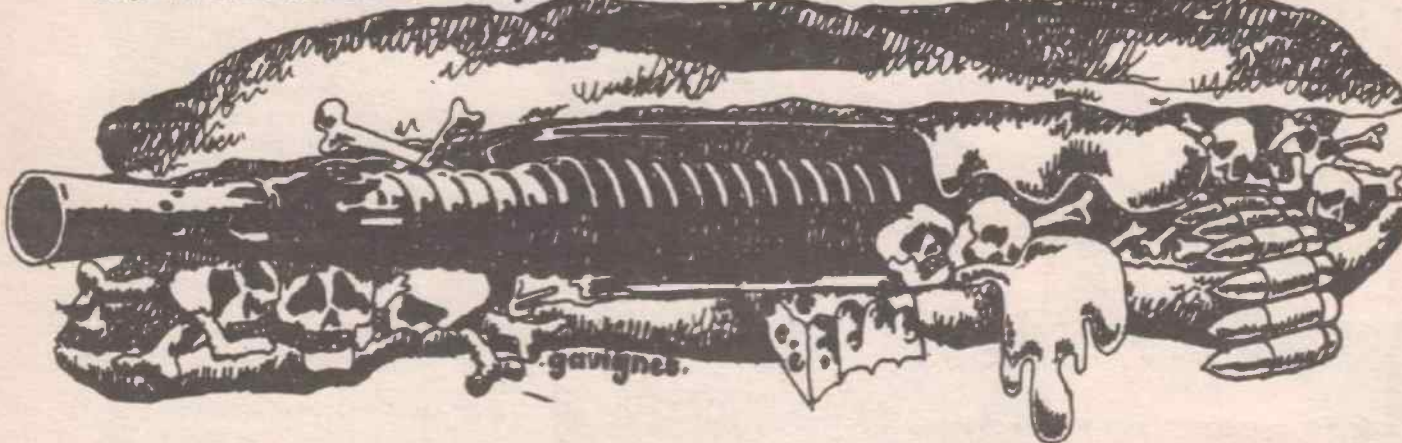
L'automne dernier, le journal américain « Time », dans un grand article sur le trafic mondial de la drogue, déclarait que le SDECE (espionnage français) s'était mis en cheville avec des trafiquants « travaillant » sur le Moyen-Orient. Ces beaux messieurs auraient aménagé leurs moyens de transport (bateaux, camions) pour exporter des armes de France au Moyen-Orient et revenir bourrés de drogue, « protégés » par les services français. Nul doute qu'une telle information sur cette nouvelle « filière française » ait été soufflée par la C.I.A., au moment même où l'affaire de l'Union corse faisait quelque bruit en France, reprise par les républicains indépendants contre l'UDR. Or, précisément, « Time » avançait que les trafiquants d'armes et de came en question ne seraient pas étrangers à cette Union corse qui, selon les Américains, serait une véritable mafia gangrenant la haute administration française... D'un côté comme de l'autre, les chacals se battent à coups de « mafia » interposées, c'est bien pratique dans tous les sens. Et nous, pauvres cons, dans tout ça ?

A la même époque, le gouvernement faisait rappeler son attaché militaire à Beyrouth (Liban), vieux copain du colonel Messmer, à la suite du scandale des pots de vin offerts pour l'achat par ce pays de missiles Crotale (Thomson). Et, tout récemment encore, M. Chamoun, ancien président de la République libanaise, braillait que les Français l'avaient farci avec du mauvais matériel (des chars AMX 13).

A l'occasion de ces deux scandales « libanais », on apprit que l'un des grands intermédiaires entre vendeurs français et pays du Moyen-Orient, était un certain Mohamed Khashoggi, familier de la cour royale d'Arabie Séoudite dont il est citoyen. Ce monsieur a une société, la TRIAD, rue Marbeuf, à Paris et emploie (cf. Le Canard Enchaîné du 3 janvier dernier) un Libanais interdit de séjour en France, Traboulsi, mais qui, n'étant pas un vulgaire balayeur ou OS maghrébin, n'a pas droit à la sollicitude de Marcellin.

Or, poursuit le journal, le Khashoggi en question est également copain avec Hugues de l'Étoile, manager suprême des ventes d'armes françaises, comme il l'est avec les Américains (il aurait versé pas

NOTRE SANDWICH QUOTIDIEN. (vendu sans bicarbonate)



tout naturellement à Israël pour ses Mirage. Ben voyons... (4).

En décembre dernier enfin, une information était publiée par le journal danois « Aktuelt » selon laquelle trois Mirage qu'une agence d'import-export hollandaise aurait vendus à la Turquie avaient en fait décollé de France, pilotés par des Israéliens, pour atterrir en Israël. Le ministre Debré, interrogé, répondit qu'il n'avait aucun commentaire à faire et que l'article n'engageait que la responsabilité de son auteur. Sybillin, non ?

L'été dernier, les Mirage lybiens firent aussi quelque bruit grâce, en partie, aux révélations d'Aranda. A la fin de cette année, 110 devraient

Il en fut de même lors du conflit indo-pakistanaï de 1971. Maurice Schumann, le bon finaud, annonça alors qu'aucun contrat n'avait été signé avec le Pakistan depuis le début de la crise. Délicat sophisme car il ne précisait pas que les contrats précédents étaient toujours honorés, en pleine guerre. C'est le maréchal Yahya Khan qui commit l'erreur (était-elle vraiment involontaire ?) de rétablir les faits en déclarant : « La France nous accorde entière coopération et assistance et nous lui sommes reconnaissants de nous livrer des armements... »

Pendant ce temps, l'Inde recevait également sa dose de matériel français. Et il y eut, comme ça, du bon acier français dans les tripes fumantes des tués des deux bords. C'est ça, le commerce ! Alors, si vous voyez l'embargo, vous pouvez

sées à éclater en surface, trouvant écho dans tel ou tel journal, beaux exemples de contradictions internes du capitalisme militaro-industriel.

Lors de la tentative de sécession biafraïse (que ça sentait le pétrole, là-bas !) contre le Nigeria, il y eut soit-disant embargo français sur les armes à destination du Nigeria. Mais la Côte-d'Ivoire et le Gabon, amplement pourvus par les soins de la DMA (un contrat peut toujours se « rallonger »), les renvoyant sur les champs de bataille nigériens et biafraïses après y avoir mis leur estampille « nationale ». C'est une agence belge, la SIDUM International, qui se chargeait de ce tour de passe-passe.

Très souvent, certains pays pseudo-socialistes ou même neutres (Suède, Allemagne, Suisse), torturés de scrupules à l'idée de vendre des armes qui pourraient tuer, pauvres mignons, font appel à un pays-tiers, servant d'agent de transaction et prélevant sa commission. On vend alors du matériel tout neuf sous des appellations très diverses : rebut, surplus, déchets industriels, pièces

(4) En janvier 72, M. Ben Nathan, ambassadeur d'Israël en France, a rencontré Pompidou afin que soit réglé le remboursement des Mirage placés sous embargo en janvier 69 par la fourniture de pièces détachées. Or, celles-ci ont fait l'objet d'un trafic clandestin, par l'intermédiaire de bureaux d'études de la région parisienne. Ainsi, une société de Puéaux avait effectué, fin 69, des transactions équivalant à plus de 10 millions.

(5) Colonel Khadafi, février 71 : « L'achat de Mirage ne signifie pas que la Libye manquera à ses obligations envers les autres pays arabes. Nous sommes libres d'utiliser comme nous l'entendons les armes que nous achetons... »

mal de pognon pour la campagne électorale de Nixon dont il a un portrait dédicacé...). Et c'est ce caméléon, trempant jusqu'au cou dans les grosses combines, de quelque bord qu'elles soient, qui aurait, grâce à de copieux backchicks, permis à Thomson de vendre ses Crotale. Tout s'est fait entre bons copains et à grand renfort de « commissions ». Une autre firme française était sur le coup, prête à verser de petits « à-côtés » à d'autres Libanais. Ce sont eux, les pauvres déçus, qui auraient fait éclater l'affaire...

Quant aux Américains, dans ce souk, ils se massent le bedon. Avec Khashoggi (qui, disent les méchants, pourrait même verser du pognon pour la campagne électorale de nos petits Nixon français), ils ont une vue plongeante sur les manœuvres françaises et ils sont tout prêts, dit-on comme pour les affaires de drogue, à se laisser aller aux confidences en cas de mauvaise volonté française vis-à-vis de telle ou telle initiative de leur part...

Vous saisissez le sac d'embrouilles qu'est le trafic d'armes ? C'est lourd, non ? Tout est mêlé, tout est pourri, tout est véreux : on se « protège » les uns les autres, on s'arrose de fric, on laisse passer telle ou telle irrégularité mais, attention, en cas de coup fourré, on parle ! Les Américains, de gendarmes du monde, sont devenus douaniers.

Et nos bons ministres, financiers, fabricants de mort, terrorisés par les risques que leur feraient courir, à la veille des élections, le moindre début de bout de révélation, se font tout petits, se taisent, s'écrasent.

PASSE MOI TA BANANE ET SUCE MON ALOUETTE

Mais est-ce que le rackett du tiers monde (« Amène tes bananes et t'auras une Alouette... ») et les douces effusions avec dictatures et racismes divers (« Voilà un réfugié politique, achète-moi un AMX... ») vont durer longtemps ?

Rien de moins sûr...

Le marché de l'armement est soumis à la conjoncture et aux lois du meilleur vendeur. Les marchands français profiteront, jusqu'à ces derniers temps, du conflit du Viêt-Nam, absorbant le matériel américain et des caprices arabes vis-à-vis des Soviétiques. Il y avait donc de la place. Mais le désengagement apparent des USA s'annonce en Asie du Sud-Est et l'URSS tend à se ressaisir (6).

Enfin, grâce en partie aux éléments

(6) En été 72, Dassault et la firme américaine Lim. Tamco. Vaught se sont livrés une sévère bataille pour fournir l'armée de l'air suisse (Dassault proposait le Milan et LTV le Corsair). Le chef de l'armement suisse, Heiner P. Schulthess, était assez lié aux Américains. Dassault, dont l'appareil est plus rapide, a aussitôt proposé d'équiper son Milan d'une plate-forme à inertie semblable à celle faisant la supériorité du Corsair en matière de précision de tir. Ce marchandage provoqua un scandale énorme et lorsqu'on apprit que M. Schulthess possédait la double nationalité suisse et américaine, il dut démissionner. Il n'est, dès lors, pas impossible que la Suisse fasse appel à un troisième fournisseur.

d'usine fournis par la France, des pays comme Israël et l'Afrique du Sud vont aussi chercher à exporter. La Chine fait irruption sur le marché (fournissant surtout du matériel léger aux mouvements de libération lassés des hésitations soviétiques) ; le Japon consacre de plus en plus de picailons à son budget militaire ; la Grande-Bretagne aimerait bien retrouver sa 3^e place mondiale (cf. re-contacts avec l'Afrique du Sud) ; Allemagne, Italie, Suisse, Suède se demandent si, après tout, il n'y aurait pas moyen de faire comme la France... C'est dire que le marché va être engorgé et qu'il va falloir être malin pour se faufiler entre les vantaux du portillon...

Donc, les Américains rentrent du Viêt-Nam et il faudrait être un peu neu-neu pour imaginer que leur énorme complexe militaro-industriel

« assurer leur propre défense » (beuark !), vont en inonder les marchés, comme au lendemain de 39-45. Ainsi, déjà, Italie et Pays-Bas et, prochainement, Allemagne fédérale, ont-ils pris des options sur le missile sol-sol antichars TOW, testé contre les blindés nord-vietnamiens. Enfin, les USA ont bricolé des systèmes d'armes redoutables, assurant à la fois protection et défense, hautement automatisés, qui ont tout pour séduire les maniaques.

Du côté soviétique, les tests effectués sur la DCA nord-vietnamienne ont permis la fabrication d'autres systèmes de détection et de riposte également très efficace (hémorragie de B 52 US lors des bombardements de Noël).

Tout ça, faut qu'ça se vende...

Une autre « complication », enfin,

les prix vont tomber, et seuls les vendeurs puissamment équipés pour vendre « beaucoup, pas cher et vite » tiendront le coup.

Alors on se dit, en bonne logique capitaliste, qu'il vaut mieux faire risette à d'autres pays, quitte à leur baiser la gueule au prochain tournant...

REOUVERTURE PROCHAINE APRES AGRANDISSEMENTS

Et c'est ainsi qu'on voit évoluer, bizarrement, la « doctrine officielle en matière de défense », en fonction du marché d'exportation. On passe d'une réforme de l'OTAN à la France seule — tous azimuts, puis à la coopération européenne, puis re-azimuts multiples, la démarche d'un gus complètement poivré...

Dans les six premiers mois de 1972, une grosse chute de recettes était enregistrée notamment en aéronautique (par ailleurs menacée, rappelons-le, par la concurrence américaine en matière de long-courriers à usage civil). Ce ralentissement touche d'ailleurs à tous les pays fournisseurs, sauf USA et URSS. A tel point que certains proposèrent même à leurs clients la reprise de leur ancien matériel qu'ils espéraient ainsi refiler à d'autres plus pauvres en dollars et en matières premières. Quand on pratique ce genre de transaction, c'est que les affaires ont des hoquets.

Alors la France s'est mise à la coule de l'Europe, signant des accords de coopération, refilant des licences ou des contrats de sous-traitance, de quoi faire bondir les tonnes de granit du monument potence de Colombey...

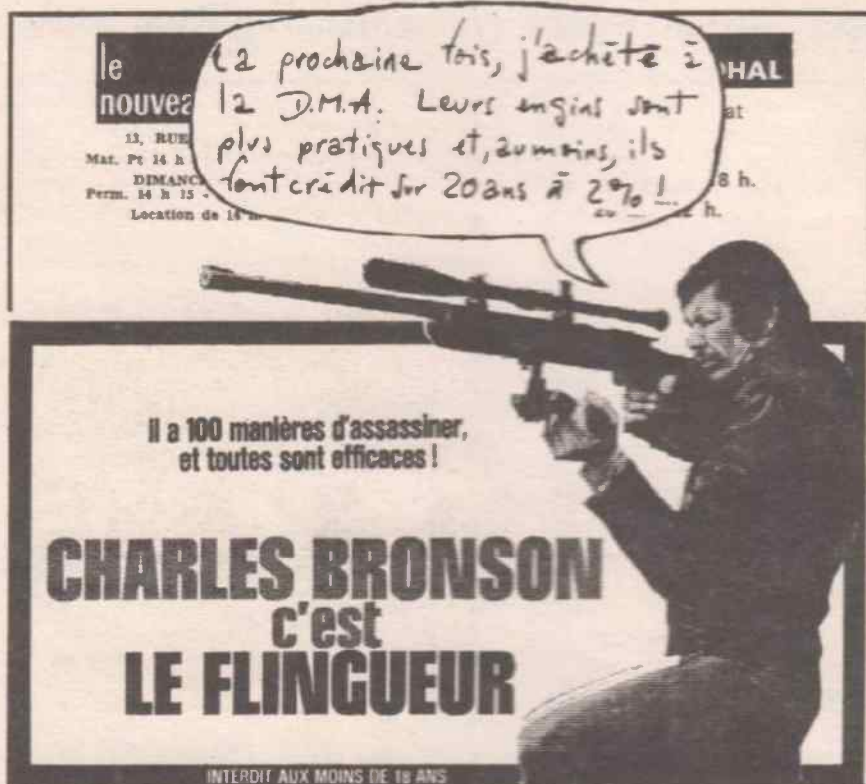
Le système français s'est dit : « Puisque mon champ d'action se rétrécit, je vais, moyennant concessions politico-économiques, tenter de contrôler celui des autres. Je garde les bureaux d'études et les labos de recherche, les plus forts après ceux des deux « grands », je fais fabriquer par les autres, ils vendent et c'est tout bénéf pour moi... »

Et c'est parti !

Ainsi, en novembre dernier, Debré et son homologue britannique Carrington se sont-ils téléphoné et ont-ils mangé ensemble. A la suite de quoi, la « coopération » se précisait en matière d'armement classique : hélicoptères Lynx et Gazelle, avion Jaguar, missiles AM 15, Exocet, Martel, Albatros, études d'un missile sol-air et d'un système de radars. Mais silence était gardé quant aux déclarations du Carrington en question lors du congrès des conservateurs de Blackpool et concernant une éventuelle coopération au niveau nucléaire. Top secret !

Et pendant ce temps-là, les troupes anglaises, après avoir vu faire les gardes mobiles français, saccagent les parcours à mouton du Larzac...

La « coopération » s'opère, ne vous en faites pas, avec d'autres pays : missiles Milan et Hot, système d'arme sol-air Roland (Euro-missile, 37, bd de Montmorency, 75781 Paris, Cedex 16, société composée de la SNIAS et Messerschmitt), conçue avec l'Allemagne ; vente de licence de l'hélicoptère Gazelle à la Yougoslavie ; hélico SA 330 Puma



va se recycler dans le civil, d'autant plus que, comme on le verra plus loin, la fin des guerres entre pauvres n'est pas pour aujourd'hui... Nul doute qu'ils vont mettre sur le marché tous les savants petits gadgets que leurs chercheurs, par ailleurs bons pères de famille et bons croyants, ont mis au point pour tenter, en vain, d'écraser les petites taupes jaunes du Nord-Vietnam.

Là-bas, de grandes découvertes furent faites, tant au niveau de l'armement « classique » (fusils automatiques à haute cadence de tir, bombes diverses, engins à retardement, renifleurs d'ennemi, pièges électroniques bondissants, etc.) qu'à celui de l'aéronautique et des techniques spatiales (guidage des bombardiers par rayon laser dont Dassault s'inspire pour équiper ses derniers Mirage, brouillage des radars de DCA ou de missiles sol-air, techniques de bombardement à très haute altitude, usage des satellites, avions de reconnaissance automatisés, etc.). Il manque pas d'« etc. », tout ce bel arsenal n'a pas été mis au point pour rien foutre et les USA, ayant déjà largement de quoi

va surgir du fait d'un éventuel accord américano-soviétique sur la limitation des armements, qui permettrait aux larrons de s'adjuger un contrôle mondial.

Alors, les maquignons français, dans tout ça ? Bien gênés, qu'ils sont. Les « grands » vont se remettre en chasse, notamment au Proche-Orient où, pour les USA, les moyens de pression économique sont considérables (pétrole) et où, pour l'URSS, les moyens politiques sont aussi potentiellement solides (sans compter que toutes les petites escarmouches entre, par exemple, Syrie et Israël, à coups de Mig, Mirage et Phantom, sont autant de tests dont les résultats sont soigneusement répertoriés).

En Amérique latine, une relance yankee a de gros moyens (chantage économique - politique) et l'URSS s'informe. En Afrique, c'est la ruée de tout le monde, les spectateurs sont sur le terrain et le ballon circule dans les tribunes. Et si, en plus, d'autres pays européens ou colonialistes se mettent de la partie, ça va faire un sacré souk,

TUEURS PAR PROCURATION

produit avec Westland (G.-B.), Fiat (Italie) et Sabca (Belgique); avion d'appui tactique Alpha-Jet, produit par Dassault et Dornier (RFA); vente de licences à l'Inde (missile Harpon et Entac), aux USA (missile Crotale); vente d'éléments d'usines à la Grèce, l'Afrique du Sud, Israël, le Mexique, etc. C'est quelque chose, monsieur, la présence française dans le monde !

PLUS DE PILLULE, DES MISSILES

C'est pour la situation actuelle, en admettant que ça se calme au Viet-Nam et que l'équipe Nixon-Thieu ne nous ressorte pas une provocation de sous les fagots qui

côtés du 17^e parallèle, c'est là et non à l'hôtel Majestic qu'est la vraie négociation. Reconstruire ce qu'on a complètement foutu en l'air, et sur des bases permettant la surconsommation, c'est ça le fin du fin pour les criminels par procuration. Or donc, la fin des guerres du tiers monde devenu gigantesque entonnoir pour les énormes surplus d'un Occident transformé en poubelle saturée d'une machine folle s'auto-dynamisant, n'est pas pour aujourd'hui.

C'est, du moins, ce que souhaitent les protagonistes de la société de guerre.

Dans la « Lettre des Objecteurs » de mars 72 (S.O.C., 6, impasse Popincourt, Paris, XI^e), Guy Dechesne

40,5 % périront du fait de la guerre dont 3,6 milliards au cours d'un seul conflit. « A ce rythme, il n'y aura plus, dans la seconde moitié du siècle prochain, de souci à se faire pour l'explosion démographique. D'ici 80 à 130 ans, en effet, pratiquement 100 % de la population mondiale auront été tués à la guerre... »

C'est sympa de nous dire tout ça, et on pige que Debré pique de telles crises quand on parle devant lui de généralisation de la contraception... C'est des tués qu'il leur faut. Je sais, des sceptiques vont râler et dire : « Ça, c'est la prospective, c'est noir et blanc... » Mais, dites un peu, les gus qui pensent à tout et empochent tout, vous croyez pas qu'ils vont faire des études pour rien, non ? Et le Katanga, ça vous rappelle rien ? Et la mort de Lumumba ? Et celle, toute récente,

Mais ça va chercher encore plus loin quand on nous dit que, même en désarmant totalement et tout de suite, la guerre tuera toujours. En effet, ses déchets tuent fort longtemps après les conflits et plus les conflits utilisent d'armes nouvelles, plus leurs séquelles sont durables (explosifs enfouis qui pétent à la gueule des gosses ou d'un terrassier; gaz de combat indestructible comme l'ypérite encore vivace dans certains trous près de Verdun et datant de 14-18, comme des sous-produits de gaz innervants qui, enterrés, se fauillent entre les couches géologiques et peuvent provoquer des troubles de l'écorce terrestre; déchets nucléaires, bactériologiques et chimiques, non dégradables avant des siècles et balancés dans la flotte et sous terre, etc.). Les pollueurs sont en guerre permanente contre le monde

On a piqué ça pour vous prouver qu'on pense à vous...

Service des Relations Extérieures
et de l'Information

Le 12 janvier 1973

ETD

FLASH

STAGES COMMISSION ARMEES-JEUNESSE :

La Commission Armées-Jeunesse fait savoir qu'elle est en mesure de proposer un certain nombre de stages pour étudiants dans les établissements relevant des directions techniques des Armées.

Les stagiaires recevront une rémunération comprise entre 850 et 1.100 F. par mois.

Les demandes de renseignements et les candidatures doivent être adressées au C.R.O.U., 5, rue d'Arzouval - Grenoble.

La limite de dépôt des candidatures est fixée au 15 février 1973.

Stages susceptibles d'intéresser des étudiants en Sciences Sociales :

Etablissement et lieu géographique	Nature des activités	Niveau des connaissances correspondantes	Durée
Laboratoire Central de l'Armement 16 bis av Prieur de la Côte d'Or 94110 - ARCUEIL	Comptabilité analytique Etudes diverses d'économie	Cours de licence de Sciences Economiques	1/7 ou 31/7
- d° -	Comptabilité gestion Travaux sur comptabilité analytique et économique	BSEC ou 2 ^e année BTS	1/7 ou 31/8 1 à 2 mois
Atelier de Construction 18, rue Galliéni 92501 - RUEIL-MALMAISON	Organisation - Gestion Comptabilité - Compta- bilité industrielle	Cours de licence de Sciences Economique ou Ecole Supérieure de Commerce	1/9 ou 30/9

Etablissement et lieu géographique	Nature des activités	Niveau des connaissances correspondantes	Durée
Atelier de Construction 18, rue Galliéni 92501 - RUEIL-MALMAISON	Droit Administratif - Constitution des dossiers de marchés	HEC ou cours licence de Sciences Economiques ou Etude supérieure de commerce	1/9 ou 30/9
Atelier de construction de Roanne - S.P. n° 504 42328 - ROANNE	Psychologie du travail	Maîtrise psychologique	15/8 ou 15/9
Atelier de construction de Tarbes 2, rue Alsace-Lorraine 65013 - TARBES	Programmation en lan- gage de base (ASSIRIS)	DUT Informatique	1/8 ou 30/9
- d° -	Analyse et organisation informatique	- d° -	1/7 ou 31/8
- d° -	Programmation de tra- vaux de gestion (COBOL)	- d° -	1/7 ou 31/8
Centre d'Essais des Landes	Problème de recueil des données et de leur exploitation	Niveau HEC	1/9 ou 30/5
Office National d'Etudes et de Recherches Aéronautiques 29, av de la Div. Leclerc 92 - CHATILLON	Service Commercial	HEC : élève en fin de 2 ^e année	3/9 ou 30/9
D.C.A.N. Toulon	Organisation - Adminis- tration - Gestion	Bac non scientifique (2 places)	3/7 ou 31/8
D.C.A.N. Cherbourg	- d° -	- d° - (1 place)	1/8 ou 31/8
D.C.A.N. Brest	- d° -	- d° -	- d° -
D.C.A.N. Lorient	- d° -	- d° -	2/7 ou 28/9 (1 mois)
S.P. Aéro	Etudes financières (sa- laires, frais généraux)	Dernière année HEC ou équivalent (2 places)	1 mois de mars à octo- bre (paix exclus)

« obligerait les USA à intervenir en faveur d'un allié menacé ». Et si c'est pas au Viet-Nam, ce peut être ailleurs, vu le nombre de pays adhérent à l'OTASE (l'OTAN de l'Asie du Sud-Est, sous coupe américaine)... Car la guerre est d'un trop bon profit pour le capitalisme pour qu'il puisse tolérer le moindre désarmement effectif. Trop bon profit et pièce maîtresse d'un système fondé sur la dépendance. Il faut la guerre aux marchands de canons comme aux marchands d'après-guerre. Déjà, des firmes US font de la retape au Viet-Nam, des deux

nous cause grand émoi. Il y a analyse un récent bouquin de Robin Clarke (pacifiste et chercheur ès technologies douces), « La course à la mort ou la technocratie de la guerre... » Je cite : « Selon les données actuelles, la prospective prévoit que, durant la seconde moitié du XX^e siècle, 120 guerres auront provoqué 400 millions de morts, dont 360 millions (10 fois le nombre total des victimes des deux premières guerres mondiales) en un seul instant. Entre 2000 et 2050, sur les 10 milliards d'hommes de la Terre,

d'Amilcar Cabral, qui voulait libérer la Guinée-Bissau des Portugais ? Et celles de Ben Barka et du « Che » ? Les maîtres du monde trouveront toujours un prétexte pour faire la guerre à ceux qui ne voudront pas leur céder à bas prix ce qu'il y a sous leurs pieds. Et, pour ce faire, on saura toujours armer un « ennemi héréditaire ». Ça déblaiera et on résoudra mieux les problèmes de la faim ou de la surpopulation de certaines régions. Chez nous, c'est l'asile psychiatrique, là-bas, c'est encore la bonne guerre-guerre des familles.

entier et tout ce qu'ils suscitent : faim, exploitation, misère, régimes fascistes et policiers, gaspillage, rivalités techniques, tout cela est facteur de guerre. On le voit en Angola comme en Irlande, au Brésil comme en Yougoslavie, en Grèce comme au Yémen, au Bangla-Desh comme en Espagne. La guerre est là, permanente, à la une des torches-culs, et ses profiteurs ont tout colonisé, empesté, mis leurs hommes au pouvoir (Messmer et Debré, ça vous suffit pas encore ?), truffé l'industrie et la recherche de leurs agents.

L'INVASION DES MORPIONS

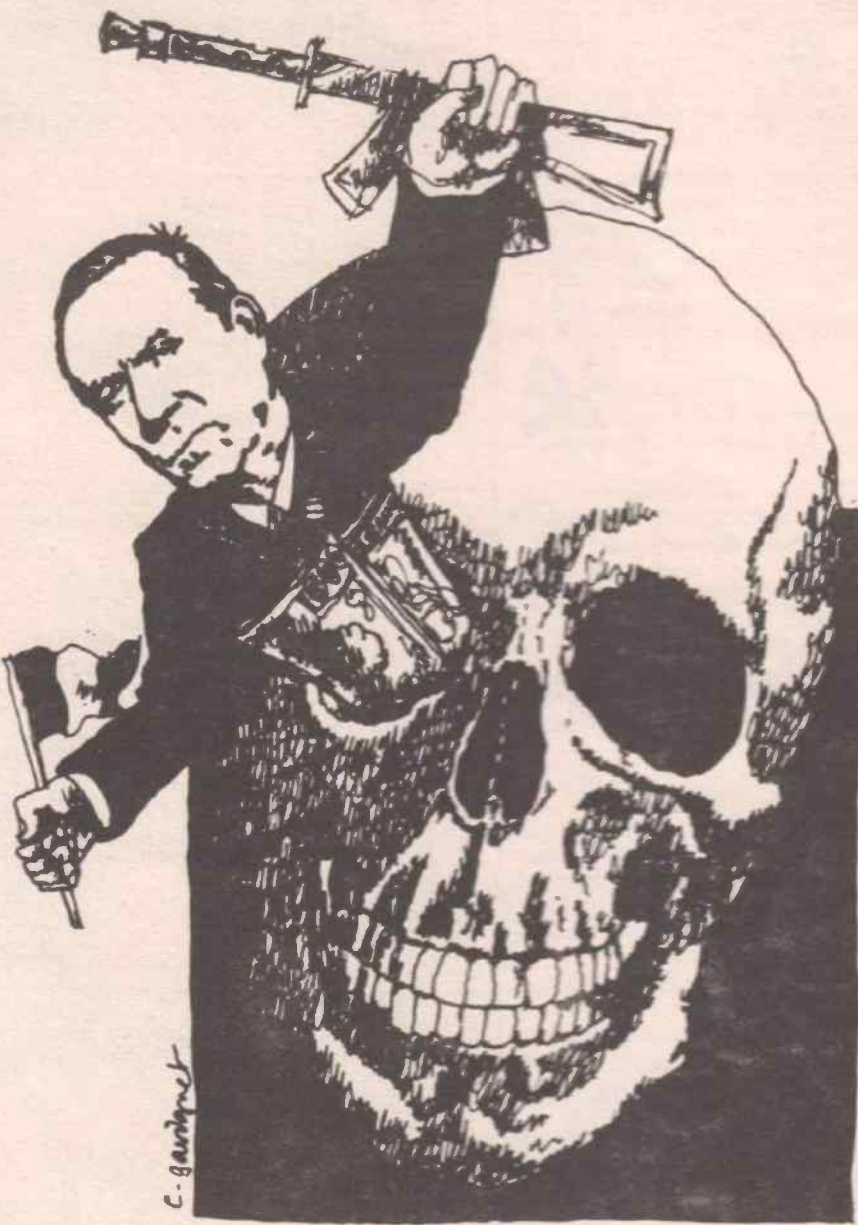
Ils ne s'en cachent pas, c'est dans leur nature. Ainsi dans l'inénarrable Revue de la Défense Nationale (n° de décembre 72), l'ingénieur en chef de l'armement François Di Pace, directeur du Centre de Prospective et d'Évaluations dépendant des armées, a déclaré : « La recherche militaire n'en est pas moins une partie de la recherche nationale. Orientée en fonction d'objectifs de défense qui ne se situent pas sur le même plan que les objectifs qui peuvent être assignés à la recherche civile, elle contribue cependant à enrichir notre capital technologique et technique. Le problème des « retombées » économiques de la recherche militaire a été souvent évoqué, parfois en termes fort contradictoires. Il est vrai que la mesure de ces retombées échappe encore à tout instrument rigoureux, mais l'apport de la recherche militaire n'est pas moins évident, notamment dans tous les secteurs de pointe comme le nucléaire, l'aéronautique ou l'électronique. C'est pourquoi, si la satisfaction des besoins militaires est la raison d'être de la recherche militaire et en détermine les programmes, l'exécution de ces programmes et l'exploitation de leurs résultats donne lieu à de nombreuses liaisons avec les animateurs de la recherche civile... »

Or, en France, les secteurs militaires de pointe (nucléaire, électronique, aéronautique, informatique) sont confiés au secteur « civil ». Et nous, nous travaillons pratiquement tous pour l'industrie de la mort, dans ses ateliers, ses bureaux, ses labs, ses universités. Et on n'en est pas encore arrivés, tant s'en faut, au niveau des étudiants américains qui s'ingénient, les mauvaises têtes perverses, à débusquer des facs et des labs le chancre militaire. Tenez, à Grenoble, ville de pointe, soi-disant progressiste et tout, a été installée il y a deux ans l'École militaire des armes spéciales (EMAS : nucléaire, bactériologique, chimique), précédemment sise à Lyon. Croyez-vous que quelqu'un aurait hurlé ? Oh ! que non...

Et les professionnels de l'EMAS ont ainsi à leur disposition, outre la complicité de responsables universitaires, une belle infrastructure de recherche à travers les différents labs de chimie, biologie, physique, informatique, etc. Ils bénéficient ainsi d'une splendide organisation industrielle dont les principaux pôles : Centre d'études nucléaires (dont Dubedout, le maire, ancien officier de marine, est issu), réacteur à haut-flux franco-allemand, zone chimique (Progil, Distugil, Ugine-Kuhlman, et dérivés...), électronique (Merlin-Gerin) et « matière grise » (Campus), sont tous reliés dans le même parc informatique, sous la houlette d'IBM. Vous allez pas nous dire que c'est un pur hasard, non ? Si la pire des écoles militaires a choisi Grenoble, ce n'est pas pour rien et ça ne fait qu'aggraver le lourd passif « pollution » qui pèse sur cette bonne ville.

LE PRINTEMPS, C'EST OU ?...

Voilà, les tueurs par procuration sont partout, tout leur est soumis. Vous pensez, 8 % des ressources à l'exportation et 75 % du chiffre d'affaires de l'UDR Dassault, ça se paye ! Comment ? Tu dis ? Que c'est dégueulasse ? Ben oui, mais qu'est-ce que tu fais pour que ça change ? En sortant de ton labo de chimie et de tes cuves à phosgène, tu pars à la campagne et tu cultives des poireaux à la biodynamique ? Et tu t'en fous des autres, que tu juges que ce sont des cons qu'ont rien compris et qui sont pleins de télé ? C'est ça ? Ben, mon vieux, qu'est-ce que t'es subversif, tu parles d'une menace pour Debré et Panhard !



Mais y en a peut-être des autres qui ? Ah ! oul, y en a...

Tiens, à l'étranger d'abord, et dans des pays qui sont loin derrière nous question exportation de « je te tue-tu me tues ». Comme ça, on fera mieux la comparaison.

Le GVAN, c'est le Gruppo Valsusino d'Azione Non Violente, des prolos italiens de l'usine Moncenisio de Condove, près de Turin.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, la boîte bossait à plein pour l'industrie de guerre fasciste. Puis, après la guerre, elle fabriquait encore des obus et des missiles pour la marine (dont l'un des grands chefs

et représentant à l'OTAN, l'amiral Birindelli, est connu pour ses sympathies vis-à-vis d'un ouistiti nommé Almirante, chef du mouvement néofasciste MSI).

Des bruits circulèrent, en 1971, selon lesquels l'usine reprendrait du service actif au profit de l'industrie de guerre. Intervint alors le GVAN, formé d'ouvriers souvent marqués par la guerre, d'employés et d'étudiants, qui sensibilisa les travailleurs à la lutte antiguerre. Une motion fut établie et envoyée aux divers syndicats de la région turinoise. Y répondit surtout la FIM-CISL (métallurgistes de la CISL, que l'on peut comparer, d'un peu loin, à la CFDT française). Son secrétaire provincial, A. Tridente, apportait son soutien et proposait une diffusion de la motion à l'échelon national. Plusieurs manifs anti-

guerre... C'est pourquoi les ouvriers de cette usine exigent que la direction ne contracte plus de commandes d'armes, de projectiles destinés à la préparation ou à l'exercice de la violence armée dont ils refusent de se faire complices ; ils informent la direction que, de toute façon, ils cesseront de travailler pour de tels projets et demandent aux différents pouvoirs (État, Syndicats, Eglise) de les soutenir efficacement dans leur action. Ils invitent les travailleurs de tous les pays à suivre leur exemple... »

La direction, après ça, ne passa plus de marchés militaires.

Bien sûr, ça vaut ce que ça vaut et je vois des « purédurs » qui vont ricaner à l'évocation des « différents pouvoirs ». Mais, petits Français fiérotés, à ce que je sache, c'est pas encore en France qu'on a vu ça ! Ici, CGC, FO et CGT demandent la levée de l'embargo bidon et la production accrue d'armements (demander du vide, c'est déjà une preuve...), et la CFDT ferme sa gueule. Si c'est pas vrai, qu'on nous le prouve, on sera soulagés et on publiera...

En Suisse, en septembre dernier, deux habitants sur cinq, lors du référendum sur l'exportation d'armes, votèrent contre. Deux sur cinq !... Ça vous dit rien, les ricaneurs ?

Suisse et Italie, des actions de masse dont l'une portant directement sur leur production. Ici, on attend, et on espère que ça verra. Les luttes des objecteurs, du GARM, du GIT, des grévistes de l'impôt (refus de payer les 3 % allant au budget militaire) sont des débuts, souvent sectoriels. Le contact direct avec les producteurs, comme au GVAN, c'est pas, semble-t-il, pour aujourd'hui. A moins que, mais c'est toujours pareil : faut le dire.

Mais, ce contact, comment, avec qui, par quel canal et au prix de quels renoncements à ses petites particularités groupusculaires ?

Après tout, le Larzac n'est pas loin de Dassault-Toulouse, et tous les mini-Larzac en gestation préélectorale sont bien souvent aux portes mêmes des usines de mort.

Mais évoquer la grève des fabrications d'armes avec les travailleurs qui y sont contraints, c'est mettre un pied dans la lutte ouvrière, c'est affronter le chantage patronal et étatique, c'est réfléchir à plein de choses nouvelles, à l'usine en général, à ce qu'on pourrait faire « après, si... », c'est se heurter à des camarades au regard un peu trop fixe, c'est un boulot de dingue et de flingue, c'est dur à enlever de la tête.

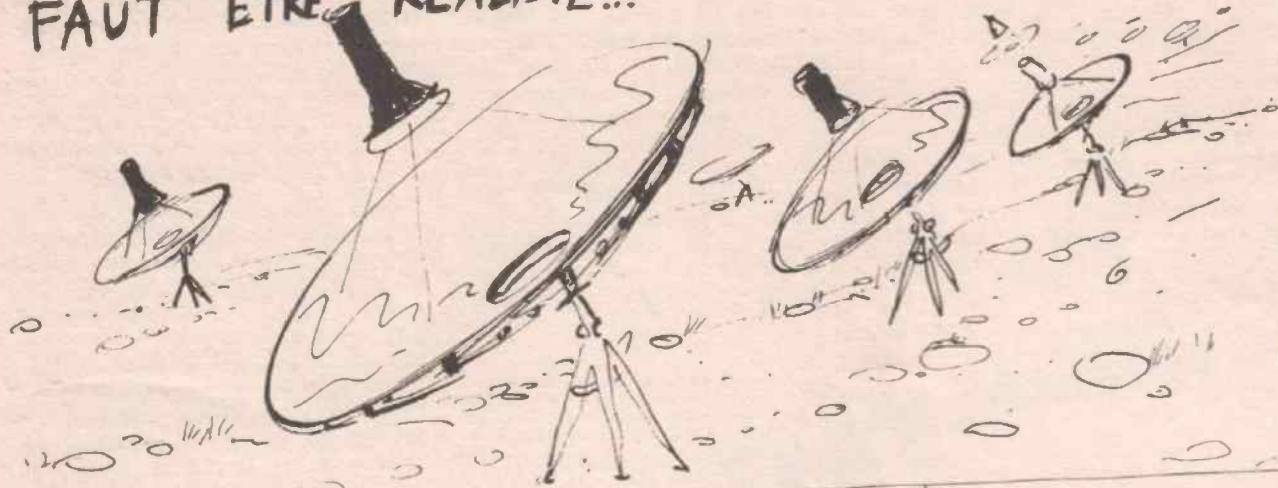
Ah ! la révolution pour une société de non-dépendance, de non-crime, c'est pas facile à caser entre les schémas des livrets si vite imprimés, si vite lus, si vite appris et si mal appliqués. Et parler aux autres, les écouter, tâcher de s'entendre pour sauter les murs du dogme facile, ça fatigue, ça force à imaginer, à s'ouvrir la tête, à sortir des autoroutes-alibis. M'sieur, quand y aura plus de guerre, qu'est-ce qu'on fera ?

militaristes eurent lieu au début de l'été et, en septembre, se tint l'assemblée d'usine au cours de laquelle la motion fut présentée à l'ensemble des travailleurs, ouvriers et employés. Adoptée à l'unanimité, elle déclarait notamment :

« ... Les conflits armés et destructeurs nous préoccupent, nos exigences morales et matérielles s'opposent à la guerre. Les gouvernements et les partis politiques sont incapables de poursuivre une efficace politique de paix. Le peuple italien souffre de pauvreté, alors que chaque jour on dépense 4 milliards de lires pour préparer la

CHRONIQUE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

FAUT ÊTRE RÉALISTE...



- ADMETTONS QUE L'ON PARVIENNE À TIRER NOTRE ÉNERGIE DU RAYONNEMENT SOLAIRE...

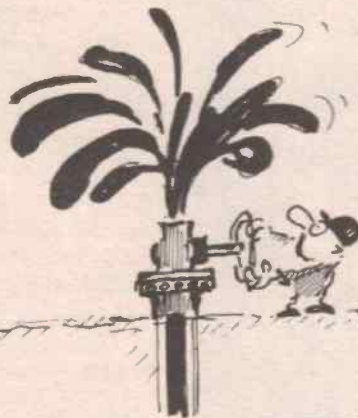
- PARVIENDRAIT-ON À L'ÂGE D'OR?

- THÉORIQUEMENT, OUI...



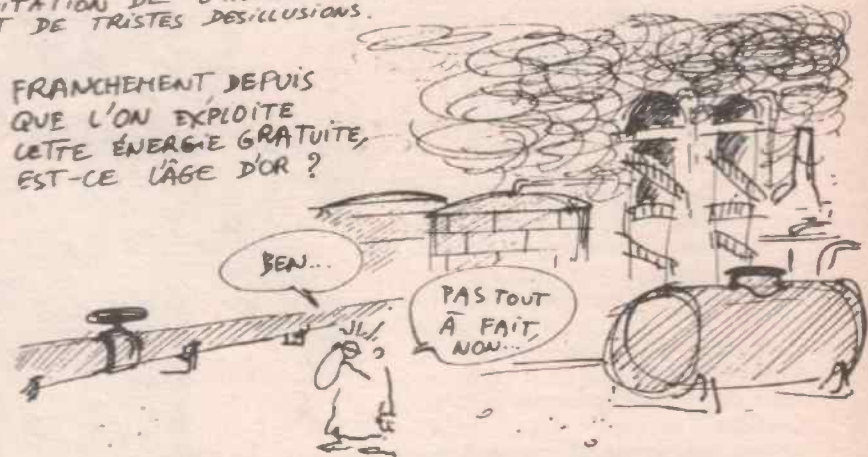
ÉNERGIE GRATUITE = FIN DE L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME? CEUX QUI CROIENT ÇA SE PRÉPARENT DE TRISTES DÉSPÉRATIONS.

LE PÉTROLE, C'EST BIEN UNE ÉNERGIE GRATUITE, OU PRESQUE...



ON CREUSE UN TROU, APRÈS, ÇA VIENT TOUT SEUL...

FRANCHEMENT DEPUIS QUE L'ON EXPLOITE CETTE ÉNERGIE GRATUITE, EST-CE L'ÂGE D'OR?



BEN...

PAS TOUT À FAIT, NON...



BEN ALORS?

C'EST PAS LA PEINE

SI! EXPLOITÉ POUR EXPLOITÉ, AUTANT L'ÊTRE PROPREMENT ET SANS RADIATIONS. DE PLUS, À L'INVERSE DU PÉTROLE, LE PRIX DE L'ÉNERGIE SOLAIRE N'AUGMENTERA JAMAIS!

MOO, JAMAIS, JAMAIS... À VOIR J'AI 89 ANS...



TOUT AUGMENTE DANS LA VIE, SUFFIRAIT QUE LES MARTIENS S'Y METTENT...

LE PRIX DU PÉTROLE NE POURRA PLUS DIMINUER, LES ROYALTIES AUGMENTERONT DE PLUS EN PLUS...

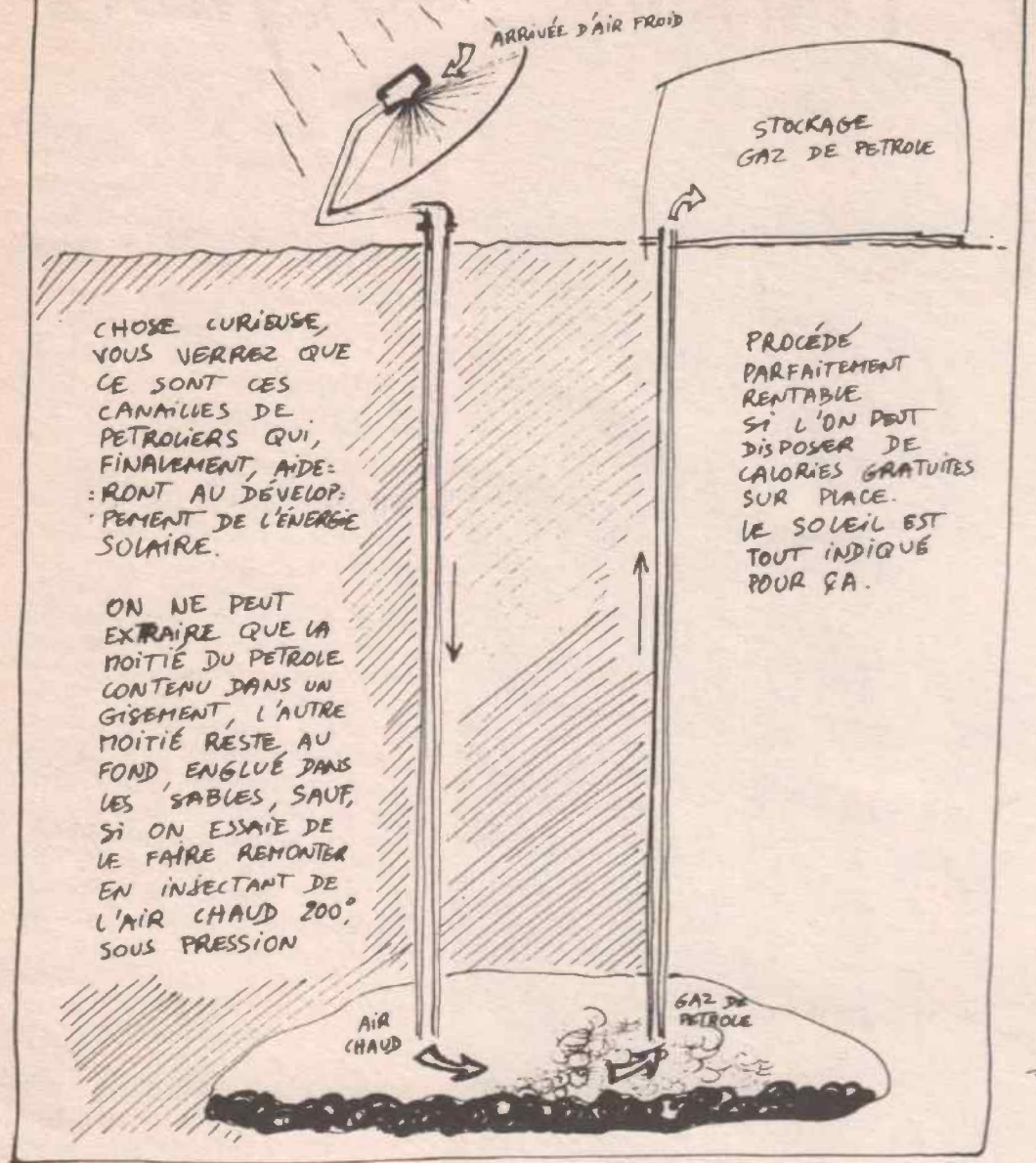


LES BONS SITES VONT S'ÉPUISER, IL COÛTERA DE PLUS EN PLUS CHER D'ALLER LE CHERCHER AU FOND DE LA MER.

ILS SONT GONFLÉS DE DIRE QUE CHERCHER DU PÉTROLE AU FOND DE LA MER, C'EST UN GRAND ESPoir.

ENTRE NOUS, ÇA RESSEMBLE PLUTÔT À UNE SOLUTION EXTRÊME, ON RACLE LES FONDS DE TIRER.

ALORS, QU'EST-CE QU'ON ATTEND ?
 QUI AURA LE COURAGE D'INVESTIR
 DANS L'ÉNERGIE SOLAIRE ?



CHOSE CURIEUSE,
 VOUS VERRIEZ QUE
 CE SONT CES
 CANAUX DE
 PÉTROLIERS QUI,
 FINALEMENT, AIDE-
 RONT AU DÉVELOP-
 PEMENT DE L'ÉNERGIE
 SOLAIRE.

ON NE PEUT
 EXTRAIRE QUE LA
 MOITIÉ DU PÉTROLE
 CONTENU DANS UN
 GISEMENT, L'AUTRE
 MOITIÉ RESTE AU
 FOND ENGLUÉ DANS
 LES SABLES, SAUF,
 SI ON ESSAIE DE
 LE FAIRE REMONTER
 EN INJECTANT DE
 L'AIR CHAUD 200°
 SOUS PRESSION

PROCÉDÉ
 PARFAITEMENT
 RENTABLE
 SI L'ON PEUT
 DISPOSER DE
 CALORIES GRATUITES
 SUR PLACE.
 LE SOLEIL EST
 TOUT INDICÉ
 POUR ÇA.

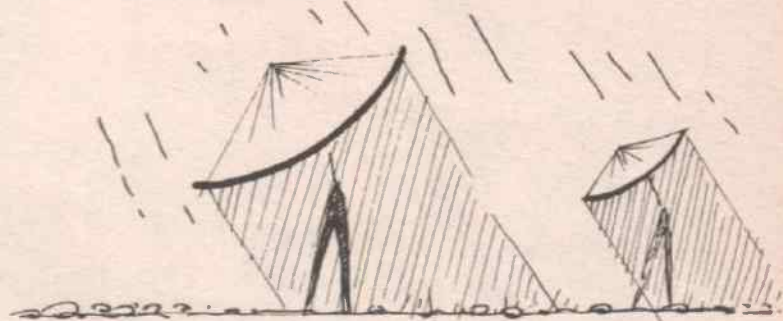


MAIS SI, MAIS SI, CE SYSTÈME, C'EST
 DE LA DISTILLATION GROSSIÈRE, QUI SERA
 CONTINUÉE SUR PLACE, ET ON N'EXPÉDIERA
 QUE DU GAZ PAR GAZODUC.

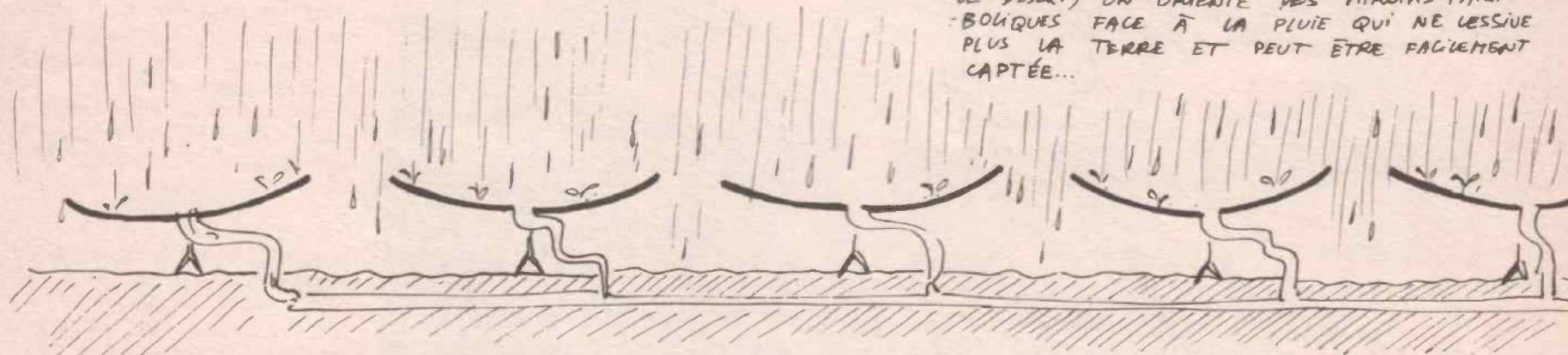
COUVRIR LE DÉSERT DE CAPTEURS, C'EST
 ANTI-ÉCOLOGIQUE, C'EST BOULVERSER UN
 ÉQUILIBRE ?

- 1°) PAS QUESTION DE
 COUVRIR LA TOTALITÉ
 DES DÉSERTS, UNE TOUTE
 PETITE PARTIE SUFFIT
- 2°) PAS D'ÉQUILIBRE À
 CONSERVER, ^{DANS} LE DÉSERT,
 TOUT EST FOUTU.

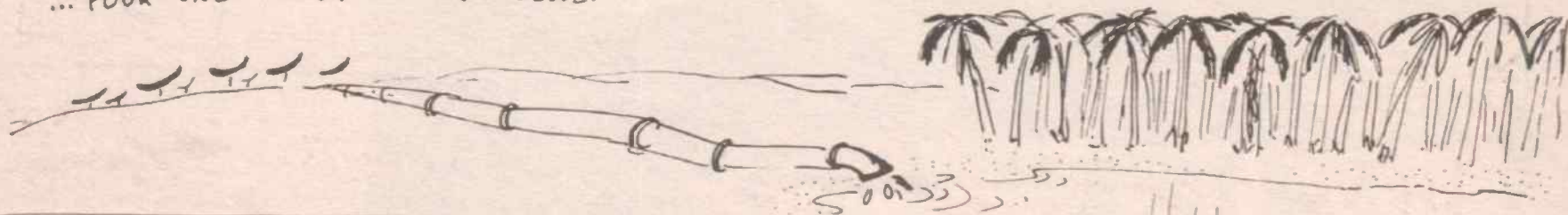
- 3°) LES CAPTEURS
 ORIENTABLES FORMENT
 DES ZONES D'OMBRE
 OÙ LES PETITES PLANTES
 POUSSENT AUSSI BIEN,
 MEUX MÊME, QUE
 SOUS LE PLEIN SOLEIL
 TROPICAL



- 4°) EN CAS DE PLUIE, (IL PLEUT PARFOIS DANS
 LE DÉSERT) ON ORIENTE LES MIROIRS PARA-
 BOLIQUES FACE À LA PLUIE QUI NE LESSIVE
 PLUS LA TERRE ET PEUT ÊTRE FACILEMENT
 CAPTÉE...



... POUR UNE IRRIGATION ÉVENTUELLE.



TOI, J'AIME BIEN
 LES DÉSERTS




SOYEZ HEUREUX !
 LES DÉSERTS S'ÉTENDENT DE PLUS EN PLUS À LA
 SURFACE DU GLOBE. LA VÉGÉTATION RECULE, DE
 MOINS EN MOINS D'OXYGÈNE ET...

DANS 50 ANS,
 PLUS PERSONNE
 N'AURA DE
 JOUES ROUGES
 ET LES CHATEAUX
 SERONT HORS
 DE PRIX



REISER 2



**VA-T-ON
TUER**

**LES
OCEANS
AVEC LES FORAGES
SOUS-MARINS ?**

La crise de l'énergie va prendre le relais de la guerre du Vietnam dans les soucis des Etats-Unis. C'est pas moi qui le dit, c'est un certain M. Lincoln, directeur du bureau américain des Initiatives d'Urgence (eh oui, ça existe !) qui ajoute : « Nous entrons dans l'ère du déficit en énergie. Notre Société, notre Position dans le monde, notre Mode de vie, nos Buts, dépendront désormais de la manière dont nous répondrons à ce défi de la pénurie en énergie » (1).

LE VIETNAM DE L'ÉCOLOGIE

Voilà qui est clair ! L'Amérique entend bien relever le défi des libertaires - rousseauistes - irresponsables qui, pour des raisons essentiellement passionnelles, prétendent faire stopper la construction des centrales électriques en s'opposant soit à l'atome, soit au pétrole, soit même aux deux simultanément, ce qui est le comble du vice. Les prochains raids des B 52 seront pour les défenseurs de la nature dont la pression sur une opinion publique manipulée par les formidables moyens publicitaires des écologistes est en train de mettre sur la paille les producteurs d'énergie. Pour l'industrie pétrolière, par exemple, l'époque des vaches grasses est révolue. Mieux : elle commence à s'interroger sur la rentabilité des investissements strictement pétroliers, et certaines compagnies américaines comme la GULF, s'intéressent à l'énergie nucléaire, tandis que d'autres lorgnent vers les mines de charbon en sommeil. Sans aller jusqu'aux B 52 (du moins je l'espère), la guerre économie-écologie aura lieu, c'est sûr. Les compagnies pétrolières, les possesseurs des brevets de construction de centrales nucléaires et leurs représentants français ne vont pas abandonner, sur le simple vœu d'un Pujade, les profits escomptés. Ils poursuivront jusqu'à ce que le menu peuple de la rue les en empêche non pas légalement (puisque les états, tous les états, sont à la botte de la productivité sacrée), mais en refusant en bloc la consommation superflue d'électricité, de voitures, de plastiques, de chauffage, bref, tout ce qui n'est que gadget comparé au problème de la survie humaine (2).

1) Les majuscules sont de la Gueule Ouverte. Le texte de l'Opinion Economique et Financière du 25 décembre 1972.

2) A noter que la NASA, après avoir démontré l'inutilité de la conquête de la lune, se reconvertit dans la recherche de l'énergie solaire. Faut-il espérer qu'elle aboutisse avant les recherches pétrolières et les essais de sur-régénérateurs au plutonium ?

L'Etat, c'est eux

Pour situer l'importance du pétrole et l'enjeu de la bataille contre les forages en mer, il faut savoir que :

— Dans les vingt plus grosses entreprises américaines, on trouve sept groupes pétroliers, trois firmes automobiles et une firme de pneus. Soit plus de la moitié de ces monstres multinationaux vivent du pétrole (1. General Motors, 2. Standard Oil (Esso), 3. Ford).

— En France, au hit-parade du fric qu'est la Bourse, on applaudit dans l'ordre : Michelin, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, Française des Pétroles, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Rhône-Poulenc, Société nationale des Pétroles d'Aquitaine et Peugeot.

Soit de près ou de loin, tous des gros dévoreurs de pétrole. Je vous laisse deviner le poids de Poujade et du pseudo-gouvernement de la France en face de ces grands défenseurs de l'environnement.

— En 1985, deux à trois cent firmes multinationales contrôleront 80 % de la production occidentale. Les compagnies multinationales sont de véritables puissances

internationales : leur chiffre d'affaires dépasse souvent le P.N.B. (Produit National Brut) des Etats nationaux avec lesquels elles traitent. Le manager financier de ces firmes est souvent beaucoup plus puissant que de nombreux ministres des Finances de petits et moyens pays. Le chiffre d'affaires de Ford dépasse le P.N.B. du Danemark, IBM ou Chrysler pèsent autant que la Corée du Sud ou les Philippines. Volkswagen c'est l'équivalent de l'Irlande ou de la Malaisie. Goodyear (pneus) égale l'Algérie ou le Maroc.

Sur la liste des cent pays et entreprises qui ont un produit national ou un chiffre d'affaires de plus de 2 milliards de dollars par an, on trouve 54 entreprises contre 46 pays seulement. (Source : Charles Levinson, pionnier du Syndicalisme multinational, Preuves, n° 9, janvier 1972).

Le dernier tableau d'estimation des profits pétroliers est révélateur : deux milliards de dollars de bénéfices nets. On comprend l'inquiétude des pétroliers devant un bilan aussi maigre.

ESTIMATION DE PRODUCTION ET BENEFICES concernant 49 sociétés pétrolières.

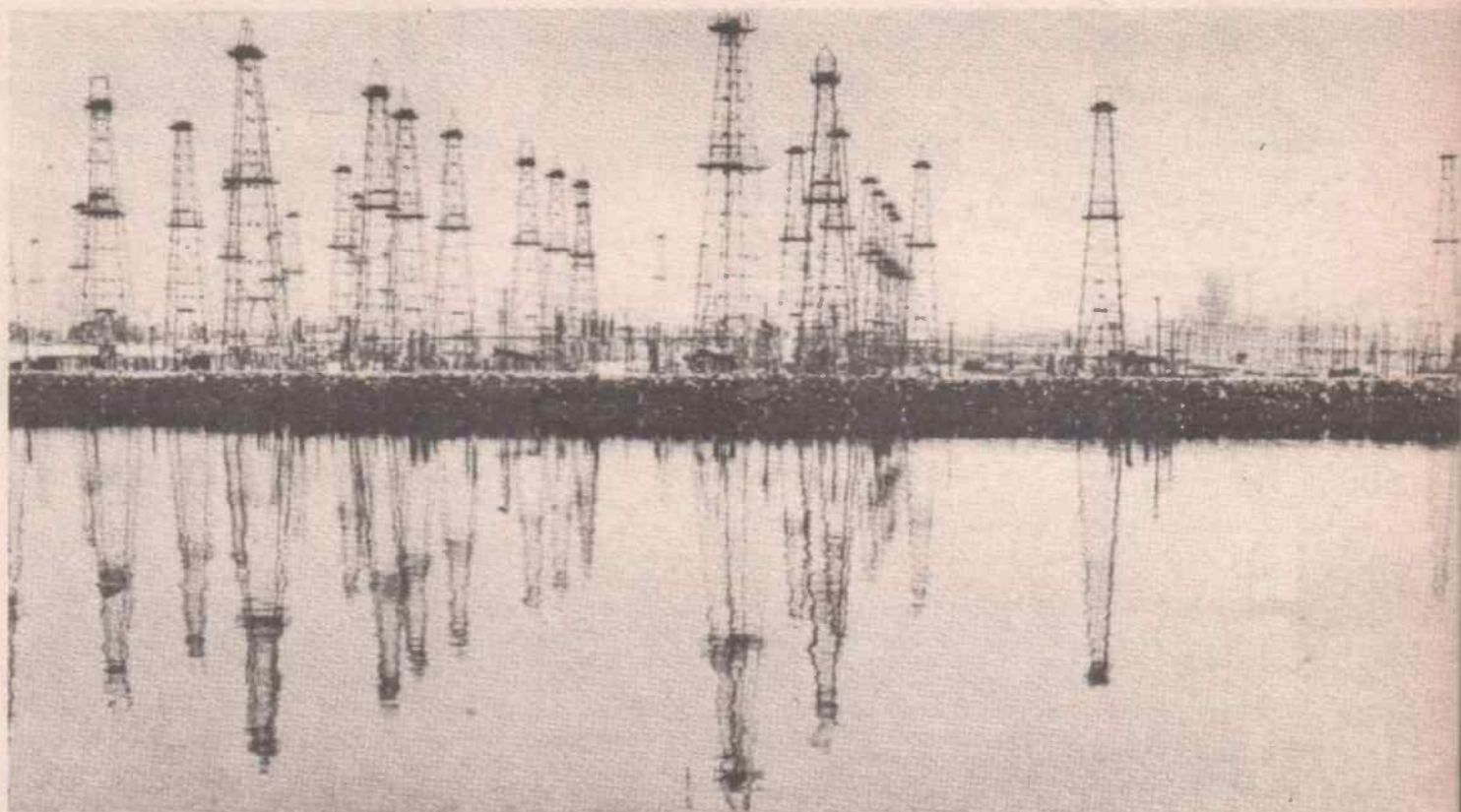
	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971
Production brute (millions barils)	1.950	2.077	2.310	2.540	2.882	3.235	3.627	3.919	4.386	5.016	5.711	6.579
Bénéfice net (8 millions)	1.101	1.128	1.227	1.429	1.245	1.353	1.491	1.446	1.748	1.785	1.882	2.206
Rentabilité des actifs (%)	14,1	13,2	13,1	14,1	11,1	11,2	11,5	10,7	11,7	11,1	11,2	12,3
Bénéfice au baril (cents)	56,5	54,3	53,1	56,3	43,2	41,8	41,1	36,9	39,9	35,6	33,0	33,5

Source First National City Bank (New York). (L'opinion économique et financière, 15-1-1973.)

Certains pensent qu'une éco-catastrophe viendra auparavant mettre d'accord les deux camps, les expansionnistes et les objecteurs de croissance. Suffit de s'entendre sur le mot catastrophe. Est-ce le meilleur des mondes d'Huxley, un monde aseptisé, stérilisé, « sous cloche » ? Est-ce un remake de l'âge des cavernes ? Comme disait je ne sais quel humaniste de l'EDF : « Qu'importe, nous ne serons plus là pour le voir ! ». Certes, mais les enfants ? Ça vous chagrine ? Allons, allons, pas de sinistrose. S'il fallait croire tout ce qu'il y a dans les journaux !...

NOUVEAU TEXAS

En attendant que l'intox des écologistes soit assez puissante pour que le public se résigne à vivre sans couteau électrique à découper le gigot, les groupes pétroliers commencent à se poser des questions. On sait que les gros pays producteurs de pétrole, notamment les Arabes, ont l'insoutenable prétention de faire payer un bon prix le pétrole qui leur appartient et dont les réserves par ailleurs ne sont pas éternelles. Or l'économie des pays dits « développés » repose à 60 % sur le pétrole. Il convient donc, dirait M. Charbonnel, ministre du dévelop-



Forages sud-aquatiques sur le lac de Maracaïbo, au Venezuela ou la plage de Nice dans vingt ans ? Au choix.

pement industriel et scientifique, que l'Europe trouve rapidement d'autres sources d'approvisionnement afin de se soustraire au chantage à la hausse du brut proche-oriental.

Car la France, par exemple, qui consommait l'année dernière

130 millions de tonnes de produits pétroliers n'en trouvait que deux millions et des poussières dans son sous-sol. C'est dire si Pompidou est contraint d'être très poli, très aimable, un peu servile même avec les Arabes qui permettent à l'industrie fran-

çaise de tourner. Il perd ainsi les voix des lecteurs de « Minute », mais gagne celle du CNPF. Les américains qui, avec leur bon cœur habituel, fournissaient jadis l'Europe, commencent eux aussi à manquer de matière première et prévoient d'importer 50 % de leur pétrole dans dix ans, d'où la discussion actuelle de marchands de tapis avec l'Iran et l'Arabie séoudite, les deux gros producteurs du globe. Quant aux Soviétiques, leurs réserves de pétrole sont en Sibérie, et les difficultés d'exploitations sont telles qu'ils n'ont pas le cœur de songer à l'exportation.

Pour maintenir la cadence dans la course vers le précipice (ou l'âge d'or, rayez la mention inutile), le monde industrialisé doit donc chercher dès aujourd'hui le pétrole au fond des mers où dorment, inutiles, 20 % des réserves mondiales. La lecture des journaux spécialisés du capital est fort instructive. On y devine qu'il ne s'agit pas de quelques forages, mais d'une nouvelle ruée vers l'or, dans ce nouveau Texas européen que sont la mer du Nord, la Méditerranée, le golfe de Gascogne et l'ensemble du plateau continental.

Et on ne se contentera pas de

VA-T-ON TUER LES OCEANS ?

taux musclés ! En langage bourgeois, on appelle ça « l'exploitation des fonds sous-marins ». C'est le terme exact. Les mines de demain seront sous-marines. Les mineurs seront des robots qui auront sur l'homme le double avantage de ne pas être syndiqués et de travailler à plus de 500 m de profondeur. Il s'agit, écrit « Entreprise » (20.10.72) « d'exploiter les fameux nodules qui tapissent littéralement le fond marin dans certaines régions océaniques. Dans quelques régions du Pacifique, on en trouve entre 5 et 40 kg au m² » (manganèse, cobalt, nickel). Question technique, je vous passe le détail. Allez voir fonctionner les gravières dans les ex-belles-rivières-à-truites de France et vous aurez une idée du traitement chirurgical que subiront les mers. On envisage même d'employer des bombes

atomiques de petit calibre pour stimuler les puits fatigués où la pression ne suffit plus à expulser le pétrole des alvéoles de la roche-mer. Une fois raclés jusqu'à l'os, les fonds marins seront priés, et plus vite que ça, de remplir les pompes à essence des pays riches. Or, qui est-ce qui possède la technique adéquate pour conduire des recherches géophysiques en haute mer, demande ingénument Lucien Barnier dans le « Progrès de Lyon » ? C'est pas les pays du tiers monde ! C'est nous les repus, nous les nantis ! Alors le pétrole sous-marin sera à 100 % le nôtre et les arabes ne nous infligeront plus, comme dit Barnier, « le vilain supplice de la carotte sous le nez » (sic). Libres ! Enfin, libres de ce néo-colonialisme à rebours que nous subissons depuis la découverte du pétrole !

“Les audaces de contes de fées”

Amusons-nous à lire la presse spécialisée qui ne recule pas devant le lyrisme pour donner un coup de peau de chamois à l'image de marque défraîchie de l'industrie polluante.

« En 1980, ce sera le tiers de l'approvisionnement en pétrole qui jaillira des puits situés sous la mer. Avant dix ans, il y aura des mines métallifères qui se trouveront sous les flots. Les côtes des pays industrialisés que bordent les océans ou les mers seront ourlées d'archipels d'îles artificielles. Sans doute même installera-t-on des villes flottantes sur la mer, à proximité des centres industriels que l'on édifiera sur des plates-formes au large. Ce merveilleux avenir aux audaces de contes de fées était brossé à Paris devant les assistants du colloque de l'association scientifique et technique pour l'exploitation des océans, etc. » Et cette ode à la gloire du pétrole : « Chacun connaît les marques de la suzeraineté du pétrole-roi : les milliers de kilomètres de pipe-lines qui s'enfoncent partout, même dans les massifs montagneux, les ensembles de colonnes, de réservoirs, de torchères, de tours de cracking, les clin d'œil pimpants des stations-service. Les affichettes étalées sur les vitres de nos automobiles, les fausses médailles et pièces de monnaie, les tigres dans nos moteurs, tout cela raconte assez bien les mille et une astuces de l'empire du pétrole. Nous sommes tellement bien sous les hautes murailles de cet empire que nous n'osons même pas imaginer que le pétrole puisse un jour s'absenter et nous laisser seuls comme de pauvres orphelins. Nos complexes freudiens ont aujourd'hui les reflets irisés du pétrole. Certes elle est noire la marée échappée du Torrey Canyon, mais c'est la bonne marée du pétrole ». Authentique.

L'auteur de ces envolées est M. Lucien Barnier, sorte de Monsieur Soleil qui voit l'avenir dans de nombreuses gazettes, du « Progrès de Lyon », à l'opinion économique et financière. Un type curieux, ce Barnier. Il serait capable de rédiger gaiement son testament avec la même plume alerte que celle qui lui permet de gratter ces panégyriques guillerets en faveur de l'énergie pétrolière ou nucléaire. On le sent heureux de vivre, à l'abri de ses certitudes scientifiques, à l'abri même du doute. Quand on lui demande au contraire un article sinistrosant sur la pollution, il est capable de s'exécuter de bonne grâce et de trouver les mots qu'il faut. Ce type doit chanter en travaillant. C'est la seule explication !

Le 25 janvier 1973, vers 19 h 15, sur France-Iner, j'entends la voix de Barnier participant à un débat sur la pénurie d'énergie. On recense les réserves de gaz de pétrole, de charbon et on arrive à l'énergie nucléaire : « C'est l'avenir, c'est l'avenir, s'écrient extasiés Barnier et un sbire de l'EDF. A condition que l'on fasse taire les jérémiades passionnelles des « conservationnistes ». Barnier se garde bien de préciser ce que veulent ces hurluberlus, pourquoi Nader s'occupe de la campagne anti-centrales aux USA, etc. Et l'ingénieur de l'EDF conclut : « Cette peur, c'est l'héritage d'Hiroshima. Et pourtant, Je reviens du Japon. Eh bien ! ils sont en train de construire une centrale à Hiroshima... Vous voyez : l'atome civil effacera les méfaits de l'atome militaire ». Pendant ce temps, Barnier gloussait. Je vous le dit : c'est un esprit fort.

LA MER-FROMAGE

Depuis quatre ans donc, quelque 400 compagnies pétrolières se partagent le fromage du pétrole recensé en mer du Nord :

un milliard et demi de tonnes, sans compter le gaz naturel. C'est une quantité ridicule au train où vont les choses. L'équivalent d'une année seulement de la seule consommation euro-

Les batailles navales des pétroliers

Les recherches du pétrole sous-marin utilisent des procédés sismiques très dangereux pour la faune. Les compagnies qui demandent des permis de recherche se gardent bien de préciser les charges de dynamite qu'elles emploient. Elles exigent en quelque sorte un chèque en blanc. On sait quand même que la COMEX (Compagnie maritime d'expertises) qui travaille pour les compagnies pétrolières, se proposait d'utiliser en Méditerranée des charges de 500 à 800 kg, alors que 200 g seulement de dynamite tuent les poissons dans un rayon de 20 mètres. Imaginez les ravages si la COMEX avait obtenu l'autorisation qui fut finalement refusée par la marine marchande sur avis défavorable de l'Institut des pêches. En cours de forage, les accidents sont fréquents et le danger augmente avec la profondeur ou la violence des tempêtes comme en mer du Nord. En cas de « blow-out » (éruption due à la pression gazeuse), il est pratiquement impossible d'agir efficacement, d'autant que le pétrole peut cheminer par les fissures naturelles à l'entour. En 1969, à Santa Barbara, près des côtes californiennes à une faible profondeur (150 m) donc accessible aux plongeurs, un accident se produisit en cours de forage. Des centaines de milliers de tonnes de pétrole se répandaient dans la mer et la fuite n'a pas encore été colmatée aujourd'hui. Ce précédent ne fait que renforcer les craintes de ceux qui voient les pétroliers se partager le plateau continental et envisager même des forages à 2 000 m de profondeur, où toute intervention est impossible. ELF-ERAP ; CFP ; SNPA ont demandé des permis de recherches entre Nice et la Corse. Dans le golfe du Lion, on retrouve la CFP, BP, SHELL, ERAP, ESSO, ELF, TEXACO.

En Aquitaine, au large des Landes et de la Gironde, dans le golfe de Gascogne, la SNPA, ERAP, ESSO, SHELL, la CFP, veulent prospecter des zones situées entre 1 000 et 3 800 m.

Pour l'heure, la SEPANSO (Institut de biologie animale, Université de Bordeaux, 33-Talence) a protesté contre les risques des forages tout comme elle avait réagi contre le déversement de déchets radioactifs dans le golfe de Gascogne l'été dernier. Pas de réactions des pouvoirs publics ! En Méditerranée, la ville de Cannes a pris la tête d'une campagne antiderricks, et son maire, Cornut-Gentille, écrivait dans « Le Monde » du 3 décembre 1972 : « Comme d'habitude la politique protège « l'or noir » et le citoyen ne s'émouvra qu'après la pollution de son environnement personnel » ! Louable révolte, dont on saisira les limites en connaissant le silence des édiles de la Côte d'Azur devant la pollution de l'environnement des riverains par les « marinas » et autres fructueuses murailles de béton ! Il est vrai qu'elles font marcher le commerce, donc voter l'électeur ! Tandis que la marée noire...

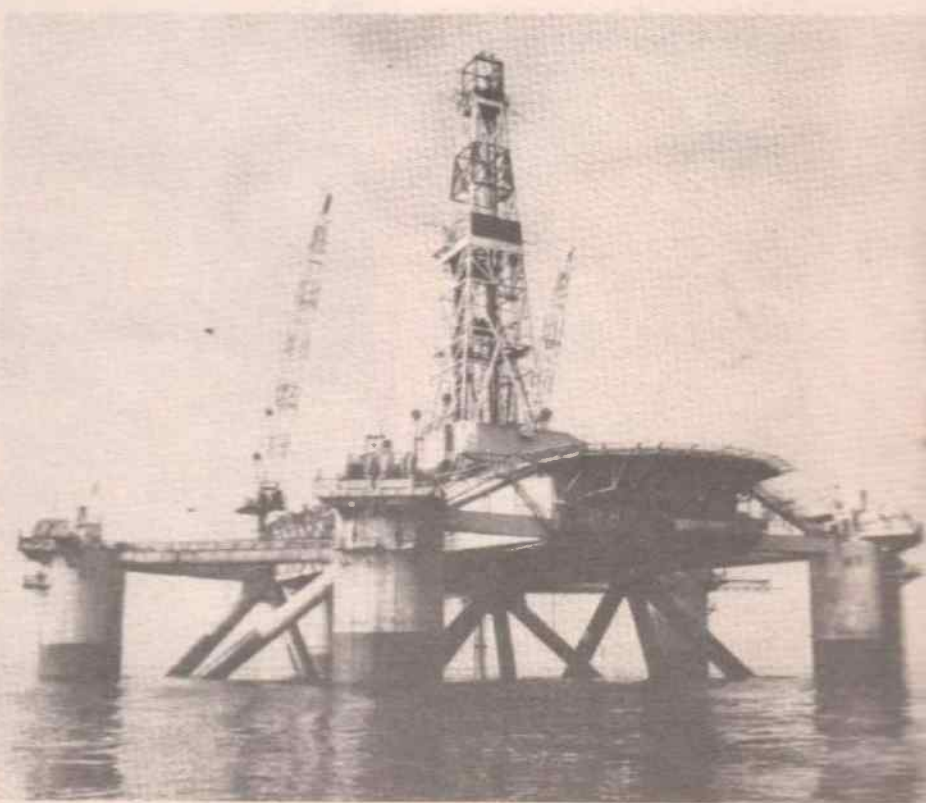


Plate-forme de forage en mer du Nord.

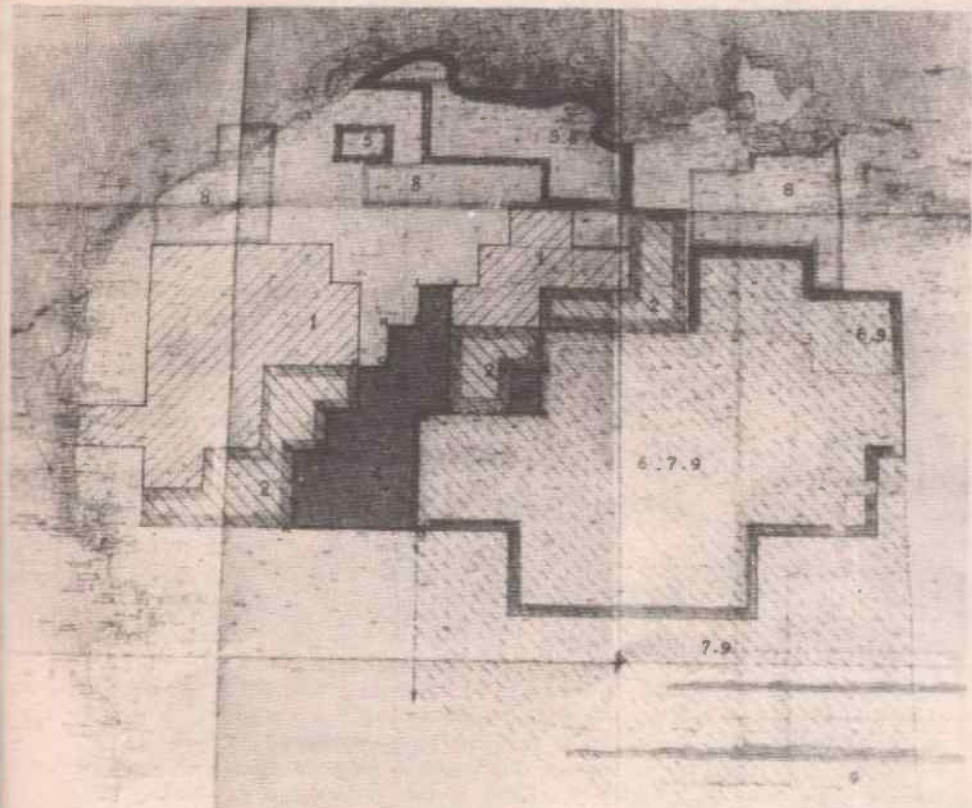
péenne en 1975 (à titre de comparaison, on estime à 50 milliards de tonnes les réserves du Moyen-Orient). De plus les Norvégiens, que les pétroliers appellent déjà les « arabes aux yeux bleus » profitent du péage et font payer le

pétrole qu'on retire de leurs fonds sous-marins. Bref, la mer du Nord et ses 500 puits forés depuis 1964, c'est déjà du passé. Il faut chercher ailleurs et c'est la raison pour laquelle on se prépare sérieusement (?) à « industrialiser les mers ». Non, ce

n'est pas de la science-fiction ! Des hommes apparemment sains d'esprit veulent construire des villes et des usines métallur-

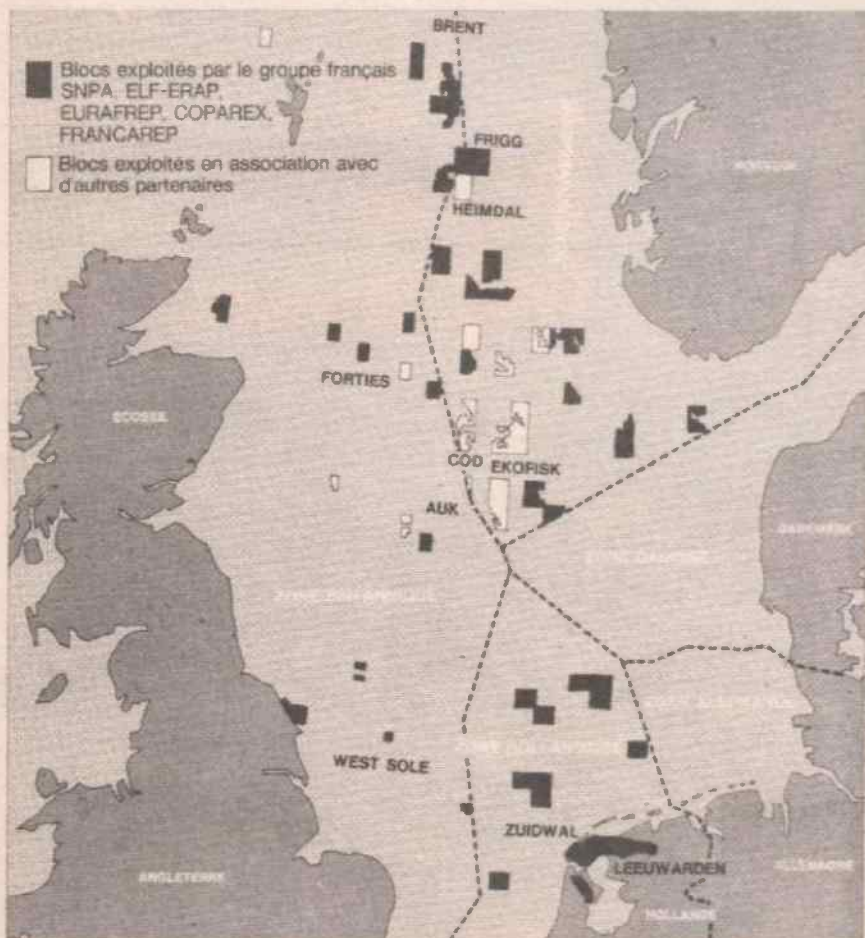
giques flottantes situées près des puits de pétrole ou de gaz, pour avoir l'énergie sous la main. Et ce, pour faire bon poids, sur

Le partage du golfe du Lion



1, 2, 3 = permis demandés par C.F.P. et BP, 4 = permis de la S.N.P.A., 5 = SHELL-REX., 6 = E.R.A.P., 7 = ESSO-REP., 8 = ERAP., 9 = C.F.P.

Le gâteau en mer du Nord



Une parodie de démocratie

Les enquêtes publiques sur les grands travaux pétroliers sont un simulacre de participation du public en ce qui concerne l'environnement (1).

C'est ce qu'ont pu constater les membres de la SEPANSO lors de la récente enquête sur les demandes de permis exclusifs de recherche pétrolière dans le golfe de Gascogne, qui s'est déroulée du 21 août au 20 septembre 1972. Seul un avis d'enquête réglementaire et fort discret a paru dans la presse locale et il est rédigé de telle sorte qu'en aucune manière il n'indique clairement :

— ni les dangers que représentent pour le milieu marin et les côtes, les recherches pétrolières et l'exploitation de gisements qui doivent logiquement en découler — accidents de forages, pertes du contrôle de puits, marées noires, catastrophiques en haute mer et par grande profondeur, car on ne peut les maîtriser — voir accidents aux Etats-Unis : Louisiane et Santa-Barbara en Californie ;

— ni la possibilité qu'à toute personne de venir signaler, non « à qualité », mais en tant que simple citoyen (ce qui n'est pas précisé), son opposition au projet, en inscrivant ses observations et ses oppositions sur le registre créé à cet effet à la préfecture, ou en écrivant au Préfet concerné.

Les gens qui n'habitent pas à proximité de la Préfecture doivent choisir le moyen de la « lettre recommandée avec accusé de réception ». Il semblerait alors que cette dernière procédure n'ait d'autre but que de décourager définitivement tout citoyen moyennement fortuné de faire son devoir. Ce dernier doit en effet, lorsqu'il s'oppose au projet, adresser une lettre recommandée au Préfet et aussi à chacune des « sociétés pétitionnaires » (au nombre de trois dans l'enquête en question). D'où les frais suivants :

— 4 timbres à 0,50 F	2,00
— 4 timbres P & T (Recommandés avec A.R.)	16,00
— Frais de dactylographie	20,00
Total	38,00 F

Sans commentaire.

Conséquences sur l'efficacité de l'enquête :

— du 21 août au 18 septembre : pas une observation sur le registre, pas une lettre reçue.

— Il n'y en aurait jamais eu une seule si le 17 septembre, la SEPANSO n'avait fait paraître un article dans le journal « Sud-Ouest-Dimanche », donnant aux gens les précisions nécessaires, mais cette fois-ci en « clair » : les deux derniers jours de l'enquête, 10 lettres ou observations au moins étaient alors enregistrées (19 et 20 septembre). D'autres arriveront certainement trop tard.

LA PROCEDURE D'ENQUETE ENTACHEE DE NULLITE

Un délégué de la SEPANSO ayant fait l'étude complète des dossiers d'enquête déposée à la Préfecture par les trois sociétés pétitionnaires, a pu constater que le périmètre d'étude soumis à l'enquête n'était même pas matérialisé de façon correcte sur les cartes marines (2) jointes aux casiers et qu'il n'était donc pas possible pour les citoyens de juger avec exactitude de l'étendue de ce périmètre. Ceci a été consigné sur le registre d'enquête et a été signalé au chef du Bureau 207, responsable des dossiers, qui peut en témoigner : la limite du périmètre contestable est la ligne dite J-K du périmètre ou « limite du plateau continental français ». Dans aucune des trois cartes, cette ligne n'est représentée par un procédé graphique précis et identiquement :

- carte SHELLREX : une ligne courbe.
- carte C.F.P. : une ligne droite.
- carte ESSO-REP : rien du tout.

Enfin les annonces légales faites dans les journaux ne portent aucune carte situant les périmètres de recherche pour le public, mais seulement les coordonnées géographiques de ces derniers : une succession de points totalement incompréhensible. Une personne non spécialisée est incapable de les reporter sur une carte, car les coordonnées sont données :

- en grades et non en degrés (atlas classiques),
- par rapport au méridien de PARIS et non de GREENWICH des cartes scolaires.

CONCLUSION : Les enquêtes publiques sur les projets pétroliers sont organisées de telle sorte que le public est dans l'incapacité totale de donner son avis ; elles sont donc contraires à la loi et antidémocratiques.

Sepanso.

(1) Rappelons qu'aux USA, au contraire, les liges de citoyens peuvent stopper la construction des centrales nucléaires et retarder de deux ans au moins, sinon pour toujours, la pose du pipeline TRANS-ALASKA évalué à 3 milliards de dollars.
(2) « Cartes hydrographiques françaises sur lesquelles sont précisées les sommets et les limites du périmètre sollicité et les points géographiques servant à les définir » (définition d'ESSO).

VA-T-ON TUER LES OCEANS ?

AVIS D'ENQUETE

Demande de permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux portant sur le sous-sol de la mer territoriale ou du plateau continental ainsi que sur le continent dit « Permis de Biscarrosse Maritime »

Par pétition du 26 juin 1972, l'Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières (E.R.A.P.) dont le siège est à Paris (15e), 7, rue Nelson, a sollicité l'octroi pour une durée de cinq ans d'un permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Biscarrosse Maritime », d'une superficie de 748 kilomètres carrés environ portant sur le sous-sol de la mer territoriale et du plateau continental au large des départements de la Gironde et des Landes ainsi que sur une partie infime du territoire de ce dernier département.

Ce permis serait valable à l'intérieur d'un périmètre constitué par les arcs de méridiens et de parallèles joignant successivement les sommets définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien origine étant celui de Paris :

A	4,30 gr W	49,50 gr N
B	4,00 —	49,50 —
C	4,00 —	49,55 —
D	4,01 —	49,59 —
E	4,01 —	49,56 —
F	4,00 —	49,56 —
G	4,00 —	49,30 —
H	4,10 —	49,30 —
I	4,10 —	49,40 —
J	4,20 —	49,40 —
K	4,20 —	49,50 —
L	4,25 —	49,50 —
M	4,25 —	49,60 —
N	4,30 —	49,60 —
O	4,30 —	49,70 —
P	4,30 —	49,70 —

En exécution des prescriptions du décret n° 70-988 du 29 octobre 1970 relatif à l'instruction des demandes portant sur des titres miniers, une enquête sur cette demande, qui a fait l'objet d'un avis publié au « Journal officiel » du 28 juillet 1972, a été ouverte du 11 août au 10 septembre 1972.

Toutefois, à la suite d'une omission, une nouvelle enquête sur la dite demande sera ouverte dans le seul département de la Gironde, du 22 septembre au 21 octobre 1972.

Pendant la durée de cette enquête, une copie de la demande et un extrait de carte portant les limites du périmètre sollicité seront déposés à la préfecture de la Gironde ainsi qu'au ministère du développement industriel et scientifique (direction de la technologie, de l'environnement industriel et des mines - bureau de législation - 97,

rue de Grenelle, PARIS (7e), où le public pourra en prendre connaissance tous les jours ouvrables.

Les observations seront, soit consignées par leurs auteurs sur le registre ouvert à cet effet à la préfecture de la Gironde, soit adressées par lettre recommandée au préfet.

Les oppositions devront être adressées par leurs auteurs par lettre recommandée ou notifiées par acte extra judiciaire au préfet de la Gironde.

Les observations et les oppositions devront être consignées, reçues ou notifiées avant la fin de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 21 octobre 1972.

Les demandes en concurrence éventuelles ne seront recevables que pour la partie du permis situés au large du département de la Gironde. Elles devront être constituées dans les formes prescrites par les articles 2 et 3 du décret n° 70-988 du 29 octobre 1970 et déposées au plus tard avant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête, soit avant le 21 novembre 1972 dans les conditions suivantes :

— L'original sur timbre, avec ses annexes et une copie de toutes les pièces au ministère du développement industriel et scientifique (Direction de la technologie, de l'environnement industriel et des mines - bureau de législation - 97, rue de Grenelle, PARIS (7e) ;

— Une copie de la demande avec ses annexes au ministère du développement industriel et scientifique (Direction des carburants - 3 et 5, rue Barbet-de-Jouy, PARIS (7e) ;

— Une copie de la demande ainsi qu'un exemplaire de la carte et du mémoire justifiant les limites du périmètre demandé au préfet de chaque département sur lequel porte le permis sollicité.

Les demandes en concurrence et les oppositions éventuelles devront en outre être notifiées par leurs auteurs à l'Entreprise de Recherches et d'Activités Pétrolières par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Cet avis ou à défaut le récépissé du dépôt accompagné de l'avis de la poste constatant que la lettre n'a pu être remise, devra être adressé au préfet de la Gironde.

le plateau continental qui longe sur 3 500 km les côtes françaises et où la pollution des eaux est déjà la plus avancée. Tout est prévu. Les compagnies françaises, anglaises, américaines ont déposé des demandes allusives de permis de recherche en Méditerranée, dans le golfe de Gascogne, en Aquitaine, sur la Côte basque, partout. Pour l'instant, élections-discrétion, on évite de faire du bruit sur le sujet, d'autant que les populations riveraines (rétrogrades, rousseauistes et irresponsables) font vilain et osent prétendre que les forages sont dangereux, surtout à plus de 500 m de profondeur. Mais attendez avril et vous verrez. Les chercheurs n'entendent pas se cantonner au plateau continental (200 m de fond). Ils espèrent trouver du pétrole à 2 000 m et plus, là où

toute intervention humaine est impossible en cas de fuite, d'explosion et de secousse sismique. L'accident étant un jour ou l'autre INEVITABLE, la multiplication des forages multipliant les risques, imaginez l'avenir de la Méditerranée, mer fermée par le détroit de Gibraltar et dont les eaux mettent 80 ans à se renouveler ! Dans le genre masochiste, on peut guère aller plus loin que faire crever la « mare nostrum » dont plusieurs civilisations ont vécu pendant plus de 20 siècles. Après avoir triomphé de mai 68, les pompes à essence mettront-elles, si je puis dire, les océans en terre ? Beau sujet de bataille électorale. Mais la question ne sera pas posée ! Soyez-en persuadés ! Changez la vie, d'accord, mais en gardant la bagnole !

Arthur.

Dans quoi vous baignerez-vous cet été ?

La pollution par les hydrocarbures n'est certes pas le seul motif de crainte pour la vie de la Méditerranée. Du Rhône à Menton, deux cents égouts se déversent dans la mer (Marseille, Toulon). L'industrie considère la mer comme sa poubelle réservée (boues rouges de la Montédison, Pechiney à Gardane), et la concentration touristique l'été n'arrange pas la situation. Mais l'ouverture des forages prévus sera le coup de grâce. On a calculé que dans le monde, 800 puits laissent déjà échapper des quantités plus ou moins grandes de pétrole. Et la commission d'enquête américaine sur la catastrophe de Santa Barbara a conclu qu'il fallait s'attendre à un accident grave par an à partir de 1980. Si cet accident grave survient en Méditerranée... ! Par ailleurs, le pétrole ne se contente pas de donner mauvais goût au poisson, quand il ne le tue pas. En dehors de la salissure des plages et des inconvénients touristiques, on a constaté que les vases fixent en concentration importante une substance cancérigène, le benzopyrène. Cette substance se retrouve dans les animaux comestibles qui risquent de devenir des vecteurs cancérigènes pour l'homme : coque, moule, palourde, concentrent, dans les zones polluées, des traces de benzopyrène. De quoi compléter l'enquête de « Que Choisir » (journal de l'Union fédérale des Consommateurs) sur les traces de mercure retrouvées dans les moules des côtes françaises, anglaises, hollandaises et danoises (Que Choisir, n° 72, janvier 73, 6, rue du Général-Delestraint, 75016-PARIS).

Sud-Ouest, 22-9-72.

L'hépatite virale en constante progression

Quant à l'hépatite virale, elle inquiète de plus en plus les responsables de la Santé publique par sa constante progression. La transmission de la maladie se fait par un virus présent dans les eaux polluées, mais aussi dans le lait et certains aliments comme les coquillages crus et les huîtres.

L'hépatite virale peut également compliquer une transfusion sanguine. La maladie est alors transmise par du sang souillé, par des aiguilles de seringues, des bistouris ou des instruments de tatouage ayant été en contact avec du sang contenant le virus de l'hépatite.

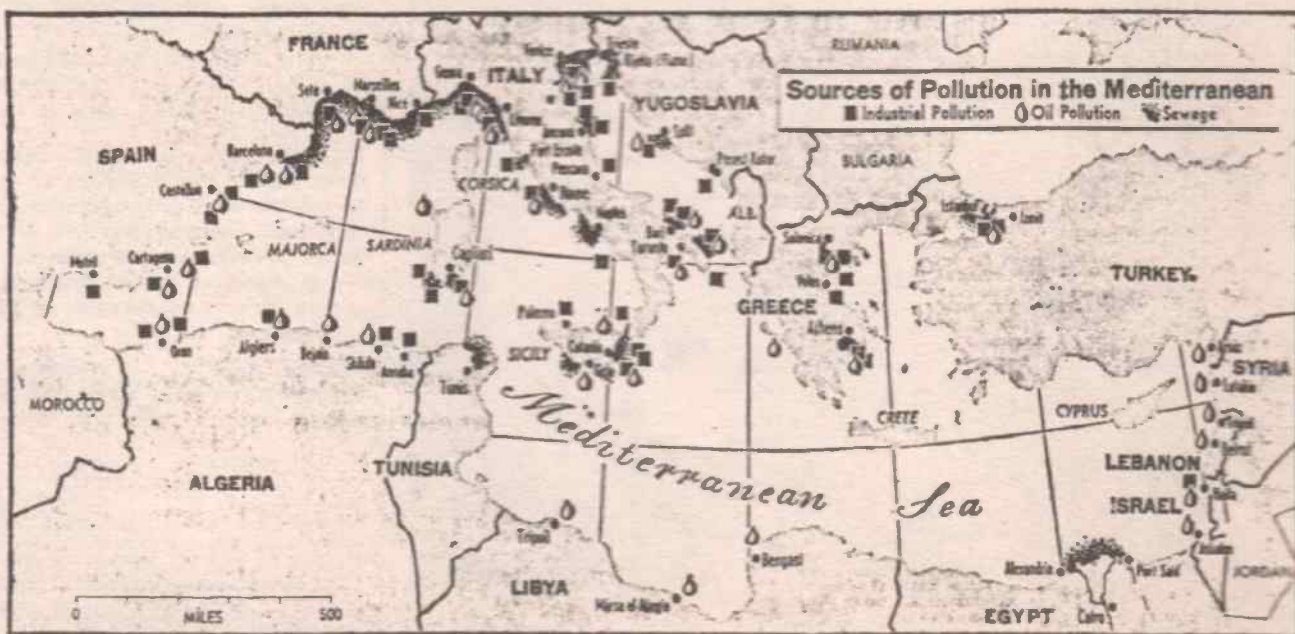
La décision prise par le ministre de la Santé publique d'ajouter l'hépatite virale et la rage à la liste des maladies à déclaration obligatoire permettra notamment de mieux localiser les foyers d'infection, ce qui devrait conduire, à plus ou moins longue échéance, à une plus grande connaissance des causes et à une meilleure prévention de ces deux maladies.

Herald Tribune

Published with The New York Times and The Washington Post

Page 6

PARIS, MONDAY, DECEMBER 6, 1971



Sewage : pollution « agricole » (pesticides, engrais chimiques...)

Le Progrès, 23-1-73.

FOURNIER EST MORT C'EST PAS LA FIN DU MONDE

Fournier est mort!



On est foutus...

N'ÉTAIENT PAS FORCÉMENT TRISTES. ON S'INTERROGEAIT : EST-CE QUE LA MERDE MONTAIT PLUS VITE ? NON, ELLE NE MONTAIT PAS PLUS VITE. MAIS ELLE MONTAIT. C'ÉTAIT UN SIGNE DE L'INÉLUCTABLE : FOURNIER AVAIT ÉTÉ CHEZ NOUS UN DES PREMIERS A CRIER ATTENTION ! ON NOUS CHIE SUR LA GUEULE... LA SITUATION NE CHANGEAIT PAS VISIBLEMENT AVEC SA DISPARITION, PREUVE QU'IL AVAIT RAISON. SA LUCIDITÉ NOUS AVAIT RENDUS DISPONIBLES, ATTENTIFS. PEUT-ÊTRE PAS TELLEMENT COMBATIFS, PARCE QU'IL NE L'ÉTAIT PAS BEAUCOUP

Tu as appris pour Fournier?

Mais non, c'est une blague, ils ont rien dit à la télé.



LUI-MÊME, MAIS ÇA VIENDRAIT, ÇA VIENDRA.

AU DESSUS IL Y A UN BLANC. APRÈS CE BLANC, JE SUIS ALLÉ A L'ENTERREMENT, DANS UN VILLAGE TRANQUILLE ENDORMI ENTRE DEUX COLLINES VERT PASSÉ, UN VERT DOUX ET SEC D'HIVER. IL Y AVAIT PLEIN DE MONDE, QUELQU'UN PRÈS DE MOI A DIT : IL NE



Fournier est mort

Chouette, Franquin va être obligé de reprendre "Spirou"

Mais non idiot, c'est pas le même!

FOURNIER EST PLUS GRAND MORT QUE VIVANT

Le plus con, c'est qu'il verra pas la fin du monde...



MANQUE QUE FOURNIER. C'ÉTAIT UNE ERREUR, IL ÉTAIT BIEN LÀ, MAIS IL EST DISCRET, IL NE CAUSE JAMAIS BEAUCOUP. IL AURAIT SUFFI DE BIEN LE CHERCHER, PEUT-ÊTRE DE SOULEVER LE COUVERCLE DE LA CAISSE POUR QU'UN RAYON DU SOLEIL D'HIVER S'Y GLISSE ET FASSE BRILLER UN PETIT QUELQUE CHOSE DANS SON ŒIL, PAR DESSOUS SES LUNETTES. MAIS PERSONNE N'A OSÉ, L'ENTERREMENT D'UN PAPE, ATTENTION, C'EST SÉRIEUX. ALORS ON A SEULEMENT LU LES TÉLÉGRAMMES DE CONDOLEANCES DE POMPIDOU ET DE POUJADE, CELUI DE MARCHAIS, QUI RAVALAIT SES CONNERIES SUR LA CROISSANCE ZÉRO, ET CELUI DE MONSIEUR RHÔNE-POULENC, ET DE MONSIEUR DASSAULT, ET DE LA MÈRE UGINE-KUHLMAN. APRÈS, ON A FAIT UN

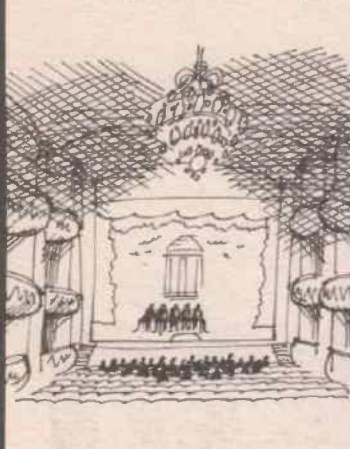
Avant, il y avait ceux qui lisaient Charlie Hebdo en sautant les pages de Fournier, et ceux qui ne l'achetaient que pour lui.

Oui, maintenant les ventes vont baisser...



MUT-MUT

ceux qui luttent...



Les Amis du Vieux Châlons se réunissent au théâtre. Ils auraient bien voulu donner leur avis sur la reconstruction de l'lot G...



Le maire n'était pas ennemi de la concertation: comme architecte de la rénovation urbaine, il choisit l'architecture du Grand Bazar de la Mairie...



Le 3 Août dernier, les Amis du Vieux Châlons insistent pour être reçus par le Maire. Au bout de 5 heures d'attente, les flics arrivent. Ils s'en vont.



Deux jours après, sur la route des vacances, un bulldozer rate un virage et vient justement s'écraser sur le théâtre. Il est raté!



Et profitant de son élan, le bulldozer rase les maisons alentour. Les vœux qui saluaient le sort précipitamment relégués dans les H.M., en jolies maisons.



La Commission des Sites avait séduisant donné son accord. (Bonne?) Il n'y avait donc plus de théâtre à Châlons.



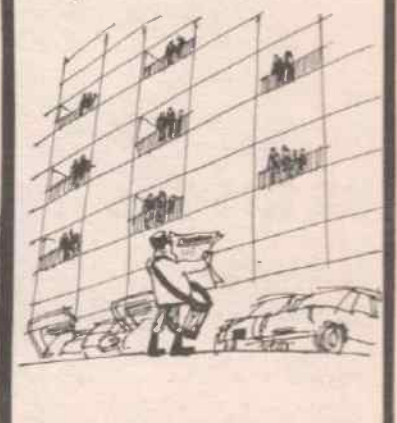
Mais il y a une patinoire toute neuve. Dans une patinoire, on peut faire du théâtre. Mais dans un théâtre, on peut pas patiner.



Je remarque simplement que le maire appelle les flics la encore, mais c'était pour les inviter à se joindre au vid d'honneur.



LES AMIS DU VIEUX CHÂLONS SONT REPLÉS SUR LA SALLE PAROISSIALE S'LOUP? EH BIEN, ON VA LA DÉMOUR!



LES AMIS DU VIEUX CHÂLONS SONT TRISTES. Ils ne peuvent même pas regarder pour se soulager: le journal local, acquis à la municipalité, ignore les groupuscules.



Alors ils se posent des questions... Faut-il les conduire dans la rue, faire des grèves de la faim, ou rien d'affreux les quelques notables et commerçants.



JE ME DEMANDE SI JE VAIS TENDRE MA CARTE DES AMIS DU VIEUX CHÂLONS OU BIEN ME FOUTRE À L'EAU?



Mais une carte dans une main et la poche de l'autre, se les gâchent. Maintenant, ils pichent des bonz mains.



LES AMIS DU VIEUX CHÂLONS ONT ENVOYÉ UN QUESTIONNAIRE À TOUTS LES CANDIDATS DÉPUTÉS DE LA CIRCONSCRIPTION. Ils continuent la lutte.



DOMMAGE QU'ILS NE VEULENT PAS "POLITIQUER LEUR ACTION". Ils auraient pu solliciter la réponse du maire. Mais, s'il n'y avait pas la crainte d'un procès en diffamation, je vous dirais ce que je pense de ça.

VILLE DE CHÂLONS-SUR-MARNE



CAMBIÉ DEPUTÉ-MAIRE

5 février 1973

Monsieur le Président de l'Association Les Amis du Vieux Châlons 29, rue Léon Bourgeois 51 - CHÂLONS S/MARNE

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu m'adresser au nom de la section de Châlons de l'Association Nationale pour la protection des villes d'Art, un questionnaire portant sur un certain nombre de problèmes relatifs à la politique culturelle et à la politique de l'environnement.

C'est bien volontiers que je vous m'attache à vous donner très précisément ma position sur les divers problèmes évoqués dans ce questionnaire.

I - Il est bien évident que je ne viserais en aucun cas un budget national qui accorderait moins de 1 % des crédits aux affaires culturelles puisque ce taux est celui actuellement atteint et que descendre en-dessous constituerait une régression inadmissible.

II - a) Je suis tout à fait favorable à ce que toute demande de permis de construire et toute enquête commodi-incomodi soient rendues publiques par affichage à la Mairie de la commune concernée et sur le terrain concerné ainsi que par publication dans la presse locale.

b) Il me paraît par contre très difficile d'interdire strictement toute dérogation de densité ou d'urbanisme ou d'occupation des sols. Ce serait là même, à ces plans une rigueur contraignante assez incompatible avec l'humanisation des règles administratives qui me semble par ailleurs souhaitable. Mais il est certain que ces dérogations doivent être limitées au maximum et rigoureusement prosrites dans tous les cas où elles constitueraient une atteinte à l'environnement sous quelque perspective qu'on le prenne.

III - J'attache la plus grande importance à la promotion des espaces verts en tissu urbain de même qu'à la lutte contre toutes les pollutions et nuisances.

IV - Je suis très favorable à la réservation du cœur des villes à la circulation piétonnière de même qu'il me semble contraire aux objectifs définis ci-dessus de réduire les espaces publics existants sous quelque prétexte que ce soit.

Je ne peux être que favorable au principe de la création de secteurs urbains protégés tout en soulignant la nécessité que ceux-ci fassent l'objet d'études préalables approfondies quant à leur délimitation de façon à ne pas nuire à la croissance harmonieuse des agglomérations concernées.

Vous n'ignorez pas que la rénovation urbaine du centre ville, conformément aux décisions prises par le Conseil Municipal va entrer dans sa phase active. Ainsi que des enquêtes récentes l'ont montré, les Châlonnais sont très attachés à ce que cette opération de promotion de notre ville soit entreprise.

Je tiens à préciser que cette opération sera également importante en ce qui concerne le développement de nos équipements culturels puisqu'elle permettra la réalisation d'un musée accordant une grande place au folklore champenois et dans l'environnement duquel pourra être prévue la reconstruction de maisons anciennes telles que celle de la rue Clémengis dont la conservation a été assurée.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de mes sentiments distingués et dévoués.

Jean DEGRAEVE

CENTRALES NUCLEAIRES ET ENVIRONNEMENT

DEUXIEME PARTIE DE L'ARTICLE
DE PHILIPPE LEBRETON PARU DANS
LE NUMERO 4 DE LA GUEULE OUVERTE

LE RISQUE NUCLEAIRE PACIFIQUE

Le danger de contamination que représente la poursuite des essais nucléaires aériens ou que constituerait une guerre nucléaire est suffisamment reconnu pour qu'il soit inutile d'insister là-dessus (sauf sans doute en France).

L'implantation prochaine d'une centaine de réacteurs de puissance dans notre pays, d'un millier peut-être en Europe, de plusieurs milliers dans le monde ou "biosphère", pose par contre un problème important résumé comme suit : la solution nucléaire risque-t-elle d'entraîner l'espèce humaine dans une impasse biologique ?

Envisageons successivement les risques accidentels, puis en fonctionnement "normal" ; parmi ces derniers seront considérées la pollution thermique, l'irradiation externe, l'irradiation interne.

Accidents de fonctionnement

Ils sont relativement rares, voire inexistants sous l'aspect "bombe" auquel le grand public assimile généralement le fonctionnement d'un réacteur atomique. Divers dispositifs de sécurité existent en effet pour bloquer la réaction de fission et l'empêcher de "diverger" au-delà d'une valeur critique aisément mesurable (élévation de température ou du flux de neutrons) ; on interpose par exemple entre les barreaux d'Uranium des barreaux de Bore ou de Cadmium qui, très avides de neutrons, stoppent rapidement la réaction. Des dispositifs de fluides permettent également d'évacuer les calories excédentaires. Une imposante machinerie électronique assure la régulation automatique de l'ensemble.

Au pire l'explosion d'un réacteur (soulignons qu'il s'agirait d'une explosion au sens **mécanique** du terme, sous l'influence d'une surpression, et non d'une explosion nucléaire (*) entraînerait contamination dans un rayon de quelques kilomètres au plus, périmètre de protection généralement respecté dans l'implantation des centrales.

On peut toutefois s'inquiéter à ce propos de la situation des réacteurs sur les rives de cours d'eau (ou de mers), exigée par le problème de leur refroidissement (voir ci-dessous) : en cas d'explosion, en effet, de considérables quantités de produits de fission seraient véhiculées par les eaux, pouvant de ce fait contaminer des nappes phréatiques, des lacs ou des zones de pêche côtière. Dans le même ordre d'idées signalons le danger que présentent pour le milieu marin les navires à propulsion nucléaire et rappelons qu'un sous-marin américain s'est perdu corps et biens, libérant à court ou moyen terme le contenu de son réacteur (***) et de ses fusées nucléaires.

L'un des plus graves accidents survenus à des réacteurs nucléaires a été celui de Windscale (Grande-Bretagne) en 1957 : l'emballement du réacteur entraîna (entre autres) libération dans l'atmosphère de 20 000 Ci d'Iode 131 (période 8,3 jours) ; le nuage radioactif parvint jusqu'au Danemark et la consommation du lait dut être interdite pendant des jours dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. Il convient toutefois de signaler que ce cas n'a que

(*) Signalons toutefois que l'emploi d'Uranium enrichi et de Plutonium augmente les risques de voir s'accumuler en un point du réacteur, pour des raisons accidentelles, des quantités de combustible supérieures à la masse critique. Il en est de même dans les usines de traitement des combustibles irradiés (voir p. ex. Frochard).

(**) Correspondant à des puissances « moyennes », de l'ordre de 100 MW, soit 135 000 CV.



certains réacteurs (Chinon, Chooz, Monts d'Arrée) ayant même subi des arrêts de plusieurs mois, voire de plus d'une année consécutive.

En résumé toutefois, il ne semble pas que la probabilité d'accident pouvant frapper un réacteur de conception moderne conduit par un personnel éprouvé puisse actuellement provoquer de graves inquiétudes. Néanmoins, le danger ne fera qu'augmenter statistiquement au fur et à mesure que croîtront le nombre des réacteurs, leur puissance et leur complexité technologique (uranium enrichi, plutonium, sodium fondu).

Risques en fonctionnement normal

Nous attacherons plus d'importance au risque "de routine", non seulement en raison de son caractère permanent et cumulatif, mais aussi de son aspect plus discret pouvant, contrairement au cas précédent, masquer les dangers à long terme, pour les techniciens comme pour le public d'ailleurs.

La pollution thermique

Les schémas présentés montrent que l'eau de refroidissement du circuit secondaire a pour fonction de condenser la vapeur d'eau en sortie de turbine, ou, comme disent les physiciens, de constituer la source froide du système thermodynamique. Il est en effet connu depuis plus d'un siècle (théorème du rendement maximum, énoncé par Carnot et Clausius) qu'une machine à vapeur (et un réacteur nucléaire de puissance n'est pas autre chose, même si son foyer diffère quelque peu de celui de la machine de Papin...) produit du travail par transfert de chaleur entre deux sources de températures différentes. Plus précisément, le rendement de l'opération (c'est-à-dire le taux de transformation de la chaleur, énergie thermique "dévaluée", en énergie "noble".

CENTRALES NUCLEAIRES

mécanique ou électrique) ne peut dépasser la valeur $r = 1 - T_1/T_2$, T_1 et T_2 étant les températures absolues (° K) respectives des deux sources.

Il en résulte en pratique :

— qu'il est intéressant de refroidir la machine (pour évacuer les calories non transformées en travail) à une température aussi basse que possible; l'eau étant le seul fluide utilisable en pratique, sa température de condensation (soit 100 °C) représente une limite contre laquelle butent toutes les centrales thermiques, conventionnelles ou nucléaires. Ce fait nous apprend toutefois pourquoi les réacteurs sont implantés auprès des fleuves (où des grands lacs et océans, comme aux USA (*)).

— qu'il est intéressant d'utiliser de la vapeur d'eau portée à température aussi élevée que possible. C'est là que pèchent, du moins pour l'instant, les centrales nucléaires; alors que la combustion du fuel permet d'obtenir de très hautes températures d'où production de vapeur à haute pression et bon rendement des turbo-alternateurs, il est en effet difficile de dépasser ici des températures de l'ordre de 350-400 °C.

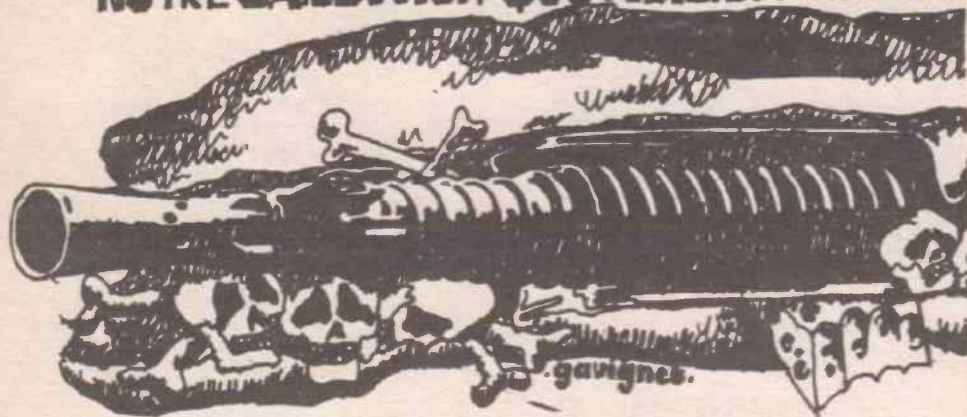
Les conséquences de ces faits sont les suivantes : alors que les centrales conventionnelles modernes atteignent un rendement de près de 45 %, les centrales nucléaires, évoluant entre deux pôles chaud et froid voisins de 670 et 370° K, ne peuvent prétendre qu'à 45 % en théorie, c'est-à-dire en pratique à 30 % au mieux. Les chiffres avancés par l'EDF pour Bugey I (540 MW électriques pour 1 880 MW thermiques) correspondent ainsi à un rendement de 28 %, maximal en fait puisque ne tenant pas compte des arrêts inévitables et des pannes.

A dire vrai, le fait n'aurait que peu d'importance pour l'environnement s'il se limitait là, car il ne s'agirait que d'un problème économique basé sur les

de turbomeca. Une seconde était inaugurée en juin 71 et, en janvier 70, Debré reconnaissait que, comme il n'y avait pas d'embargo sur les pièces détachées, il en était livré

Ainsi, Arabes et Israéliens... pourvus et l'embargo n'est qu'un maigre étron flottant sur les égouts du profit.

NOTRE SANDWICH QUOTIDIEN. (vendu sans



prix comparés des combustibles (fuel, charbon, uranium), les réserves, la maintenance, etc. Mais tout théorème ayant son corollaire, il résulte des mêmes faits que si une centrale nucléaire ne parvient à transformer en travail que le quart de la chaleur qu'elle dégage, les 3/4 en seront emportés par le circuit secondaire, en d'autres termes par l'eau de la rivière.

A puissance électrique égale, une centrale nucléaire rejette donc dans l'environnement près de 2,5 fois plus de calories que sa concurrente conventionnelle. Et dans la mesure où la pollution peut se définir comme le rejet de produits de l'activité humaine pouvant nuire au milieu naturel, on peut employer ici le terme de **pollution thermique**.

Ainsi l'eau prélevée par Bugey I dans le Rhône lui est-elle restituée à une température augmentée de 9 °C; compte tenu des débits de prélèvement (30 m³/s) et du fleuve, celui-ci voit sa température élevée de 0,6 à 1,6 °C selon les saisons. L'influence d'une seule centrale de ce type ne mérite pas à dire vrai le nom de pollution; mais, étant donné que le projet porte sur une puissance totale de 2 500 MWé (et "avec des dispositions spéciales, 5 000 MW sont envisageables"), ces chiffres sont à multiplier par un facteur proche de 5 rendant alors le phénomène parfaitement sensible.

En quoi la pollution thermique est-elle nocive pour l'environnement naturel ou humain? Non pas qu'elle soit capable de supprimer toute vie (elle accélérera même certains processus métaboliques et favorisera certaines espèces, végétales et animales), mais parce qu'elle éliminera toute une gamme d'espèces parfaitement et étroitement adaptées aux conditions actuelles, connues depuis des siècles. Plutôt que d'entrer dans des considérations

(*) Une économie d'eau peut être envisagée par refroidissement à double circuit, l'eau cédant à son tour ses calories à de l'air (tours de ruissellement); l'évaporation empêche le système de fonctionner totalement sur lui-même et ne fait que décaler le problème à un autre niveau de l'environnement climatique.

écologiques de détail, faisons appel à des données connues de 4 millions de Français, puisqu'elles concernent la pêche. Il est connu qu'il existe plusieurs catégories de poissons, dont les plus nobles sont constitués par les salmonidés : truite, saumon, ombre pour les rivières; lavaret, féra, omble chevalier pour les lacs. A l'opposé, les poissons "blancs" comme la brème, le chevesne, la carpe, la tanche, sont moins appréciés, soit pour leur valeur sportive, soit pour leur valeur culinaire.

Les premiers habitent précisément les eaux froides, bien oxygénées et quitteront les lieux dès réchauffement (+ 3 °C est déjà bien sensible), laissant la place à une masse piscicole éventuellement plus élevée, mais dont la valeur ne saurait se comparer à la précédente.

Par ailleurs, le réchauffement des fleuves (ou de l'air dans le cas d'autres systèmes réfrigérants) s'exprimera également au niveau des climats locaux ou régionaux, affectant le régime des brouillards, des pluies, du verglas, voire des vents; elle peut également perturber les échanges des couches d'eau dans les lacs.

Si la pollution thermique n'a à l'heure actuelle nul degré de gravité, des calculs amènent à un certain pessimisme pour l'avenir. Si, comme l'affirme l'EDF, la France de l'An 2000 consomme 1 000 milliards de kWh (majorité de centrales nucléaires à rendement amélioré de 33 %), il se produira un dégagement de 1,7.10¹² kcal à la production (*) étant donné que le volume des précipitations annuelles en France est de 440 milliards de m³ (**), dont 260 sont réévaporés (physiquement ou par les végétaux), la chaleur en question dispose au mieux de 180 milliards de m³ d'eau courante pour s'évacuer vers la mer.

Une simple division nous permet de prévoir une élévation de 10 °C de la température des eaux, davantage encore puisque toute l'énergie transformée en électricité retourne elle aussi en chaleur quel que soit son emploi (radiateur ou moteur)... L'Etat lui-même se verra placé en contradiction avec ses propres lois, qui interdisent le rejet d'eaux industrielles à plus de 26 °C; faudra-t-il stopper les centrales à la belle saison... ou modifier, sinon les habitudes des poissons, du moins les textes législatifs?

De même, compte tenu des projets de centrales autour des grands lacs canado-américains, a-t-on pu écrire que leur eau se mettrait à bouillir avant la fin du siècle...

L'irradiation externe

Les quantités de radioéléments contenus par un réacteur après un an de fonctionnement sont sans commune mesure avec ce que la notion de Ci, unité déjà biologiquement très élevée, permet néanmoins d'appréhender : une centrale de 1 000 MW produit ainsi l'équivalent de centaines de tonnes de radium; dans le même temps la quantité de Strontium 90 produite est égale à celle dégagée par une explosion nucléaire de 10 mégatonnes, soit 500 fois la bombe d'Hiroshima; quant au Plutonium, sa production atteint environ 100 kg pour 500 tonnes d'Uranium naturel au départ (**).

Il est bien évident que de telles quantités entraîneraient de très graves dommages dans l'entourage immédiat si diverses précautions ne pouvaient être prises.

Notons tout d'abord que la grande majorité des émetteurs sont de type bêta, de telle sorte que la masse et la paroi du réacteur lui-même constituent un écran parfaitement suffisant à cet égard. Mais restent les X de freinage (assez mous cependant), les neutrons et surtout le rayonnement gamma, très pénétrant (dont celui des réactions d'activation dites n, gamma). C'est essentiellement contre lui qu'est élevé l'important écran de béton assurant également la solidité mécanique de l'ensemble.

De la sorte le rayonnement dans la salle même contenant le réacteur permet le séjour, même prolongé, sans dépasser les normes de sécurité actuellement admises; à plus forte raison en est-il des "civils" situés hors de la salle et du périmètre de quelques ha abritant la centrale. La dose annuelle au voisinage d'une centrale nucléaire en fonctionnement normal ne dépasse pas 5 mRem, chiffre à comparer à plusieurs autres :

— d'une part à la quantité mortelle de rayonnement, de l'ordre de 600 Rem en une seule irradiation corporelle (soit 100 000 fois plus sur un an);

— d'autre part aux doses admises par la loi (décret du 20 juin 1966), égales à 170 mRem/an pour l'ensemble de la population (maximum tolérable pour un individu isolé : 500 mRem), soit encore 50 fois le rayonnement noté au voisinage d'une centrale;

— aux doses "naturelles" enfin, c'est-à-dire délivrées par l'environnement lui-même, hors de toute action humaine. Le chiffre est de l'ordre de 150 mRem/an, variable selon les régions, les terrains primaires étant les plus actifs. Au rayonnement du sol s'ajoutent les rayons cosmiques et les radiations délivrées par notre corps lui-même, dont celui du Potassium 40, radio-isotope présent dans le sang en très faible teneur.

Doses naturelle et artificielle sont donc du même ordre de grandeur, la première ayant évidemment servi de base de définition à la seconde. Notons pour conclure que les normes admises pour les professionnels sont 10 fois

(*) 1 000 milliards de kWh = 10¹² kWh = 3,6.10¹² = 3,6.10¹⁵ kJoules = 8,6.10¹⁴ kcal. Un rendement de 33 % impliquant dissipation d'une quantité double de chaleur, on parvient donc à 1,7.10¹⁵ kcal.

800 mm de pluie tombant annuellement sur 550 000 km² donnent un volume de 0,8 x 5,5.10¹¹ m³ = 4,4.10¹¹ m³ = 440 milliards de m³ = 4,4.10¹⁴ litres.

(**) Ce qui, compte tenu de la toxicité du Plutonium (mortel à 0,7 microgramme) représente une quantité mortelle pour 140 milliards d'individus, soit 40 fois la population actuelle de la planète. Les réacteurs français, ayant produit en 1970 environ 5 milliards de kWh, ont fourni une masse de Plutonium permettant la fabrication de quelques dizaines de bombes A.

celles de la population normale, soit 5 Rem/an pour un individu donné (*). Cette norme est d'ailleurs en retrait sur les données antérieures : 1,4 Rem/semaine avant la dernière guerre, 0,3 Rem/semaine jusqu'en 1958, 0,1 Rem/semaine actuellement. Dans le cadre de la doctrine du "Release Zero", l'AEC américaine vient d'abaisser à 5 mRem/an l'irradiation limite au voisinage d'une centrale, ce qui ne va pas sans soulever quelques contestations chez les partisans du kW nucléaire...

L'irradiation interne

Si les risques d'irradiation externe à proximité d'une centrale peuvent raisonnablement être tenus pour négligeables, sauf accident, il n'en est pas de même "a priori" du problème de l'irradiation interne, c'est-à-dire délivrée dans le corps même par les radioéléments pouvant s'échapper des réacteurs et venir contaminer l'air, la boisson ou la nourriture.

Nous traiterons successivement des fuites notées sur place même, puis du problème des déchets après arrêt des réacteurs ; les deux filières sont à considérer séparément.

FUITES EN COURS DE FONCTIONNEMENT

Réacteurs Uranium naturel-Graphite

Contrairement à la notion de "caisson étanche" employée par l'EDF, les pertes de CO₂ (employé comme fluide caloporteur primaire sous 40 kg de pression, ou produit par oxydation du graphite) sont très importantes, atteignant normalement plusieurs tonnes par jour (une tonne de CO₂ équivaut à 500 000 litres à la pression atmosphérique).

Si le CO₂ n'est pas chimiquement dangereux en lui-même, il porte d'une part sa propre radioactivité (Carbone 14 formé par activation des traces d'Azote contenu (air) dans le réacteur), il entraîne d'autre part les produits gazeux ou volatils de fission, notamment après rupture (assez fréquente...) du gainage entourant les barreaux d'Uranium : gaz comme Krypton 85 et Xénon 133, Iode 131, ou d'activation : Argon 41 formé à partir de l'Argon naturel.

Parmi les quelques documents divulgués par le CEA et l'EDF, citons (Fitoussi et al.) que la pile EL3 (Saclay), de puissance pourtant faible (13 MW) n'a pas rejeté moins de 270 000 Ci d'Argon 41 en 1965-1966 ; ce radioélément a fort heureusement une période relativement courte (110 mn). A Chinon (Delpla et al.) les deux réacteurs EDF 1 et 2 (80 et 200 MW) ont rejeté une quantité de gaz radioactifs de longue période (essentiellement Krypton 85, période 10,5 ans) permettant de chiffrer à 30 000 Ci/an le dégagement de régime d'une centrale de 1 000 MWé.

Pour les réacteurs de cette filière, les effluents liquides, sauf accidents, sont quasi nuls.

Réacteurs Uranium enrichi-Eau

Si les produits de fission (Krypton, Iode) sont évidemment les mêmes que précédemment, les produits secondaires diffèrent : Carbone et Argon sont remplacés par du Tritium, isotope de masse 3 de l'Hydrogène, provenant de réactions complexes prenant le Bore comme point de départ ou dites de fission ternaire ; sa production est particulièrement sensible dans les réacteurs à eau pressurisée, jusqu'à 5 000 Ci/an pouvant être dégagés par tranche de 1 000 MW.

Pour les réacteurs PWR, 4 centrales américaines de quelques centaines de MW ont annuellement rejeté en moyenne 75 Ci seulement de gaz rares, abstraction faite toutefois du cas (accident ?) de la centrale de San Onofre qui, en 1969, a rejeté 260 000 Ci.

La situation est plus sérieuse pour les réacteurs BWR, compte tenu probablement de leur conception plus frustrée. Si le dégagement de Tritium est faible (de l'ordre de 15 Ci/an), celui des gaz rares radioactifs est considérable, 3 réacteurs américains atteignant en moyenne 480 000 Ci/an (extrêmes 200 000 et 900 000 Ci) ; un quatrième (technologie particulière ?) dégageait toutefois une radioactivité voisine de celle d'une centrale PWR.

Quant aux effluents liquides, outre l'eau tritiée, ils intéressent par exemple les produits d'activation du Cobalt et du Manganèse (jusqu'à 20 000 Ci produits dans la pile) de l'acier inoxydable de l'enveloppe du cœur ; les chiffres n'atteignent normalement pas 10 Ci/an, permettant rejet après dilution convenable.

Peterson (in Ertaud) a calculé la quantité de Tritium pouvant résulter du fonctionnement généralisé des réacteurs à eau : en 1980, la radioactivité (10 millions de Ci) rejoindra le bruit de fond du rayonnement cosmique ; en l'an 2000, (100 millions de Ci), la radioactivité atteindrait celle du Tritium dégagé par les 20 ans d'expériences nucléaires conduites entre 1945 et 1965. Des calculs analogues ont été conduits pour le Krypton 85.

FUITES APRES FONCTIONNEMENT

Nous entendons par là les fuites pouvant se produire, non sur le site du réacteur lui-même, mais à partir des usines de traitement des combustibles irradiés, prenant comme matière première le contenu de la pile après les quelques années d'utilisation normale ; nous avons vu plus haut quelles quantités énormes de produits radioactifs sont alors présents.

Ainsi la masse de combustible irradié correspondant à 1 kW seulement délivre, 2 mois après l'arrêt de la pile, une dose (mortelle) de 700 Rem/heure à 1 m de distance.

Avant de transporter par convois spéciaux les produits en question vers les usines de traitement spécialisées (*), on laisse « refroidir » les barreaux pendant quelques mois dans des « piscines », afin d'éliminer les éléments de vie courte (inférieure à quelques jours), qui représentent heureusement plus de 90 % de l'ensemble.

Dans des installations entièrement automatisées, en raison du danger d'irradiation, l'Uranium et les produits de fission sont dissous par attaque acide, puis séparés par voie chimique, notamment par précipitations ou extraction de complexes par solvants. Le principal produit recherché est le Plutonium 239, en raison de ses vertus militaires ; l'Uranium 238 non transformé représente encore la quasi-totalité du combustible mais quelques pour mille ou pour cent de produits de fission sont également présents ; nous retrouvons le Krypton 85, (d'autant plus que la technologie du réacteur aura évité son départ sur les lieux mêmes de la fission) mais aussi les produits solides dont nous avons traité à propos des retombées nucléaires : Strontium 90, Césium 137.

En ce qui concerne les gaz rares, la quantité dégagée au traitement des barreaux peut atteindre plusieurs centaines de milliers de Ci et des dispositifs de rétention par absorption sur charbons actifs à très basse température ont été mis au point, sinon largement appliqués (**).

Après séparation des divers produits de fission et d'activation, une très faible partie d'entre eux seulement peut être utilisée pour la recherche ou l'industrie ; pour la majorité se pose le problème de leur stockage, véritable dilemme technologique : ou bien les produits sont stockés sous forme diluée, ne posant pas de problèmes trop aigus de radiolyse mais réclamant de vastes volumes

de stockage ; ou bien on cherche à les concentrer pour mieux les "cerner", mais la radioactivité est alors telle qu'elle provoque l'ébullition de l'eau solvante ou la fragmentation de la masse solide.

A dire vrai, le problème du stockage à long terme des déchets radioactifs n'est pas résolu et ce ne sont pas des solutions de science-fiction comme l'envoi dans l'espace qui apporteront la sécurité nécessaire. On se résigne à l'heure actuelle au stockage dans des aires à jamais condamnées ou dans des puits ou galeries de mines désaffectées, ainsi qu'au rejet dans les fosses sous-marines (Golfe de Gascogne par exemple pour l'Euratom) des produits enrobés dans un ciment et enfermés dans des conteneurs.

Les normes d'étanchéité, compte tenu de l'action interne du rayonnement et de l'action corrosive de l'eau de mer, ne dépassent guère 10 à 20 ans, bien inférieures donc à la période de la plupart des radioéléments contenus. En d'autres termes, à l'échelle d'une génération humaine au plus, la radioactivité se retrouve dans l'eau de mer, les océans jouant une fois de plus leur rôle de « poubelle mondiale » (comme disent les écologistes).

Citons, à propos du problème des déchets, les quelques lignes qu'a bien voulu nous adresser le professeur Neel, Prix Nobel de Physique, directeur du Centre d'Etudes Nucléaires de Grenoble :

" Pour en venir aux déchets, leur stockage ne présente actuellement aucune difficulté, car il n'y en a pas beaucoup... ; il n'en sera pas de même dans une quinzaine d'années quand on aura affaire à des quantités beaucoup plus importantes de ces déchets. Mais des études sont actuellement menées dans beaucoup de pays et on a l'espoir d'arriver rapidement à une solution satisfaisante, notamment par concentration et vitrification ".

On ne saurait dire plus clairement que nous ne disposons actuellement d'aucune solution satisfaisante du problème et que tout le programme actuel est engagé sur un pari technologique.

Philippe Lebreton.

(*) Notamment à La Hague (Cotentin) (CEA) et à Mol (Belgique) (Euratom).

(**) Le coût de l'installation (système Babcock et Wilcox) a été estimé à 175 000 dollars seulement pour une centrale de 1 000 MW.

(*) Les normes militaires sont situées bien au-delà, relevant d'un contexte assez particulier. A signaler également l'irradiation résultant des radioscopies et des radiographies. Plus anecdotique est le rayonnement délivré par la télé ou la montre-bracelet lumineuse, alibi de tout promoteur nucléaire... (Il semble néanmoins plus facile de poser une montre... qu'une centrale nucléaire...).

Suite et fin de cet article le mois prochain

DES CAMPAGNES POUR L'AN 01

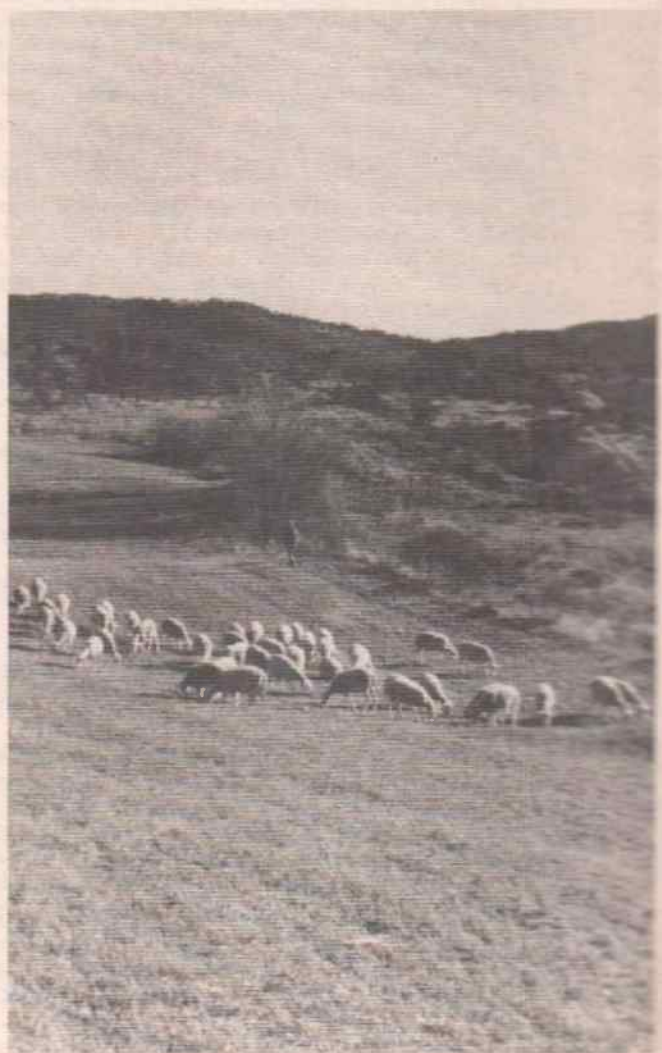
Notre société s'est vendue à la Croissance. Les programmes électoraux sont des poubelles-à-productivité où les colonnes de chiffres émergent comme des ressorts de matelas rouillés. Nous avons donc la vie

pour notre passivité de-
mais que le choix n'est
e tout nous pousse
ion, vers les camps
s à voitures. La cam-
neurt, car elle ne ré-
pas, aux critères de
tion industrielle en
sent les technocrates
(propre) par qui nous
rner. Le mouvement
si on vous colle ces
est pas par sadisme.
que l'homme pou-
e, mais combien de
monie avec la nature
ement encore partie.
ive toujours les traces
e) en dépit des efforts
territoire, c'est la Vie
r luttait, sans illusions,
le espoir de prouver
eux pas de vous, der-

rière le miroir. Il suffit de faire le pas. Et avec lui, beaucoup l'ont fait. D'autres que lui ont gueulé contre cette lèpre, la banlieue universelle, qui s'étend sur nos vies. On les a couverts de sarcasmes et d'injures. Rousseau, Giono, le juron est lâché ! Faudra-t-il y ajouter le nom de notre ami Charbonneau ? Lui, sa banlieue, c'est le Béarn. Il y est né. Il y mourra. En attendant il témoigne de ce qui fut une campagne occitane, puis une colonie française (les envahisseurs venaient déjà du Nord) et pour finir, hélas, un simple « casier administratif, le Sud-Ouest, où on range les hommes et les choses, comme partout ailleurs ». Son dernier livre, « Tristes campagnes » (1), c'est la naissance d'une banlieue « dont le Styx est un égout et qui ne parle plus aux sens ». Lire et aimer ce livre, c'est trouver un passeport pour l'an 01. Car il est bien difficile de continuer ensuite à défendre, par notre passivité, cette civilisation du n'importe quoi et cette patrie du nulle part que les clowns à promesses électorales nous demandent d'applaudir.

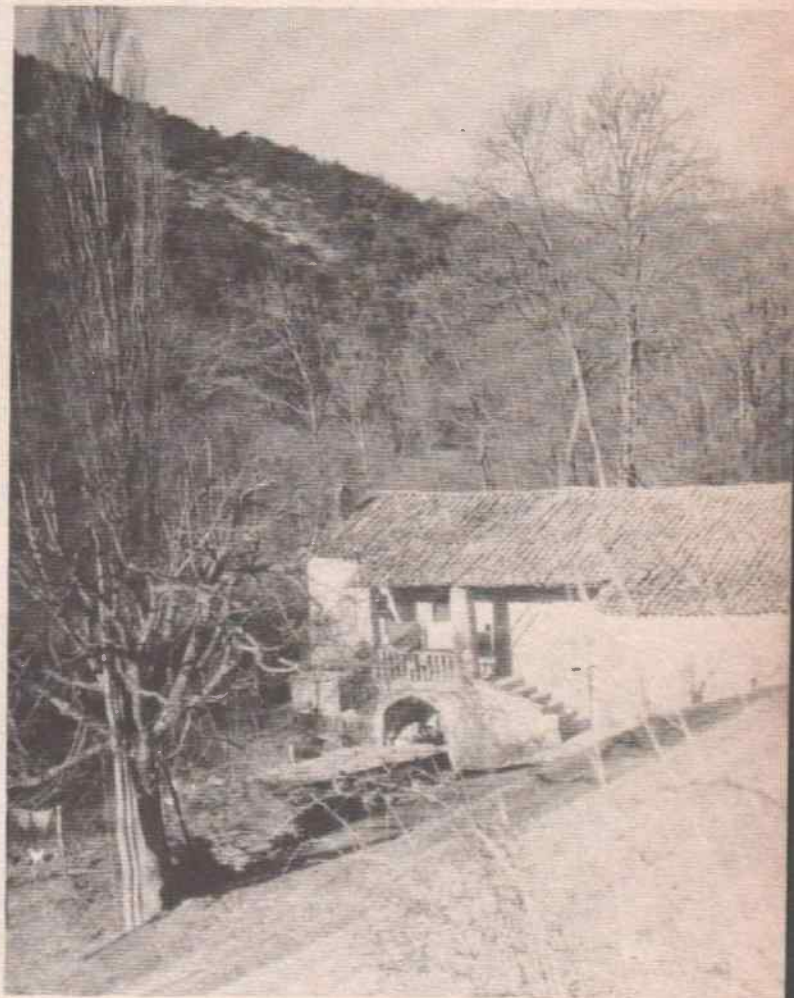
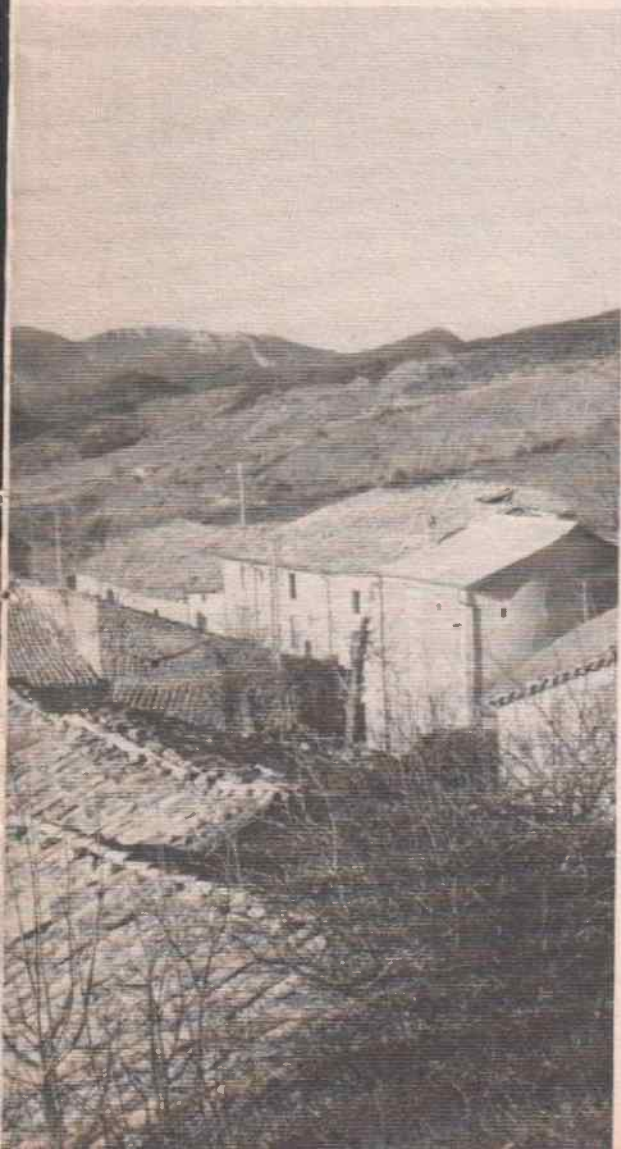
Arthur.

(1) « Tristes campagnes », Denoël. Mais aussi « Le jardin de Babylone » chez Gallimard (1968) dont Fournier avait parlé dans Charlie-Hebdo.





**A VOIR
DANS LE TRAIN
EN ATTENDANT
LE TUNNEL**



CHRONIQUE DU TERRAIN VAGUE

Dans le terrain vague tout est vague,
les mots n'ont plus de sens précis. Et pas seulement
les grandes entités : la Liberté, la Paix, la Justice, mais ceux
qui désignent les objets les plus concrets :
le poulet, la pêche, le pain. On est en train
de nous l'ôter de la bouche pour la bourrer de plastique ;
il faut le crier sur les toits.

AU RAYON DES FRUITS ET LEGUMES

La production — de bagnoles, d'acier et de plastique — augmente. En vertu de quoi celle d'arbres, de maisons et de nourritures dignes de leur nom, diminue. La quantité progresse, donc (qu'on excuse ce donc, mais dans notre système il en est ainsi) la qualité régresse. On le sait et on le dit maintenant de « l'environnement », mais guère encore des aliments. Et pourtant la mainmise de l'industrie sur l'agriculture, autant que par le ravage des paysages, se traduit par la disparition des nourritures qui, tout en nourrissant le corps sont une délectation pour les sens et une joie pour l'esprit. Ah ! Tous les jours casser la croûte ! Essayez donc avec l'étron blanchâtre qui sort de « l'usine à pain » ! Certes, si l'on s'en tient à la taille, à la forme et à la couleur, nos fruits sont beaux, mais si l'on s'en réfère au goût, il détecte vite que le spectacle de la pêche est gonflée d'eau et de chimie. On produit, paraît-il, du poulet en un mois, mais ce n'est plus du poulet, c'est son cadavre, son fantôme. Les mots trompent : la miché, la fraise... Tentés par la couleur, nous y mordons à pleines dents, mais pouah ! ce n'est plus de la fraise, c'est du vermillon de la Badische Anilin. Ces fruits de cire ne sont pas faits pour les dents, mais pour les yeux. Sous prétexte de nourrir le peuple, on le soumet au supplice de Tantale : ces raisins d'Espagne sont trop beaux, ce n'est plus du Malaga, mais du Dattler. Et pour l'eau c'est pareil : crevant de soif, vous vous précipitez vers le robinet : ce n'est plus de l'eau, mais de l'eau lourde, du protoxyde d'azote qui gonfle votre estomac. Au lieu d'étancher, on étouffe notre soif.

Et ne l'oublions jamais, cette société se développe. Sans cesse, il lui faut plus de fric, sans cesse l'impérialisme industriel cherche de nouveaux domaines à conquérir. Hier c'était la pomme, demain, ce sera la patate, et après le poulet, le bœuf sera mis en batterie ; restent le mouton et la crevette qui se baladent encore dans la nature et prétendent y trouver leur provende. Mais bientôt ce sera leur tour, et nous n'aurons plus qu'un plat au menu quotidien : du plastique, de toutes sortes de formes et de couleurs. Et un beau jour, quand le dernier mitron aura disparu, les Français ayant perdu le goût du pain, il n'y aura plus de problème.

En attendant, il faut réagir, et d'abord s'informer.

Si vous voulez avoir les dernières nouvelles de l'encerclement alimentaire, je vous conseille de consulter Le Figaro agricole, la rubrique agronomique du Monde ou celle des quotidiens de province : elles sont écrites par des spécialistes pour des spécialistes, et par conséquent n'ont rien à cacher. Pour ce qui est des fruits, à peu près alignés, Le Figaro agrochimique nous apprend que le Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité, sans doute ainsi désigné par antiphrase, est en train de s'en occuper. « Jusqu'à maintenant la législation interdisait sur les fruits tout traitement fongique après la cueillette. Depuis le 2 août 1972, une circulaire du Service de la répression des fraudes et du contrôle de la qualité autorise le

traitement des pommes et des poires par trempage ou aspersion au moyen d'une suspension de thiabendazole dans l'eau. Cette circulaire autorise également le recouvrement du fruit au moyen d'une pellicule de cire à laquelle est incorporé ce même fongicide... Une société installée en France est en train d'étudier ses possibilités de mise en œuvre dans la pratique (1). « Que le public ne s'inquiète pas ; il ne doit pas y avoir plus de 6 mg de thiabendazole par kilo de fruits entiers ». De plus, pour le commerce de gros, la mention « conservé au moyen de thiabendazole » doit être portée sur les factures et sur une face extérieure des emballages. Pour le commerce de détail, le vendeur doit porter de façon visible sur son étalage « conservé au moyen de substance agréée ». Cela rentre dans le train de mesures destinées à une meilleure information du public (1). On remarquera qu'informer le public consiste à lui cacher le nom des produits chimiques qu'on lui fait avaler. Il le faut, c'est pour son bien. « Dans l'ob-

dégustez sans crainte votre momie de poire enrobée dans de la paraffine au thiababagogo, etc. N'oubliez pas, c'est une poire de qualité enrobée de substance agréée. » Elle a l'agrément des autorités, si elle ne fait pas celui de votre palais ou de votre estomac. Demain, c'est l'INRA qui dira au peuple si la Williams qu'il mange est mûre ou blette.

PROTEINES A GOGO OU POUR GOGOS ?

Si pour les fruits l'encerclement de l'omnivore est terminé, et s'il est en bonne voie pour les légumes, cultivés, défendus, colorés et conservés à force de chimie, par contre il reste à faire pour intégrer les viandes et les fromages dans le système. Heureusement qu'on travaille à l'INRA, et que la pintade calibrée, ronde ou cubique, est pour demain. L'enfermement de la volaille chassée des routes par les

que le poulet du même. Lui aussi enfle immobile, concentré dans sa merde, ou plutôt son « lisier ». Si vous aimez l'odeur de merde futuriste, renifiez-le : cela sent le veau drogué qui fait pipi dans ses culottes. Lui aussi est heureux puisqu'on l'engraisse, on lui fout soif pour qu'il boive son lait au thiababa, etc. (CH 6 WCX47...). Ne le répétez pas, chut ! c'est secret. Et pour lui remonter le moral on le bourre d'œstrogènes, avec les conséquences que l'on sait pour certains travailleurs ou consommateurs de poulet de qualité. C'est puni par la loi comme la pollution des rivières. Ainsi dans le Sud-Ouest, nous apprend le grand journal local : « L'on ne saurait ignorer que les éleveurs pourraient céder quelquefois à la tentation de l'utilisation des œstrogènes parce qu'elle présente un double avantage : les implantations ou bien encore les injections de tels produits, diminuent en effet nettement la mortalité d'animaux particulièrement menacés par les conditions dans lesquelles leur élevage est mené... » (1). D'où la découverte en Lot-et-Garonne d'un vaste trafic de produits pharmaceutiques à usage vétérinaire. Des inspecteurs de la P.J., en enquêtant sur la faille frauduleuse d'une société agénaise de produits vétérinaires « constatèrent certaines anomalies au niveau des œstrogènes de synthèse, produits dont la vente est strictement réglementée par un décret ministériel d'août 1965... Il apparaît que ce laboratoire distribuait des produits à usage vétérinaire chez les éleveurs de veaux en batterie du Lot-et-Garonne (qui est le deuxième département producteur sur le plan français) et aussi du Sud-Ouest. » (1) « Le Monde » nous apprend par ailleurs qu'à la même époque un vétérinaire a été inculpé et un éleveur de Lauzun écroué sous l'inculpation de détention et d'utilisation illégale de produits œstrogènes. « Le jour de son arrestation M. Laval devait, avec une délégation d'éleveurs de veaux en batterie du département rencontrer le ministre de l'Agriculture afin de lui demander une aide financière » (2).

Car le veau rentable ne peut survivre que s'il est dopé, outre d'hormones, de subventions. Ceci dit, si vous aimez l'émincé bleuâtre farci d'œstrogènes, demandez à votre boucher si ces protéines douteuses sont garanties fabriquées en batterie, notamment si elles proviennent des élevages de telle région pilote.

Plus de veau « sous la mère », ce n'est pas rentable, c'est antihygiénique et probablement immoral. Plus de bœuf et de mouton dans un pré, cela gaspille du kilo, de la seconde et du mètre carré. L'avenir de l'élevage c'est le « zéro pâture », productrice de zéro bœuf pour le zéro consommateur. De même qu'il n'y aura plus que l'agriculture sans ager, c'est-à-dire sans sol : la salade ou la tomate sous nylon ; il n'y aura plus que de l'ersatz de viande produit en usine. On commencera par le baby bœuf « aux protéines de pé-trole, dont BP vient de mettre la production en train. N'ayez pas peur, c'est pour alimenter le bétail, et on le fera en douce. Puis une fois le public habitué au rumsteak Esso Standard, l'on supprimera cet intermédiaire et l'on gavera directement l'hommauto d'hydrocarbures de qualité. Le steak de beef n'est

LA GUEULE BOURREE (DE QUOI AU JUSTE ?)

jectif actuel, qui est de promouvoir au niveau agricole une politique de qualité et de garantie de la santé du consommateur, cette nouvelle disposition prise sur décision du Conseil supérieur de l'hygiène publique après une étude très sérieuse des conséquences que pourraient entraîner un tel traitement, permettra d'améliorer la qualité des pommes et des poires que nous serons amenés à consommer tout le long de l'hiver. Quoi de plus désagréable que de voir ses fruits se couvrir de taches brunes qui évoluent en pourriture ou qui se couvrent de moisissures qui font que le chemin obligatoire de notre dessert est celui de la poubelle » (1).

Mais si j'en crois les avalanches d'impeccable plastique fruitier que les camions dégueulent sur certaines berges de nos rivières, cet accident arrive aussi aux fruits « de qualité ».

Remercions Le Figaro soi-disant agricole, grâce à lui nous voyons ici marcher la main dans la main la Sainte-Trinité de la société néo-industrielle : la science d'État (ici le Contrôle des fraudes (?) et de la qualité (?), et le Conseil supérieur de l'hygiène (?), la Chimie et l'Épicerie en gros. Avec de telles autorités le consommateur n'a rien à craindre ; il n'a qu'à se munir d'un trébuchet pour vérifier si son kilo de Golden Inspidous ne contient pas plus de 6 mg d'un produit certainement inoffensif, puisqu'on peut atteindre de telles doses. Assurez-vous aussi que votre épicier a placé bien en vue sur le cageot « conservé au moyen d'une substance agréée ». C'est essentiel. Sur ce, bon appétit, et après votre poulet fondant cuit dans son Pechiney,

bagnoles est maintenant un fait accompli. Le poulet (?) vit désormais la vie rêvée, concentré en masse dans sa propre merde saupoudrée d'antibiotiques. On peut imaginer quels gaz puants dégagent cet étouffoir grouillant de protéines à plumes. Mais l'industrie, toujours prête à combattre les nuisances de l'industrie moyennant finances, s'est préoccupée du sort des travailleurs de l'élevage ou de l'agriculture « sans sol ». « C'est pour remédier à ces inconvénients que la firme allemande Drägerwerke (représentée en France par J. Brandt S.A., 9, quai Jacques-Sturm, Strasbourg) vient de présenter le filtre auto-sauveteur Gräger « parat ». Le masque protège contre les gaz acides (chlorure, phosgène, acide cyanidrique, hydrogène sulfuré, etc.), les vapeurs des monomères de résine synthétique crocyanate, etc), les produits réfrigérants (ammoniac), les produits antiparasitaires (bromure de méthyle...) (1). Vous pouvez même le mettre pour vous défendre des vapeurs douteuses qu'exhale votre rôti. Mais gavée de granulés dont la composition... (chut !), remontée à coup de comprimés de... (chut !), la volaille peut se consacrer au grand œuvre de toute société de production/consommation : « rendre du kilo. Comme le cadavre dans son caveau, le poulet blême dans son enfer enfle et devient mou. Le granulé de maïs chimique, le tourteau de soya des Maldiver ou d'anchois pourri du Pérou, ça engraisse. Mais quel est son goût ? Je vous laisse la surprise de le découvrir le jour où vous tirerez ce cadavre de coquelet noyé dans son pus hors de votre four Cadillac. Le veau de cave est encore plus blême — pardon, blanc —

(1) - Le Figaro Agricole - Janvier 1973.

(1) - Le Figaro Agricole - Janvier 1973.

(1) - Sud-Ouest - 10 novembre 1972.

(2) - Le Monde - 11 novembre 1972.

qu'un préjugé dépassé par l'histoire, une hérésie économique qu'il faut dénoncer. L'avenir, c'est le sojasteak. Comme nous l'enseigne la Presse, il est en effet beaucoup plus démocratique et hygiénique : « Cette protéine de substitution, trois fois moins chère que la viande de bœuf, parfaitement digestible et non porteuse de germes (à la différence de la viande de bœuf), peut aider à compenser le déficit mondial en viande rouge. C'est ce qui ressort d'un exposé qu'a fait hier un ingénieur agronome, M. Dominique Gubler, au M.A.T.I.C. (salon du matériel et des techniques pour la viande). C'est en effet une production de 300 000 à 600 000 tonnes de viande-soja qui est escomptée en 1980 dans le monde par les experts... » Une réglementation va bientôt être arrêtée en France concernant l'utilisation de protéines dans l'alimentation humaine, a indiqué un représentant du ministère de l'Agriculture. Pour le moment, leur emploi est autorisé pour la cuisine des collectivités et pour les préparations à base de viande dans une proportion qui ne doit pas dépasser 30 % » (1). On n'arrête pas le progrès ; il n'y a plus de fraude, seulement une industrie des ersatz. Heureux peuple qui va pouvoir se gaver de viande (?) dans ses cantines ! Comme me le disait l'illustre professeur V... qui venait de présider une commission de l'UNESCO sur la Faim dans le Monde : « Elle est vaincue... Mais excusez-moi si je vous quitte, mon appétit se réveille, et le PDG de BP vient justement de m'inviter chez Lasserre où il y a un de ces pavés de Charolais... »

LE DERNIER CARRE...

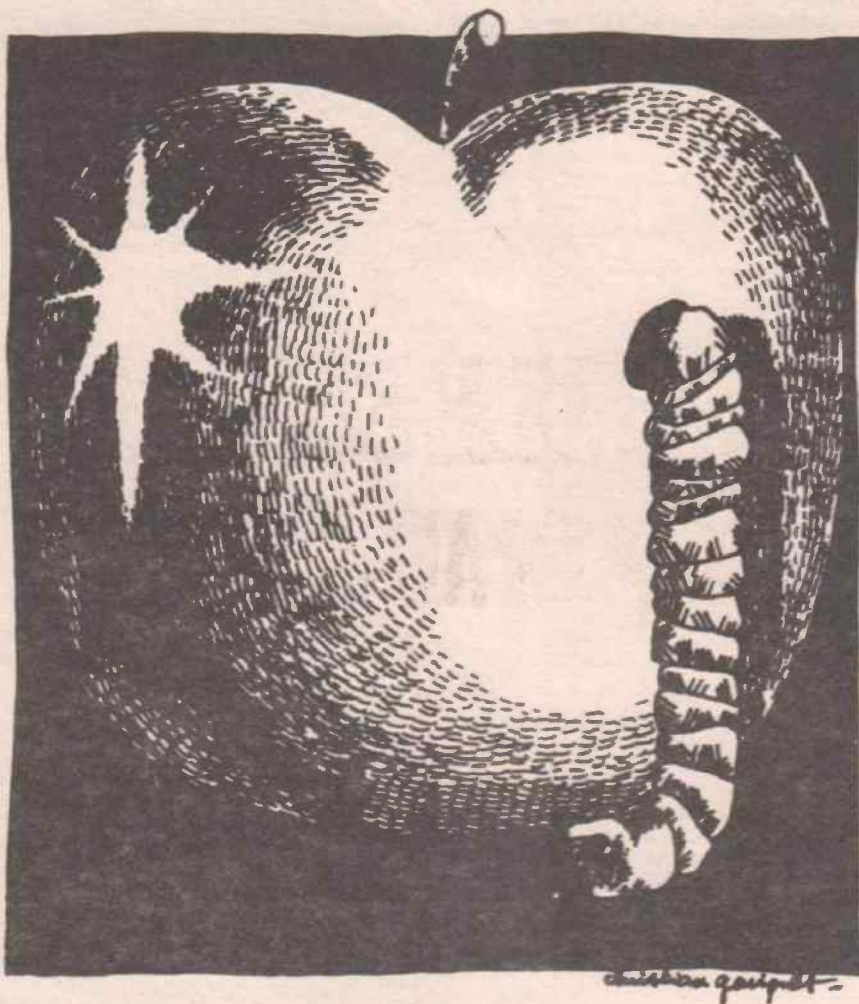
Reste le dernier carré de la bidoche, cramponné à ses pré-salés ou à ses causses et ses alpages du Sud : les ovins. Jusqu'ici la côtelette reste la côtelette, et le gigot du gigot. Et du même coup, le pré reste le pré, et la vallée d'Ossau, la vallée d'Ossau. Mais ne vous affolez pas, l'on s'en occupe, car le système de la chimie ne saurait tolérer l'exception. Jusqu'ici, le Béarn des montagnes et la Pays basque intérieur vivaient de l'élevage des ovins, notamment du fromage de brebis. Le plus réputé était celui que produisait l'herbe des replats glaciaires ossalois, dont le plus beau de la basse vallée est celui du Benou. Ce vaste plateau de gazon semé de granges était resté jusqu'ici intact grâce à la présence des bergers et de leurs troupeaux : un tel scandale ne pouvait durer, au moment où la création du parc inaugurerait le lancement des Pyrénées sur le marché. Un ami du peuple, soutenu par un maire compétitif, proposa la création au Benou d'un VVF (2) de style, assorti de tous les parkings nécessaires. Mais du coup, les bergers et leurs moutons devenaient encombrants, d'autant plus qu'ils trouvaient un scientifique parisien marié à une fille du pays pour les défendre. Comment dégager le terrain pour les baignoires et leurs touristes ? Un autre philanthrope apporte la solution : « Une quarantaine de bergers de la vallée d'Ossau ont écouté avec intérêt M. Struyven, ingénieur agronome, dans une maison d'alimentation pour bétail leur vanter les bienfaits d'une méthode quelque peu révolutionnaire pour certains puisqu'elle anéantit les coutumes ancestrales dans l'alimentation de leur cheptel ovin. Grâce à une alimentation minérale bien équilibrée, constituée par un produit présenté sous forme de granulés, 90 % des problèmes sont résolus dans l'alimentation ovine... le lait de la mère est lui-même remplacé avantageusement par un lait artificiel » (3). Mais comme le remarque justement le journaliste de « Sud-Ouest » : « Au moment où l'on mène campagne pour la reconnaissance comme produit

de qualité du fromage fabriqué dans les pâturages d'été, il faudra toujours distinguer clairement l'élevage extensif en montagne et l'élevage intensif en batterie » (3). Ainsi, le gavage du touriste de batterie pourra compléter celui de l'agneau ; mais je crains que la banlieue qu'on donnera à voir ne vaudra pas beaucoup plus chère que les protéines Sanders dont on remplira son auge. Plus de viande, plus de pré, plus d'Ossalois, donc d'Ossau : le gigot rentable va nous coûter cher.

L'agriculture « sans sol », la « zéro pâture », c'est la clôture du système industriel, qui peut ainsi étendre son contrôle à ce qui restait des campagnes, c'est-à-dire 80 % de l'espace français. C'est la fin des dernières nourritures, des derniers bocages remplacés par la chénit du plastique et de la tôle dans les ruines et les ronces, car la loi de l'industrie veut que tôt ou tard l'on substitue à l'entreprise indépendante des ensembles automatisés

un marché des produits plus naturels que nature, garantis tels par la Science et par l'Etat. Si vous en avez marre du yaourt Danone, vous pourrez en acheter à Danone Méssegué, qui vous le vendra trois fois plus cher.

Autrefois quand le peuple n'avait pas la famine, il avait du pain, tandis qu'on nous délivre à la fois de l'une et de l'autre. Pourtant, la première révolution agricole (la vraie, celle de l'assolement, de l'association de l'élevage et de l'agriculture) aurait pu faire croire qu'on pouvait avoir le beefsteak et le pré-bois sans la disette. Tandis qu'on voit où nous allons dans tous les domaines : vers une stricte dichotomie de la quantité et de la qualité. La société assurant au peuple la quantité par la surabondance des ersatz (alimentaires, touristiques, culturels, etc.). Ce désir, à la fois comblé et écœuré de plastique, va se porter sur les produits de qualité, dont la valeur deviendra d'autant plus grande qu'on aura méthodiquement



et intégrés, gérés par ordinateur. A vrai dire, pour un peuple de paysans nourris de pinard et de beefsteak frites monté à la ville, un tel changement est si prodigieux qu'il ne peut l'imaginer ; et quand il le verra, ce sera trop tard, ce sera un « fait » comme on dit. Mais ce ne sera pas un fait pour tout le monde, car l'élite échappera à cette grande mue opérée pour le bonheur du peuple. Tant qu'il y aura du paysage et du poulet de grain, vous pourrez toujours vous caser dans votre chalet alpin directorial du parc national pyrénéen, et vous payer un gigot d'izard en surnombre. Le temps de l'ersatz est celui du produit « naturel ». Les mêmes spécialistes distingués (cf Mansholt) qui ont organisé la liquidation de l'agriculture commencent à parler d'agriculture ou d'élevage de « luxe », notamment dans les alpages qui ont besoin d'être tondu pour les skieurs. Quand la production paysanne sera à peu près liquidée et qu'il n'y aura plus de concurrence déloyale à craindre de ce côté-là, on organisera

exclu toute qualité des produits de base. Et une fois la famine de qualité organisée, c'est le marché des produits de luxe qui devient l'essentiel. Car dans ce système le produit de « luxe » n'est rien d'autre que l'ancien produit agricole : on le voit pour le vin où tout ce qui est vin de qualité, qu'on trouvait autrefois au litre à l'auberge ou à la cave, est maintenant intégré dans le système de l'appellation contrôlée, du VDQS ou même, du « vin de pays ». Le reste n'étant plus que l'ombre rouge du vin à 10-11-12[°], strictement dépourvue de toute qualité, bonne ou mauvaise. Et là encore, si vous pouvez boire encore de temps à autre un petit vin qui a son goût à lui, bon et nouveau, ce sera aux derniers paysans que vous le devrez.

PAYSAN, ECOLOGISTE : MEME COMBAT !

La liquidation des nourritures, qui est celle du paysage et des paysans, qui s'opère sous nos yeux et dans notre assiette, est un changement d'une por-

tée incalculable. Allons-nous nous laisser faire ? D'autant plus que tant qu'il y aura encore des campagnes habitées — et ce n'est pas pour longtemps — nous disposons de moyens de nous défendre. Le premier consiste à crier la vérité sur les toits, et à dégueuler le plastique dont on nous bourre la gueule. Pour juger et nous défendre, nous disposons d'une arme qui appartient encore à tout le monde : le goût. Même pas besoin de consulter la faculté pour savoir si notre golden au diphenyl est conforme à l'hygiène, elle ne vaut pas tripette, elle n'a aucun goût. Cruez, écrivez, publiez partout ce que tout le monde pense : le poulet industriel, c'est ignoble, c'est suspect, c'est mou, d'une insipidité infâme. La couleur bleuâtre du veau aux hormones est celle du fœtus pourri ; le yaourt à la fraise, on dirait qu'une machine l'a dégueulé. Quel culot de nous vendre au prix de la viande et du laitage ces placebos qui ne valent rien. Et cette vérité, vous pouvez la clamer à l'instant même : à table ou chez l'épicier, en la sanctionnant aussitôt par un acte, le refus public. Vous tapez dans le mille, vous le verrez à la réaction des intéressés, le jour où il sera dit partout sur les toits que la pêche du Bas-Languedoc c'est de la pêche bidon : n'oubliez pas qu'ainsi vous vous attaquez directement au portefeuille de Sanders ou de Lever. Français, l'agrochimie fait mieux que vous empoisonner, elle trompe votre faim, elle mystifie votre estomac. En vous privant de boudin, elle vous prive d'hiver, en vous privant de griottes, de printemps. En faisant du repas la corvée qui annonce la pilule alimentaire, elle vous interdit de communier avec les copains verre en main devant la soupière fumante. Quel tyran s'est jamais avisé de traquer la liberté jusque-là ? Tant qu'il y en aura d'autres, dites bien haut que la fraise des Kerguelen c'est de la flotte au DDT peinte en rouge. Mais par ailleurs, proclamez la gloire de la fraise tout court, celle qui n'annonce pas la couleur, mais qui sent la fraise : pas besoin d'analyse, votre nez vous dira ce qu'elle vaut : fourrez-le dans la barquette ! Servez-vous des armes qui restent : de votre gourmandise bien française qui va devenir une vertu. Cultivez dans votre potager ou votre verger, les trésors de la table que vous ne trouvez plus dans le commerce, et surtout achetez-les au paysan qui pratique encore l'agriculture : si elle n'est pas parfaitement biologique peu importe, l'essentiel c'est qu'elle ne soit pas encore parfaitement agrochimique. Donnez-lui bonne conscience, il en a besoin ; félicitez-le sur la qualité de ses produits : œufs, cochonnailles ou pré. S'il taille sa hale et conserve ses chênes, dites-lui que la science agronomique enseigne que les bêtes aiment se mettre à l'ombre en été ; et que s'il veut jouer au plus fin le jeu de l'élevage industriel avec Sanders, il se réveillera un beau matin foutu à la porte de la campagne qu'il aura dévastée. Achetez-lui ses produits, groupez-vous avec des amis pour le faire ; si vous avez le temps, organisez un pèle-porc. Et s'il vous fait payer plus cher, ce qui n'est pas encore le cas, rappelez-vous que le jambon de batterie de vaut rien, et que chaque paysan qui part rapproche le moment où vous irez chercher vos charcutailles, garanties naturelles, dans un « reform-haus » de la chaîne Sanders où vous les paierez cette fois le triple. Entre l'industrie et la banlieue totale et la nature de luxe sous vitrine il y a encore des campagnes ; mais ce n'est pas pour longtemps. Dépassant les diverses illusions naturalistes que cultive le totalitarisme industriel, le mouvement écologique saura-t-il faire alliance avec la campagne : rencontrer les paysans qui sont encore des agriculteurs, les aider à découvrir la valeur de ce qu'ils sont et de ce qu'ils font ? Son succès dans les années qui viennent dépendra largement de son aptitude à poser et à résoudre ce problème.

B. Charbonneau.

(1) « La Figaro Agricole ».
(2) Village Vacances Familles.

(3) Cf. « Sud-Ouest ». Un groupement d'éleveurs ovins est peut-être né à Bielle.



La surpopulation c'est la faute des gosses! Ils ne font que baiser!!



Mais tu dis toujours qu'ils ne sont que des pédés drogues.

Ne m'interrompe pas!!



Les enfants sont la peste! Ils brûlent les écoles précieuses qu'on bâtit pour eux!!



Il fallait mieux surveiller les jeunes.



on pourrait commencer par mettre les tous dans des camps de travaux forcés.



pour les protéger des influences dangereuses qui les menacent.



Eh chéri... je suis ENCORE enceinte... Il faut que je me fais avorter, ou je finirai mal.



QUOI!?



Regarde... tuer un être vivant... en avons nous le droit?? NON!!



SERVEZ-VOUS !

Je me suis tellement forcé le mois dernier à vous faire un bel article que j'en ai chopé la crève. A propos de crève, ne vous faites pas vacciner. C'est complètement con vu que :

1° Y'a des tas de virus différents ;

2° On peut choper la crève plusieurs fois par hiver. Donc, si la maladie elle-même n'immunise pas, je ne vois pas bien comment le vaccin pourrait le faire.

Prenez des antibiotiques **NATURELS** (aucun danger à la différence des antibiotiques artificiels. Même différence qu'entre la vitamine C synthétique qui ne guérit pas le scorbut et la vitamine C du citron qui le guérit). On en trouve en pharmacie, **ACTINOMYCES LUTEUS TM**. Lab. **ROCAL**, 58, rue de Maubeuge, 75-PARIS-9°. Tél. 878.54.69. On peut aussi en préparer soi-même en faisant moisir du blé (les moisissures

ne sont pas à confondre avec la pourriture. Moisi, c'est du champignon — et les antibiotiques naturels sont des champignons — pourri, c'est des bactéries.)

RECETTE : Moudre grossièrement : 60 g de blé.

— ajouter 1/3 d'eau ;

— attendre 5 jours à 20° à l'abri des courants d'air (sans couvrir) ;

— consommer le 5^e jour (avec des fruits c'est meilleur).

Ça guérit aussitôt toutes les infections (les Egyptiens se soignaient ainsi).

PRECAUTIONS — Les céréales, pendant les 5 jours ont moisi (si vous avez suivi strictement la recette), sinon, risque de pourriture. Ça se reconnaît à l'odeur :

— moisi, ça sent le champignon, la terre des

bois, c'est agréable ;

— Pourri, ça pue.

J'insiste bien, c'est le tout qu'il faut manger, céréales + moisissures. Ne vous inquiétez pas des couleurs, elles sont rouge, jaune, bleu, etc. selon les endroits.

Vous pouvez consommer encore le 6^e jour, mais n'attendez pas plus, il est préférable d'en refaire chaque jour.

60 grammes est une quantité moyenne pour une personne, mais une simple cuillère à café a déjà beaucoup d'effet.

Mais ne répétez pas que j'ai eu la crève, pondre des articles sur l'alimentation saine et tomber malade, ça ne ferait pas sérieux ! Alors ne m'en demandez pas trop ce mois-ci, ce sera un article écrit au thermomètre et à l'horizontale.

Comme la mauvaise santé rend agressif, on va commencer par voir de quelles façons on peut se grouper pour faire pression sur les trusts de l'alimentation ou les boycotter. Si j'ai le temps, on parlera aussi de farine, sinon tant pis, ce sera pour la prochaine fois car il me semble plus urgent d'agir que de baratiner... A propos de farine, on me sabre toujours mes titres. Dans le n° 4 j'avais mis « en vrac » seulement. Alors ne soyez pas surpris si ça n'a rien à voir avec cette « farine » qu'on a rajoutée je ne sais trop pourquoi. On semble y tenir drôlement à ce que je parle de farine, sans doute pour les recettes de gâteaux qui ne manqueraient pas de l'accompagner ! Bon, revenons à nos **groupements producteurs - consommateurs**.

Je dis producteurs-consommateurs et non « association de consommateurs » car il ne s'agit pas d'isoler les uns contre les autres. Au contraire, ce sont toujours les producteurs et les consommateurs qui sont lésés et les intermédiaires qui profitent de cette séparation et qui ont intérêt à la maintenir. La preuve, vous trouverez des tas d'« associations de consommateurs » (faut bien le protéger ce pauvre petit) bidons et parternalistes comme c'est pas permis dans des journaux féminins notamment et même à la télé. Mais ce n'est certainement pas là qu'on vous conseillera, si vous n'êtes pas content de votre épicier, de vous adresser directement au maraicher, à l'agriculteur, au petit pressoir d'huile, etc. On vous conseillera plutôt le supermarché machin, où pour gagner 10 centimes par-ci par-là, vous aurez la gloire d'être un anonyme bousculé qui fait la guerre pour avoir le droit de sortir et à qui on passe de la musique (comme aux vaches pour augmenter leur production dans certaines étables « modèles »), des slogans, des couleurs et de la lumière à gogo pour le pousser à acheter malgré lui ce dont il n'a pas besoin (y'a des enquêtes de l'IFOP à ce sujet qu'il serait chouette de voir publier un jour). Bref, pour en revenir à notre **coupeur producteur - consommateur**, c'est une conséquence et une cause (toujours l'effet boule de neige) de la concentration en monopoles. Elle est dans l'intérêt desdits

monopoles pour les raisons suivantes :

Le consommateur ignore l'effort de production, donc le coût réel du produit qu'on lui vend, ainsi on peut le berner plus facilement. Combien savent par exemple que le kilo de blé qu'ils payent entre 3 et 4 F a été acheté 40 et 60 centimes au paysan ! Evidemment, il y a des frais entre l'agriculture et le magasin (stockage, nettoyage et tri, ensachage, transport, etc.), il y a des gens qui travaillent et qu'il est juste de rétribuer, mais cela justifie-t-il une telle différence ? Est-il normal que les frais de présentation et distribution soient de l'ordre de 6 à 7 fois le coût, la valeur réelle de la marchandise, c'est-à-dire la valeur correspondant à l'effort de production. Est-ce vraiment les gens qui travaillent qui sont rétribués ? N'y-a-t-il pas des gens sur le circuit qui se « graissent la patte » ? N'y-a-t-il pas des taxes plus ou moins élevées, plus ou moins justifiées, etc. ? Et que fait-on du produit de ces taxes ? Pourquoi tout ceci n'est-il pas inscrit sur les paquets ou à défaut, en des endroits accessibles au public ? Qui a intérêt à ce que l'on ne sache pas tout cela ? Certainement pas le producteur, ni le consommateur, ça pourrait leur donner à réfléchir... Et même si tout le circuit était sain, n'est-il pas aberrant de conserver un tel système où la distribution-présentation de la marchandise coûte si cher par rapport à sa production ? Ne pourrait-on pas en imaginer un plus simple ? Il est vrai que tout ce qui coûte cher, tout ce qui rallonge les circuits, est bon pour un système de consommateur. Ça donne du travail aux gens, et quand les gens travaillent, ils ne pensent pas, et puis ça rapporte. Le malheur est que ça ne rapporte que du fric, et que si le fric c'est la gloire, ce n'est pas le bonheur, au contraire, bien des P.D.G. surmenés ou des richards qui s'emmerdent à rien foutre toute la journée vous le diront. Alors, faire joujou avec le fric et la sueur des autres ça occupe ! Dans ces milieux-là aussi on n'aime pas trop se poser de questions. On est né oppresseur, ou on est fier de l'être devenu. On s'en tient là. Les questions, c'est bon pour les artistes... « Tous des névrosés, ces gens-là ! », ou des 01... « Tous des drogués »

dira-t-on, ou des « passésistes » ou n'importe quoi d'autre pour les classer dans un coin bien noir, bien au fond du cerveau avec tout ce qu'on n'aime pas trop remuer ! Faudrait développer, mais on ne s'en sortirait plus, ce sera pour plus tard. Fermons la parenthèse. Notre consommateur ignore donc l'effort de production.

Le consommateur ignore la nature, la qualité du produit originel, ce qui permet de truffer plus facilement sur cette qualité (raffinages, chimie...) car il n'y a pas de comparaison possible. Celui qui n'a jamais goûté de sucre roux, de fromage biologique ou de pain au levain ne trouvera pas mauvais le sucre blanc, le fromage au ferment chimique, le pain à la levure, mais quand il peut faire la comparaison, c'est une véritable révélation. Allez marauder quelques pommes sur un arbre qu'on laisse tranquille, goûtez-en lors des visites de culture biologique organisées par Lemaire-Boucher ou Désiré Mérien, et vous verrez si vous continuerez à apprécier la belle Golden bien calibrée mais pleine de flotte sans goût... que pourtant vous croquiez d'assez bon cœur auparavant.

Ainsi, le consommateur coupé du producteur, ignorant la valeur réelle de ce qu'on lui propose et ne disposant plus de points de comparaison pour apprécier la qualité, ne peut plus juger de ce qu'il achète et n'a donc plus les moyens de faire pression pour imposer sa volonté. Il devient soumis au trust.

Et du côté du producteur ?

— Il est également soumis aux trusts d'acheteurs-revendeurs, de gens qui travaillent avec un téléphone, qui se contentent de passer la marchandise du producteur à un grossiste (souvent même, sans y toucher) et de ramasser une bonne commission. Allez voir ce qui se passe aux Halles, ou à l'arrivée de la marée dans un port de pêche. Le producteur accepte ce que le revendeur lui propose ou reste avec sa production sur les bras. Les revendeurs ne se font pas de concurrence... Demandez à un paysan si c'est lui ou l'ONIC (1) qui fixe le prix du blé ? Dans un système d'échange direct, le prix est fixé en

fonction du coût, de la qualité, de la demande, le prix résulte donc d'une entente, disons plutôt d'un équilibre entre la production et la consommation. Prix d'achat = prix de revient + bénéfice, apprend-on à l'école primaire. Ce temps est révolu, maintenant le prix est fonction du trust ou de l'Etat et répond à des impératifs tout autres (intérêts privés, taxes, nécessité de soutenir artificiellement certains marchés, etc.) et même si l'on tient compte dans une certaine mesure des intérêts des producteurs et des consommateurs, l'important est que ce n'est plus eux qui en décident. A tel point qu'on s'adresse maintenant à l'Etat pour réclamer des prix convenables, l'Etat qui intervient partout. Exemple : la hausse récente du prix de la viande.

1) Au moment de la disparition des petites exploitations, il y a environ une bonne dizaine d'années, les moyennes exploitations qui les rachetaient, soit cultivaient des céréales, soit demandaient une aide à l'Etat pour se reconvertir en viande. Refus de l'Etat. Ledit refus se comprend car nous étions alors en période de surproduction. Mais comme toujours lorsqu'on pratique une politique à court terme, on n'avait pas prévu les conséquences.

Il est un des rares aliments à contenir dans ses protéines les 12 acides aminés, matériaux de construction indispensable du corps humain.

Pour une rentabilité correcte, il faut au moins une centaine de bêtes, c'est-à-dire une étable d'environ 1 000 m³ (10 x 100), ce qui coûte déjà un minimum de 30 millions. De plus, il faut du personnel et des soins à temps complets (pas de dimanche), compter les frais du matériel, nourriture, vaccinations, et attendre 3 ans pour obtenir un premier rapport. Les céréales nécessitent de la surface, mais pas autant d'investissements en bâtiment et matériel (surtout dans le cas d'une exploitation déjà équipée qui en rachète une autre), ni en personnel (surtout saisonnier et que l'on peut libérer le dimanche) et elles rapportent déjà au bout de la première année.

(1) Office National Interprofessionnel des Céréales.

2) Les conséquences :

Toutes ces exploitations s'orientent vers les céréales. D'autant plus que l'ONIC, par son système d'intervention encourage cette production, en favorisant d'ailleurs la quantité plutôt que la qualité. Le résultat ne se fait pas attendre. On aboutit rapidement à une surproduction de céréales pratiquement impanifiables comme l'Étoile de Choisy (2) et une sous-production de viande.

3) L'Etat décide alors d'importer du bœuf argentin et du mouton australien plutôt que de relancer la production intérieure, ce qui permet une stabilisation des prix (ces viandes d'importation étant peu coûteuses) et une satisfaction de la demande. Mais encore une fois, on ne prévoit pas les conséquences :

— Reconversion massive des exploitations agricoles de la viande vers les céréales ;

— Parallèlement au mouvement bien connu de baisse de la demande en céréales (mauvaise qualité des blés et méthodes de l'industrie alimentaire) et croissance de la demande en viande.

4) On est donc contraint de relancer la production intérieure. Pour cela, il faut supprimer la concurrence des viandes étrangères bon marché. L'Etat bloque les importations.

5) Conséquence : le manque de viande se fait rapidement sentir.

6) L'Etat décide d'avoir à nouveau recours aux importations, mais ce n'est plus possible car cette augmentation de la demande de viande est un phénomène mondial.

7) Conséquence : hausse brutale des prix et mesures financières de relance de la production intérieure. Seulement, il faut 3 ans pour élever un veau de boucherie. Le prix de la viande va donc monter encore pendant 3 ans.

Moralité sur l'intervention telle qu'on la pratique :

— Ça coûte très cher (cf. photocopie ci-contre extraite d'un rapport de l'ONIC).

— Ça ne résout pas les problèmes, on ne fait que les repousser un instant et les compliquer. On a pu freiner la hausse de la viande pendant une dizaine d'années, mais au prix d'une augmentation démentielle qui va se poursuivre pendant 3 ans, sans compter les primes aux réinvestissements en viande qu'il devient indispensable d'accorder, sans compter les répercussions coûteuses sur le marché des céréales que cette politique a occasionné (surproduction, et cependant nécessité d'importations).

— Enfin, et c'est à mon avis le plus grave, il y a TRANSFERT DE RESPONSABILITE de celui qui est concerné (l'agriculteur, le client) sur celui qui ne l'est pas directement (l'export), (voir encadré en haut de cette page). On tombe ainsi dans le paternalisme (bien mis en évidence par les slogans aussi

infantiles que « Pompidou, des sous ». Ça y est, encore des gens qui vont gueuler au réac ! Je m'explique : petit proverbe chinois tout simple : « Si tu me donnes un poisson aujourd'hui, demain j'aurai encore faim. Par contre, si tu m'apprends à pêcher, je n'aurai plus jamais faim ». Je crains bien que les troupes de moutons bêlant leurs slogans syndicaux n'aient toujours faim. Les OI, eux, ne gueulent pas « Pompidou des sous », ils gueulent « Pompidou, fous-nous la paix », ou « Pompidou, on s'en fout, on n'a pas besoin de toi », ou mieux, ils ne gueulent rien du tout. Ils font. Ils ne quémangent pas, ils agissent. Ils ont troqué leur agressivité contre leur liberté. ILS SONT RESPONSABLES.

Or, quand on se sent responsable, il arrive qu'on mette les pieds chez Prisunic (on ne peut pas toujours faire autrement), mais pas le cœur. Et quand on est seul, on ne peut que souffrir de cette contrainte. Allez réclamer du pain complet chez votre boulanger habituel, ou votre eau Volvic en bouteilles verre chez l'épicier. On vous regardera avec de gros yeux étonnés et bienheu-

reux encore si l'on ne vous agresse pas d'un « C'est pas vous qu'allez m'apprendre mon métier ! » chez le boulanger ; ou d'un « faut vivre avec son temps » chez l'épicier...

Par contre, si vous vous présentez en tant que membre d'un groupe

de même une dizaine de personnes seulement, on vous prendra tout de suite beaucoup plus au sérieux. Le commerçant se fout pas mal de vendre des patates irradiées, ou des patates biologiques. Ce qui l'intéresse, c'est de vendre. Quand on lui présente un débouché, il dresse

L'ONIC vous dira le contraire, étalant à l'appui de ses dires la composition de son conseil central par exemple. Je cite :

- « — 22 représentants des producteurs...
- 15 représentants du commerce et de l'industrie,
- 6 représentants des consommateurs. »

28 représentants des producteurs-consommateurs sur 43 membres ! Voilà une large majorité ! De quoi vous plaignez-vous dans la Gueule Ouverte ? Vous racontez n'importe quoi ! Apparemment, l'ONIC a raison, mais regardons d'un peu plus près la brochure. Qui sont ces membres ? Quels intérêts réels défendent-ils ? Sont-ils bien représentatifs de l'ensemble des producteurs et des consommateurs ?

Je cite à nouveau : « Les représentants des consommateurs sont nommés par arrêté conjoint du ministre de l'Agriculture et du ministre des Affaires sociales ! » Voilà des consommateurs fort peu indépendants ! Quant aux producteurs et aux autres membres, c'est pareil. C'est de la représentation bidon. Je cite à nouveau : « L'ONIC est administré par un Conseil central composé de 43 membres nommés par arrêté du ministre de l'Agriculture... » C'est clair ! Et si l'on affirme l'indépendance de l'organisme par des phrases du genre : « Il est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière », on apprend par ailleurs « L'ONIC est soumis au contrôle économique et financier de l'Etat » ... « il est placé sous la tutelle des ministres de l'Agriculture et de l'Economie et des Finances »...

— Examen de tous les problèmes qui lui sont soumis par les Ministres de tutelle.

— Surveillance permanente de l'évolution des marchés grâce à la centralisation et à l'exploitation de nombreux renseignements statistiques. Il est ainsi possible de suivre la situation de la collecte, des stocks, de l'utilisation des céréales par les diverses industries, des exportations, des mouvements inter-départementaux, ainsi que l'évolution des prix.

L'O.N.I.C. peut ainsi prendre ou proposer les mesures nécessaires pour pallier les difficultés éventuellement rencontrées dans tel ou tel secteur.

— Délivrance des certificats d'importation et d'exportation. En 1967-1968 le tonnage global de ces différents certificats a porté sur près de 9 millions de tonnes et le nombre de certificats émis par l'O.N.I.C. a atteint environ le chiffre de 60.000 (25.000 pour les céréales et 35.000 pour les produits dérivés).

— Contrôle des exportations, en liaison avec les Douanes et paiement des restitutions. A ce titre, l'O.N.I.C. a versé aux exportateurs environ 1.680 millions de francs au cours de la campagne considérée.

En outre, pour les certificats d'importation apurés par les Douanes, l'O.N.I.C. a remboursé les cautions aux exportateurs.

— Contrôle des opérations de dénaturation et d'incorporation et paiement des primes de dénaturation. Il a été versé aux dénaturateurs et incorporateurs 90,5 millions de francs.

— Versement aux agriculteurs, de l'aide à la production du blé dur. Au total 37,5 millions de francs ont été nécessaires pour le paiement de cette prime.

— Versement des restitutions à la production (abaissement du prix des céréales utilisées par certaines industries, dont les produits sont concurrencés par des produits de synthèse). Les sommes payées à ce titre ont atteint 54 millions de francs.

— Intervention sur le marché. Au cours de la campagne 1967/68 les demandes d'intervention ont porté sur :

928.000 quintaux de blé tendre
3.623.000 quintaux d'orge
99.000 quintaux de blé dur
20.000 quintaux de seigle

Il a été nécessaire de contrôler les quantités offertes, afin de déterminer si leur qualité était conforme aux normes prévues ; ensuite il a fallu prévoir le stockage de ces quantités. Des magasins et silos ont été recherchés par adjudication et le stockage des quantités mises à l'intervention organisé d'une façon aussi économique que possible, compte tenu de la situation des lots de céréales et des centres de stockage retenus.

— Intervention préventive ; en 1967-68 une intervention de cette catégorie a été effectuée sur 2 millions de quintaux de blé tendre et les mêmes problèmes de stockage que pour l'intervention préventive ont dû être résolus.

— Octroi de son aval à certaines catégories de collecteurs agréés pour assurer le financement des céréales en stock. Le montant cumulé des effets avalisés au cours de la campagne 1967-1968 s'est élevé à 22.042.000.000 F. et le risque maximum a atteint 3.256.000.000 F. (le 30 novembre 1967).

— Agrément des collecteurs autorisés à acheter des céréales en culture.

— Contrôle technique et financier des collecteurs agréés (et plus particulièrement de ceux qui demandent le bénéfice de l'aval de l'O.N.I.C.).

Encouragement à certains investissements par l'attribution de primes.

Il y aurait beaucoup à dire sur le scandale des eaux minérales. En gros, seule Volvic (avec loin derrière Charrier et Contrex) est valable. Mais en bouteilles verre (le plastique, quand on le fait brûler dégage un gaz extrêmement toxique. Pas besoin d'avoir le nez bien fin pour s'en apercevoir. Or, à la température ordinaire, il se dégage aussi, un peu plus lentement, et se dissout dans l'eau et vous le buvez... mais il y a mieux, il paraît que chez PERRIER, on met l'eau dans les bouteilles chaudes, en même temps qu'on les moule. Bonne santé...). Je reviens à Volvic. C'est la seule valable, mais en bouteille plastique, elle est aussi dégouillasse que les autres. Or, on en trouve de moins en moins en bouteilles verre. Il serait même question de les supprimer totalement. Suffirait d'une gueulante des consommateurs pour les relancer. Pas besoin de baration. C'est le nombre qui compte. Juste un mot du genre « Y'en a marre du plastique. Nous voulons du verre » adressé à la direction (60, boulevard Maréchal-Joffre, 92340 - BOURG-LA-REINE), aurait son effet. Une gueulante chez l'épicier aussi, si on a monté sa petite association ou si on se pointe avec une liste de gens intéressés.

l'oreille. Idem pour le producteur. Si on lui paie la quantité, il fait la quantité. Si on exige la qualité, il soigne sa production. C'est pareil chez les animaux domestiques. Le porc ou le bœuf se laissant nourrir avec n'importe quoi, on leur donne n'importe quoi. Par contre, la chèvre et le mouton exigent de brouter leur bonne herbe ou font la grève de la faim. On les laisse brouter.

Bon, on passe à la pratique.

COMMENT REALISER UN GROUPEMENT PRODUCTEURS-CONSOMMATEURS ?

1. Trouver des gens intéressés. Le plus simple et le plus fructueux est de lancer un appel à la fin d'une réunion (écologique ou autre...).

(2) Un blé panifiable doit avoir un W (valeur boulangère) de 100 et un G. force de gonflement) de 18. L'Étoile de Choisy a un W de 54 et un G de 17,80. On est donc contraint de la mélanger à des blés de force importés des USA. On aboutit ainsi à l'aberration suivante : on a trop de blé, mais on doit quand même importer.

C'est ainsi qu'ont démarré les comités antinucléaires. Un appel au micro pendant la fête après la manif de BUGEY. « Pour ceux qui ne veulent pas rentrer chez eux les mains vides, ceux qui veulent agir : Réunion demain, sous les peupliers, à 10 heures ». On n'était qu'une trentaine, mais chacun a essaimé dans son coin, avec force documentation et le cœur gonflé à bloc de ne plus se sentir tout seul, paumé dans son coin.

Mais tous les moyens sont bons :

- annonces dans un journal, appel aux amis et connaissances,
- distribution de questionnaires dans les boîtes à lettres, réunions.

— Elle permet déjà bien des réalisations, dont les plus simples, les premières à effectuer pour assurer le démarrage et montrer aux habitants que ça marche sont :

Faire des commandes groupées.

Voici une liste des principales adresses. Elles ont toutes une bonne réputation biologique. Ecrivez, on vous enverra des listes de produits biologiques, prix, frais de port, garanties, etc. Comparez, choisissez, commandez. En général, il ne faut pas se fixer sur telle ou telle maison. Celle-ci sera plus avantageuse pour tel produit, celle-là pour tel autre. N'hésitez pas à gueuler si vous constatez un truan-

Et tout particulièrement pour les produits suivants :

HUILE : Emile NOEL, 30130 PONT-ST-ESPRIT.

1^{re} pression à froid, acidité naturelle inférieure à 1 (ce qui est le signe d'une bonne qualité), taux élevé d'acide linoléique. Prix entre 5,45 et 7,60 F (3) le litre selon l'importance de la commande. Mais attention :

1. Ces garanties ne sont valables que pour l'huile de tournesol.
2. Dina et José DITTS (cf. rubrique des lecteurs) me signalent qu'il n'y a pas de garantie biologique. C'est vrai, les graines utilisées peuvent très bien être de culture ordinaire ou même chimique. Mais dans ce cas il me semble qu'il serait difficile de pouvoir obtenir un taux d'acidité inférieur à 1. Cependant, il serait intéressant que M. NOEL ou un lecteur de la région nous apporte des précisions à ce sujet.

RIZ : M. Joseph BON, Mas du Petit Manusclat, LE SAMBUC. Tél. 29, ou : 1, rue Vincent-d'Indy, 13-ARLES.

- sans traitement insecticide ou conservant,
- désherbé à la main,
- séché à l'air.

C'est un riz de toute première qualité (il est vendu également par SPIRAL). Mais il est vraiment rageant de savoir que malgré toutes les précautions que l'on peut prendre, on n'échappe pas à la pollution. Le Rhône charrie les déchets atomiques (tritium, carbone 14 (4), etc.) des usines de Marcoule, Bugey... Or, ces isotopes radioactifs se concentrent plus particulièrement dans l'écorce des céréales ! Que faire ? Ne plus manger de riz ? Mais c'est pareil pour tous les aliments, même cultivés loin d'une centrale ! La région en France où l'on trouve le plus de strontium 90 dans le lait est... le Cantal. Il n'y a pas d'usines atomiques dans le Cantal, mais beaucoup de pluies chargées des déchets des USA et d'ailleurs. Quand Debré fait exploser une bombe à Mururoa, il peut se baigner tranquille, seulement 5 % des retombées ont lieu sur place. Le reste se balade dans l'atmosphère et retombe au petit hasard des vents et des pluies, en général sur l'Australie ou le Chili qui émettent des protestations... Fermons la parenthèse. La solution, c'est de manger du riz à moitié décortiqué, ainsi, on évite la moindre partie des isotopes concentrés dans le gros son tout en conservant les éléments précieux (protéines, vitamines, oligo-éléments) du germe et des couches sous-jacentes.

Bon, voilà pour les commandes, cela permet déjà d'obtenir la qualité, de cesser de bouffer Prisunic, mais présente des inconvénients. Nécessité de stockage, donc ne peut pas porter sur des produits frais, fruits, légumes qui se détériorent rapidement, nécessité de

(3) Ordinairement, une telle huile se vend aux environs de 10 F le litre. Avec parfois même des garanties inférieures. La Vie Claire, par exemple, ne garantit plus comme autrefois, moins de 0,5 d'acidité (ce qui était une garantie remarquable). Elle a changé ses étiquettes qui ne portent plus maintenant que « première pression à froid ».

(4) A tel point qu'on ne peut plus dater les couches géologiques (le carbone 14 était utilisé à cet effet).

prévisions de consommation, déceptions parfois lorsque le produit reçu ne correspond pas à ce qu'on attendait... Mais surtout, il n'y a pas de contact direct producteur-consommateur, pas de lien humain entre les deux. Chaque fois que ce lien humain peut être rétabli, c'est de loin préférable, d'où l'intérêt d'ententes avec les producteurs locaux.

Entente producteurs-consommateurs

Elle permet évidemment des achats et souvent de meilleure qualité, à plus bas prix, plus variés (fruits, légumes, œufs..., tout ce qui ne peut se vendre par correspondance).

Mais il y a d'autres conséquences plus profondes qui résultent des **RAPPORTS HUMAINS** qui s'établissent :

- stimulation de la production de qualité (ce qui se passe au pays de GEX, M. ARNET par exemple). Réciproquement, information du consommateur, visites chez les producteurs, apprentissage des techniques biologiques (participation à des travaux pendant les vacances...).
- Voyages en commun, petites « brigues biologiques » à l'occasion des visites où l'on consomme les produits du terroir (celles organisées par Lemaire ou Mérien).

— Eventuellement, si vous obtenez des moyens financiers plus importants, création d'ateliers (poterie, journal, service librairie, etc.). Même sans grands moyens financiers, à partir du moment où l'on a créé une association, on représente une force, et pour peu qu'on ne fasse pas preuve d'agressivité, les portes s'ouvrent. Le potier du coin vous prêtera son four, le canard local vous ouvrira quelques colonnes... A vous de faire preuve d'imagination pour réaliser tout ce qui vous intéresse en fonction des possibilités de votre région. Ça y est, j'en entends encore qui gueulent « à la récupération ». Tant pis, laissons-les gueuler. Quand je fais moi-même l'assiette dans laquelle je bouffe, même si je l'ai fait cuire dans le four de machin qui vend très cher de la saloperie à des touristes, j'ai pas l'impression d'être récupéré. Quand Christian fait passer un article contre une centrale dans un canard local, je n'en ai pas l'impression non plus. L'important n'est pas : **avec qui** on participe (personne n'est entièrement mauvais, y'a du bon à prendre chez tous !), l'important, c'est : **dans quel esprit** on participe.

Du point de vue pratique, comment trouver des producteurs locaux ?

— En cherchant par soi-même (quand on est à la campagne ou quand on y va en balade. Et quand on est regroupés, ça fait vite tache d'huile).

— En consultant les annonces de revues biologiques :

- Agriculture et Vie (c'est le journal de Lemaire-Boucher),
- Nature et Vie de Désiré MERIEN (13, rue du Village-Kervenanec - 56100 LORIENT).

Etc., etc., vous en trouverez dans tous les magasins diététiques. Mais je signale particulièrement « Agriculture et Vie » et « Nature et Vie » car ce sont des journaux qui ne se contentent pas de baratin, aussi

PROJET D'ASSOCIATION PRODUCTEURS - CONSOMMATEURS
 QUESTIONNAIRE à retourner à M. André Lioret, Pâquier, 21 Biigny-sur-Ouche.

Nom: _____
 Adresse: _____
 Profession: _____
 Situation de famille: _____

-Etes-vous d'accord avec le principe d'une "Association de producteurs-consommateurs" de produits de qualité biologique, Association dont tous les adhérents se connaissent?

-Etes-vous d'accord avec le principe de la constitution d'une Société Immobilière Agricole qui permettra à l'Association d'avoir un bien immobilier propre, servant de point commun, ou lieu matériel ?

-Etes-vous d'accord avec le principe de la constitution d'un syndicat entre les agriculteurs de l'Association?

-Pouvez-vous fixer un chiffre moyen de consommation hebdomadaire en pain blanc ou en pain complet? _____ en farine?

-Pouvez-vous fixer un chiffre moyen de production & de consommation annuelles des produits ci-dessous ("p" = production, "c" = consommation) :

blé p	c	carottes p	c
pommes de terre p	c	poireaux p	c
oignons p	c	choux p	c
œufs p	c	beurre p	c
volailles p	c	miel p	c

-Autres suggestions concernant la consommation & la production ? _____

-Autres suggestions concernant le questionnaire lui-même ? _____

2. Décider du lieu et de l'heure de la première réunion.

— Elle peut se faire dans un café si personne n'a de local à proposer.

3. La première réunion.

— L'important est de ne pas s'enliser dans du baratin. D'agir tout de suite. Il faut qu'à l'issue de cette réunion, chacun sache ce qu'il a à faire et que dès la fois suivante, on puisse commencer à distribuer les premières livraisons. Sinon, les gens se lassent, le groupe fond et c'est terminé. Le mieux est donc au départ de ne pas se constituer en association avec statuts déposés, ce qui prend toujours du temps, mais de se constituer en association de fait dite « association d'entraide ». On légalisera plus tard, quand le besoin s'en fera sentir pour élargir le pouvoir de l'association.

4. L'association de fait : type « entraide ».

Elle présente l'avantage de ne pas avoir de compte à rendre à qui que ce soit, pas de paperasseries, d'autorisation à solliciter, etc., mais c'est un avantage qui lui fixe aussi ses limites. Elle nécessite que chacun se fasse confiance, se connaisse, elle ne peut donc bien fonctionner qu'avec un nombre pas trop important d'adhérents et des responsables bénévoles (on peut toujours s'entendre pour leur « rembourser des frais » d'ailleurs). Et si elle prend de l'ampleur, on peut toujours essaimer ou légaliser.

dage manifeste, mais ne gueulez pas pour des bricoles non plus.

Faites-moi part de vos expériences ou signalez-moi des adresses intéressantes si vous en connaissez, je publierai tout ça pour les copains. Les bonnes adresses :

LES JURANDES « Le Petit Porteau », 37 - JOUE-LES-TOURS.

- Alimentation,
- Textiles,
- Cosmétiques et hygiène.

SPIRAL, 11, allée de la Fontaine, 91 - STE-GENEVIEVE-DES-BOIS.

- Alimentation (spécialement produits macrobiotiques),
- Condiments, aromates, plantes,
- Produits de beauté.

MANOIR DE ROUEGAUTIER, 47 - CANCON.

- Alimentation,
- Plantes,
- Produits de beauté,
- Produits d'entretien.

CEREAL, Vissenty, 07 - ANNONAY.

- Produits céréaliers (comme son nom l'indique).

LA VIE CLAIRE, 43, rue de Romainville, 93 - MONTREUIL.

- Alimentation,
- Plantes,
- Produits de beauté et d'entretien,
- Service librairie + revue.

S.V.P. LEMAIRE, 3, rue du Parvis-St-Maurice, 49 - ANGERS.

- Produits céréaliers, chocolat, conserves, vins.
- Service librairie + revue avec adresses de producteurs, visites d'exploitations, etc.

valable soit-il, mais sont en contact direct avec le réel, avec la pratique, organisent des stages, des visites de fermes, etc.

— En écrivant à VINGRAU - 66600 RIVESALTES.

C'est excellent ce que font les gars de VINGRAU. On vous les signalait déjà dans le n° 4 de la G.O. Voir détails ci-dessous.

— En s'adressant aux responsables régionaux Lemaire-Boucher.

Bon, maintenant, vous êtes au courant, si vous continuez votre petit train-train habituel sans y rien changer, si vous ne vous groupez pas au moins en association de fait, vous n'avez plus d'excuse, c'est que vous vous trouvez bien dans le troupeau et que vous y resterez. Par contre si vous avez des

ambitions plus importantes, il y a d'autres formes de groupement possibles, avec statuts et qui permettent des réalisations plus solides : coopératives, etc. Le plus simple est l'association type loi 1901.

• Sans but lucratif : donc pas d'impôts à payer.

Ici, je passe la parole à Désiré Mérien qui a créé une association, « Loi 1901 », qui comprend bien des réalisations dont, tout récemment une coopérative à Brest qui peut créer des filiales partout en France. Je cite son annonce extraite de la revue « Nature et Vie » de décembre dernier : « La coopérative de Lorient fonctionne normalement, sans abus de l'idée commerciale, mais avec le souci constant de procéder à une construction com-

munautaire. Une section coopérative se met en place à Brest. Des demandes de renseignements pour la constitution de coopératives nous parviennent d'un peu partout. Rappelons que le DEPOT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI A ÉTÉ EFFETUÉ AU NOM DE « NATURE ET VIE » EST VALABLE QUEL QUE SOIT LE LIEU OU L'ON DESIRE IMPLANTER UNE NOUVELLE SECTION COOPÉRATIVE DE TYPE AUTONOME. Il est possible de nous demander tous renseignements par correspondance, mais le mieux est de venir s'initier sur place aux différents rouages de cette organisation communautaire... »

Pour les gens intéressés, voir le modèle de statuts ci-dessous.

On peut créer aussi un syndicat

agricole (même avec des citoyens qui s'inscrivent à titre de « membres affiliés ») ou une société immobilière agricole. Mais c'est plus complexe et nécessite de s'adresser à un juriste. Pour plus de détails, écrire en Haute-Garonne, au CRUTI à ST-FRAJOU (Haute-Garonne) qui vous fera part de son expérience. Peut-être aussi que parmi les lecteurs, quelqu'un pourra nous faire un topo sur ce sujet. En attendant, écrivez-moi à la Gueule Ouverte pour me signaler ce que vous faites, quels sont vos problèmes, vos réussites et je publierai chaque mois tout ce qu'il faut pour vous soutenir. C'est le moment de foncer. Je ne veux plus de lettres du genre : « Je suis tout seul, je m'emmerde dans mon bureau et me console un peu en

FICHES ECOLOGIQUES, VINGRAU, 66600 RIVESALTES

Pourquoi ? Comment ?

Fin 1971, un ami refuse l'adresse d'un de ses fournisseurs ; nous nous apercevons stupéfaits que de nombreux négociants tiennent secrètes les adresses de leurs fournisseurs, pour essayer de s'assurer un monopole, et entrent ainsi en contradiction avec l'objectif même de leur activité qui est de rendre service et de distribuer. La circulation des informations nous apparaît essentielle pour équilibrer le mouvement de concentration qu'exercent les intérêts commerciaux et industriels.

Janvier 1972, l'aliénation, l'abdication, et la paresse de l'individu nous apparaît proportionnelle et parallèle au développement des monopoles, et de tous les groupes puissants qui centralisent les informations, les outils, les richesses.

Octobre 1972, nous arrêtons les expéditions de colis familiaux ; Cf. fiche « expédition » pour les adresses de fournisseurs prenant le relais pour les expéditions en assortiment de

détail. Pour les achats directs en gros ou à la ferme auprès des producteurs biologistes, nous éditons les fiches achat.

Fiches-Achats : elles comportent des adresses d'agriculteurs et fournisseurs biologistes, et quelquefois de grossistes et importateurs du circuit non biologique (avec mention « Non bio. »).

Nous ne prétendons pas vous offrir des garanties, mais seulement des présomptions. Ces listes, imprimées par petites séries sont remises à jour avant chaque nouveau tirage : aux adresses des fournisseurs qui nous étaient déjà familiers, nous ajoutons les rectifications que nous adressent nos correspondants, et les textes des annonces « d'Agriculture & Vie », « Nature & Progrès », « Nouvelle Hygiène », « Vie Claire », « Vivre en Harmonie », « Le Témoin », « Survivre », « 50 Millions », « Que Choisir », « Témoin Chrétien », « Paysan biologique », « Omne Fratres », etc.

Fiches-Départementales, Pourquoi ?

Le besoin de nous regrouper sur le plan régional est aussi évident que le besoin d'acheter directement : nous éditons pour chaque départe-

ment une liste des sympathisants, médecins, revues, producteurs, associations régionales, dont l'intérêt commun est l'agrobiologie et la recherche de solutions simples, régionales, écologiques. Comment ? Nous comptons 16 h de travail pour l'édition d'une liste régionale d'importance moyenne (10 h pour l'analyse-classement, 2 h pour la rédaction de la fiche, 4 h pour les dactylographies successives). Nous tirons 5 copies que nous répartissons auprès de 5 correspondants, puis nous rectifions la liste en fonction des additions ou soustractions apportées par ces correspondants ; nous comptons donc répartir les frais sur 20 correspondants par département, soit 10 F par fiche. Nous espérons que des comités régionaux prendront bientôt le relais, et nous nous contenterons de distribuer leurs fiches.

Fiches-outils, bourrées d'adresses, de références, pour vous donner accès aux fournisseurs, associations diverses, recettes économiques, trucs, qui simplifient la vie dans le sens de l'écologie et de l'hygiène individuelle. Liste au verso.

Réponses à vos questions et recherches particulières : Envoyez la parti-

cipation qui vous convient, en sachant que le temps de réponse est à multiplier par deux pour tenir compte du travail d'analyse et de classement déjà investi et effectué sur nos documents.

Autres services offerts :

— Distribution gratuite de vos tirés à part et tracts, intercalés avec nos fiches, solutions biologiques et écologiques seulement ; format 21 x 29,7 ou 21 x 15.

— La publication fréquente et gratuite de votre adresse, accompagnant les extraits de vos textes, publiés dans nos fiches. On peut trouver de nombreuses citations dans les fiches ail, accouchement, orties... Adressez-nous un exemplaire des textes et ouvrages que vous serez heureux de nous voir analyser et citer.

— La publication gratuite de vos petites annonces et informations sur vos productions, profession, violon d'Ingres, services (gros et petits : tricots faits main, garde-d'enfants le soir, location d'une chambre, d'une machine ou d'un outil, bricolage, gardiennage, conseils, bibliothèque spécialisée à consulter chez vous, etc. Ces précisions seront publiées dans les fiches-départementales).

Cocher ici les fiches désirées

	Prix
— Liste départementale des sympathisants en agrobiologie : chaque département au choix	10 F
— Accouchement : Préparation	1 F
— Adventices ; Mauvaises herbes (tiré à part N & P)	gratuit
— Agrobiologie : Pourquoi ? (tract N & P)	gratuit
— Agrobiologie : Comment ? (tract N & P)	gratuit
— Ail : Pour ou contre ? (sous ce prétexte, 130 lignes présentant quelques approches en matière de santé	1 F
— Alimentation biologique : bulletin Lima	gratuit
— Bougies à rouler soi-même, sans moule : instructions détaillées avec adresses de fournisseurs de matière première.	1 F
— Cafés, thés et substituts : tract Lima	gratuit
— Céréales : liste d'agrobiologistes	1 F
— Chauffe-eau solaire à faire soi-même en anglais, 11 pages.	5 F
— Cuisseur bain-marie solaire à faire soi-même en anglais ; 5 pages	3 F
— Ecologie, agrobiologie, bioélectronique et transmutations, bulletin lima	gratuit
— Elevage : bœufs, vaches, chevaux, cochons, lait de vache, beurre, fromages : adresses d'éleveurs avec indication des races et produits	1 F
— Elevage : chèvres, moutons, volailles, œufs, lapins pigeons, fromage	1 F
— Epicerie	1 F
— Expédition-vente par correspondance	1 F
— Fromages, voir à Elevage	1 F
— Fruits frais, liste d'agrobiologistes	1 F
— Fruits secs : listes d'agrobiologistes et grossistes importateurs	1 F
— Laine pour matelas, édredons, pour filer, tricoter, tisser ..	1 F
— Laitages : voir à Elevage	1 F
— Légumes secs	1 F

— Maraîchage : liste d'agrobiologistes	1 F
— Méthane-gaz de fumier : principes ; 6 pages	3 F
— Miel : liste d'apiculteurs publiant des annonces dans la presse bio.	1 F
— Moulins à céréales de cuisine ou de ferme	1 F
— Moulin électrique Samap : documentation Samap	gratuit
— Motoculteur électrique antipollution : documentation	gratuit
— Ortie : Pourquoi, comment : adresses de fournisseurs, modes d'emploi	1 F
— Pain (fiche Lima)	gratuit
— Piscine, chauffage solaire ; 2 pages en anglais	1 F
— Poireau : ver du poireau, traitements préventifs et curatifs naturels	1 F
— Poisson : anchois, anguilles, morue, saumon, baleine ; fournisseurs et informations	1 F
— Pommes de terre : liste d'agrobiologistes, adresses	1 F
— Pompe éolienne, bon marché, à faire soi-même ; 13 pages en anglais	6 F
— Potiron doux japonais : bulletin Lima n° 26	gratuit
— Pucerons : traitements naturels	1 F
— Recyclage : adresse des Cte Emmaüs de France recyclant les vieux matériaux ; accueil de volontaires-chiffonniers ..	1 F
— Riz : fiche Lima	gratuit
— Séchoir solaire pour fruits et légumes ; 9 pages en anglais.	6 F
— Tissage : adresses d'artisans prenant des stagiaires ; adresse d'un centre d'information, 28 adresses de fabricants de métiers à tisser, 3 adresses d'éditeurs de livres d'initiation au tissage	1 F
— Sucre de Canne roux : adresses de fournisseurs	1 F
— Vin, vigne, raisin	1 F
— Yaourts : recettes, adresses pour ferments	1 F

TOTAL

* Adresser cette liste et le montant de votre commande à : Fiches Ecologiques, VINGRAU, 66600 Rivesaltes.

LEMAIRE BOUCHER RESPONSABLES RÉGIONAUX

NORD

M. Claude ARTUR, « La Closerie », 2 bis, rue des Fontaines, (80) Chantilly, tél. 457 16.80.

FRANCHE-COMTÉ

M. Norbert CAYE, « La Bergerie », Bard-les-Pesnes (70) Chaumercennes.

AUVERGNE

M. Robert COLOMB, « La Rob'Ann », route de Brout-Varnet, (03) Vendat, tél. 41-40-64.

BOURGOGNE

M. Henri DUPUIS, (21) Saint-Romain, Moursault, tél. 35, Saint-Romain.

CHAMPAGNE

M. Joseph GARNIER, 18, rue Royale (51) Ste-Menehould, tél. 432.

QUEST-POITOU-CHARENTE

M. André GAUTRON, (79) Fenioux, La Crèche.

CENTRE

M. Franck LEPAIS, « Bas-Villiers », (86) Vouneuil-sur-Vienne, tél. 51.

TOURAIN

M. Thierry MENAGER, Brévend, « La Rondelière », (37), Larçay, tél. 55.66.30.

SUD-EST

M. Alain MEYNARD, rue de la Belle, 5 11, (34) Montpellier, tél. 92.12.48.

RHONE-ALPES - BOURGOGNE

M. Jacques MONIN, 22, rue Claude-Violet (69) Lyon-8^e.

SUD-OUEST

M. François PASQUIER, « Les Cadrés », route de Castelneau-d'Auzan (32), Eauze, tél. 21.82.

LOT-AVEYRON

M. Daniel PENEAUD, (12) Saint-Christophe.

SUD-OUEST-PÉRIGORD

M. Jean PENEAUD, « L'Arche-de-Noé », 10, rue Abel-Boydé, (47) Marmande.

BERRY-SOLOGNE

M. Hubert RICHARD, « rue de Javelles », (41) Romorantin.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

M. Roger SOLE, 6, Bd de Strasbourg (34) Béziers.

MORVAN

M. Paul TANTURIER, « Le Paloux », (21) Sombornon.

achetant la G.O. pour moi et pour les copains... » ou : « ... un vieux boulanger blo va disparaître. Il prend sa retraite. Il sera remplacé par une charcuterie... ». Jean-Louis, fais comme à Gex et tu auras du pain biologique chez toi, Jean-Claude, cours acheter ta G.O. à la fac de Vincennes le vendredi. Tu verras Guy TRESALLET. C'est un gars bien, il te remontera tout de suite le moral et je te garantis que tu pourras enfin te défouler en agissant. Vous n'êtes plus tout seuls maintenant les gars. Consultez la rubrique « Du côté de ceux qui disent « JE ». Et ralliez-vous au « panache blanc » de la « locomotive » la plus proche ou mieux, faites la « locomotive » vous-même en démarrant une action.

DU COTE DE CEUX QUI DISENT « JE »

A Paris :

Guy TRESALLET, 7, av. Albert-I^{er}, 94-LA VARENNE. Il paie ses études en vendant Charlie et la Gueule Ouverte dans les facs. Il est à Vincennes chaque vendredi. Il est jeune, mais vachement débrouillard, a déjà beaucoup d'expérience. Voyages. Création d'une coopérative pour trouver du travail sans avoir à faire du porte à porte ou passer par les Manpower et autres négriers modernes. Il est en train de l'élargir et cherche à fonder une (ou plusieurs, avec lui y'a pas de limites) communauté ou truc dans ce genre pour quitter Paris.

ASSOCIATION « NATURE ET VIE » STATUTS

Bureau de 3 personnes au moins :
1 président, 1 secrétaire, 1 trésorier.

Déposer un modèle analogue à celui-ci à la sous-préfecture de localité.

Art. 1 :

Entre les soussignés et ceux qui adhèrent aux présents statuts, il est constitué une association soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901 ayant pour titre : « NATURE ET VIE ».

Art. 2 :

L'association « NATURE ET VIE » se déclare indépendante des pouvoirs publics (civils et militaires) et de tout groupement religieux ou politique.

Art. 3 :

Le but de cette association est :
— de rechercher les possibilités de protection de la Vie, notamment en ce qui concerne l'homme et son environnement, par la lutte contre les diverses pollutions et fléaux sociaux ;
— de procéder à une éducation populaire, sanitaire, sociale et culturelle.

Art. 4 :

La présente association est ouverte :
— individuellement à tous ceux qui désirent œuvrer à la résolution des problèmes exposés à l'article 3 ;
— collectivement aux associations qui par leur responsable acceptent les présents statuts. Chaque association adhérente est assimilée à un membre individuel et est représentée pour le vote par son président.

Art. 5 :

Le siège de l'association est fixé au : Indiquer ici votre siège.

Art. 6 :

La présente association comporte un conseil d'administration de 7 membres au moins et de 15 membres au plus.

Art. 7 :

Le conseil d'administration, après chaque renouvellement, élit un bureau composé : d'un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier.

Art. 8 :

Les membres de l'association se réuniront ordinairement une fois l'an en une assemblée générale qui aura pour but :
— de critiquer les actions engagées ;
— de préparer les actions envisagées, d'élire les responsables du conseil d'administration.

Art. 9 :

Le conseil d'administration peut être, lors de l'assemblée générale :
— reconduit dans une composition minimum de 7 membres ou maximum de 15 membres ;
— renouvelé par élection du tiers de ses membres non mandatés au bureau, choisis en tiers consécutifs.

Art. 10 :

L'assemblée générale pourra décider l'affiliation ou le retrait de l'association à une fédération française et à une fédération internationale militante pour les mêmes buts.

Art. 11 :

Des sections locales pourront se former à l'image de l'association.

Art. 12 :

Tous les membres habilités à participer aux diverses réunions peuvent voter, physiquement, par correspondance ou par procuration.

Art. 13 :

Les moyens d'action sont :
— Organisation de réunions, colloques, séminaires, stages, congrès, etc. ;

— Editions de publications : brochures, livres, tracts, etc. et une revue dénommée : « NATURE ET VIE ».

Art. 14 :

C'est le Bureau qui est mandaté pour mettre en œuvre ces moyens d'action : tous pouvoirs lui sont confiés à cet effet.

Art. 15 :

L'association est représentée par son président qui a tous les pouvoirs pour agir en son nom ; auprès des pouvoirs publics, de la justice, pour faire ouvrir et gérer tout compte en banque ou postal à la fois au nom de l'association et de la revue qui porte le même nom : NATURE ET VIE. Il peut déléguer tout ou partie de ces pouvoirs en cas de nécessité au vice-président pour agir en ses lieu et place.

Art. 16 :

Le trésorier peut effectuer toutes opérations de gestion de biens et intérêts de l'association avec l'accord du président. Le trésorier rendra compte du bilan financier de l'année lors de l'assemblée générale.

Art. 17 :

Les ressources de l'association proviennent des cotisations de ses membres (actifs et bienfaiteurs), des subventions qui pourraient lui être accordées par des collectivités publiques, d'initiatives adoptées ultérieurement par l'association, parmi lesquelles la coopérative, dont le statut éventuel, étant réservé à l'association à but non lucratif, n'est pas imposable. L'association peut accepter des dons.

Art. 18 :

Le montant de la cotisation annuelle est fixée par le Conseil d'administration. Toute cotisation acquise à l'association lui demeure sans possibilité de réclamation aucune de l'adhérent et pour quelque motif que ce soit.

Art. 19 :

L'association représentée par son président peut louer ou acquérir tout local, ou toute propriété, susceptible de faciliter la mise en œuvre de ses buts.

Art. 20 :

Toute démission doit être notifiée au Président dans le mois qui suit cette décision.

Art. 21 :

Tout adhérent enfreignant les présentes dispositions pourra être exclu de l'association, après avis du Conseil d'administration. Toutefois il sera admis à présenter ses explications avant qu'il ne soit statué sur son sort.

Art. 22 :

En cas de départ de l'association pour une cause quelconque, l'adhérent ne pourra prétendre à aucun droit sur les biens de celle-ci. En cas de dissolution, les biens de l'Association seront distribués à des œuvres poursuivant des buts similaires et qui auront été choisies par le Conseil d'administration en conformité avec la loi.

Art. 23 :

Les statuts ci-dessus peuvent être modifiés si besoin est pour la bonne marche de l'association, par présentation des statuts remaniés par le Conseil d'administration à l'assemblée générale qui les adoptera.

Certifié exact à Lorient
le 5 janvier 1970.

Le Président
D. MERIEN.

Excuse-moi Guy si je n'ai pas le temps de te répondre (j'ai le temps de répondre à personne en ce moment : crève + déménagement dans une semaine) mais tu fais du vachement bon boulot. Yann BURLLOT, dans une communauté, 19, rue d'Estienne-d'Orves, FONTENAY-AUX-ROSES (j'espère que depuis cet été l'adresse est valable ou qu'on fera suivre). Pour tout ce qui concerne les réseaux de consommation.

Jean-Michel SICARD, Groupe de Recherches et d'Etudes Macrobiotiques (GREM), 35, allée Bellevue, 93-ROMAINVILLE.

« Le GREM est un groupe culturel et nous avons organisé un début de coopérative pour les céréales... De plus, je prépare actuellement mon départ pour la province... aussi le GREM disparaîtra peut-être ou se confondra à un autre groupe en formation actuellement. » Le GREM et sa coopérative ne disparaîtront pas ! Ecrivez à Jean-Michel ou passez le voir et prenez le relais. De plus, il en connaît un bout sur les céréales... Ce serait très intéressant qu'il puisse trouver le temps de nous écrire.

D'autre part, il va s'installer à Saverne (67) et créer un centre d'animation. Il me signale aussi qu'à Saverne, 5 et 7, rue du Schneeberg, on fabrique du bon pain. C'est le pain lacto-fermenté du Dr BINTZ, qui poursuit les travaux de KHUL sur les fermentations lactiques et a publié plusieurs ouvrages. J'en citerai deux dans le n° 1 de la G.O. Je vous en reparlerai... En tout cas, le pain est de qualité extraordinaire, et pour les gourmands il y a aussi de la brioche...

Marc LABBE (je n'ai pas l'adresse exacte du magasin à Paris. Ecrivez-lui : « Les Grandes », 26, rue Rémy, 95-AUVERS-SUR-OISE) :

• tient un magasin naturel à St-Mandé. Je l'évoquais dans la G.O. n° 4, mais ça n'a pas dû donner beaucoup de résultats car je n'avais pas l'adresse exacte ;

• est en train d'en remonter un porte de Vanves. Une ancienne charcuterie, car il est dynamique, Marc ; il a aussi monté un circuit de pain biologique (du cultivateur - produit fini) et ça, c'est une vraie prouesse car il faut tourner les interdits de l'ONIC (le cultivateur n'a pas le droit de vendre son blé ailleurs qu'à l'ONIC (5). Interdiction également de moulin et de racheter un droit de mouture si l'on n'est pas déjà meunier, d'où suppression des petits moulins et concentration en monopoles, etc.) mais il y a des trucs... J'en reparlerai dans mon article sur la farine. En attendant, voici comment Marc s'y est pris :

« Pour toute culture ou fabrication nous restons toujours en dessous des normes de Nature et Progrès » (on est sévère sur la qualité chez Marc). « Nous avons commencé cette affaire de pain biologique » en 1966. »

Cultivateur : un mordu, un tenace (encore plus que nous si c'est possible) ? Coopérative : y passer était obligatoire autrefois. Nous avons trouvé un directeur qui a accepté de faire transiter légalement le blé biologique, de le stocker spécialement (non mélangé aux autres), etc. Nous travaillons toujours avec eux.

Petit moulin, mais propre. Le matériel était neuf.

Stockage farine : 1 à 2 mois maximum. Fabrication : par un boulanger ayant appris à faire du « pain noir » et à manier le levain en captivité en Allemagne...

A Lyon :

« PRAIRIAL » : coopérative biologique. Les gars parviennent à des prix équitables et parfois même inférieurs à ceux de l'épicier. Tout n'est pas biologique, mais ils le disent et même ce qui n'est pas bio est quand même meilleur

(5) D'où mélange de blés de différentes qualités qui sont tous achetés au même prix. C'est une façon comme une autre de favoriser la quantité.

FOURNIER EST MORT MAIS LA GUEULE OUVERTE N'A PAS FINI DE L'OUVRIR

Il paraît que c'est un coup, tête guidé par l'E.D.F.

Allons, allons, il ne faut pas tout politiser!



PETIT FEU AVEC TOUS CES PAPIERS, LES TECHNICIENS DE LA DEUXIÈME CHAÎNE COULEUR FILMAIENT, IMPASSIBLES, ILS EN AVAIENT VU D'AUTRES, ET LES FLAMMES MONTAIENT JOYEUSEMENT DANS L'AIR FRAÎS AVEC UN FILET DE FUMÉE QUI SE PERDAIT UN PEU PLUS HAUT, QUELQUE PART DANS LE CIEL. CABU FAISAIT DES CROQUIS, UN ENVOL DE PETITS PAPIERS BLANCS SIGNALAIT LA TRACE DE CAVANNA QUI DÉCHIRAIT LES ÉPREUVES DE SON LIVRE "STOP. CRÈVE" (MAIS IL AVAIT LE TEXTE CHEZ LUI, POUR QUAND SON COUP DE CAFARD SERAIT PASSÉ), ET LES AUTRES, TOUS LES AUTRES, EURENT BIENTÔT LE GOSIER OCCUPÉ PAR LE VIN CHAUD DU COUP DE L'ÉTRIÈRE. A PARTIR DE LÀ ÇA ALLAIT ÊTRE TRÈS VITE FINI, IL Y AVAIT DES VOITURES A CONDUIRE SUR DES ROUTES SUSPECTES POUR REGAGNER DES MAISONS VAGUES, DES GOSSES À TORCHER EN LEUR RACONTANT DES HISTOIRES

Lisez LA GUEULE OUVERTE...

Qu'est-ce que c'est, ce journal?

C'est le journal à Fournier...

Celui qui est mort? J'achète...

ABSOLUMENT INVRAISEMBLABLES, DES JOURNAUX A FAIRE OU A LIRE, PEUT-ÊTRE DES COMBATS A IMAGINER, DES ACTIONS A ENTREPRENDRE. BREF, IL Y AVAIT A VIVRE, ET LE TEMPS, ON VENAIT DE LE TOUCHER DU DOIGT, NOUS ÉTAIT COMPTÉ.

AU DESSUS, IL Y A ENCORE UN BLANC. JE SUIS RENTRÉ CHEZ MOI, OU PLUTÔT, JE L'AVOUE, JE N'EN ÉTAIS JAMAIS SORTI, J'AVAIS FAIT SEMBLANT, C'ÉTAIT DE LA



FRIME, LES TÊTES, L'ENTERREMENT, TOUT ÇA, C'ÉTAIT POUR MEUBLER LE SILENCE DE MON CHEZ MOI PAR LE CRISSEMENT DE MA PLUME, LE VIDE DE MA TÊTE PAR QUELQUES PHRASES À INVENTER. MAINTENANT C'EST FAIT. DEMAIN, IL Y AURA D'AUTRES CHOSES A FAIRE, EN TAS. DEMAIN, C'EST

FOURNIER EST TOUJOURS VIVANT

UN AUTRE JOUR. POUSSE-NOUS AU CUL, FOURNIER!

ANDRE VOLPI

LES PETITS ECHOS DE LA MERDE

Du côté de chez Tartuffe

Le groupe « Progrès et démocratie moderne » (succédané de l'UDR) ayant adhéré à la Charte de la Nature de Philippe Saint-Marc, nous sommes heureux d'annoncer le « mea culpa » spectaculaire de M. Fontanet, ministre PDM du bourrage de crâne scolaire. En effet, la Charte de la Nature interdit toute urbanisation en montagne, à une altitude supérieure à 1 500 m.

Les Ménuires et Val Thorens, dont M. Fontanet est le promoteur moral (si je puis dire) étant situées à 1 800 et 2 300 m, seront donc détruites par les soins de M. Fontanet et nous ne pouvons que le féliciter de cet acte de remords tardif. Si toutefois, les souhaits de la Charte de la Nature n'avaient pas d'effets rétroactifs, nous ne pourrions que constater la sincérité de l'adhésion PDM-UDR à cette charte qui ne gêne plus les voleurs dont la fortune est faite (les voleurs de nature, cela va sans dire).

Export-import

Une solution originale : De la neige en plastique pour les stations de ski alpines

Londres. — La compagnie « Skimat » qui est spécialisée dans la fabrication de neige en plastique pour pistes de ski artificielles, notamment celles qui sont installées dans la région londonienne, se prépare à en expédier jusqu'en Suisse.

M. Charles Spurr, son directeur général, a déclaré qu'il s'attendait à recevoir des commandes importantes des grandes stations de ski alpines, de Suisse, de France et d'Autriche, dont les pistes sont insuffisamment enneigées à la suite de trois hivers doux.

Il a annoncé, en outre, qu'il venait de signer un contrat avec les autorités belges portant sur l'installation de trois grandes pistes de ski.

Journal local 22.1.73.

Les gauchistes de l'environnement

« Le grand scandale de notre époque est de voir la technique, fruit du labeur honnête, intelligent et préservant des hommes, prolongement d'une science qui est l'un des grands leviers de l'activité humaine, être exploitée par des organismes ou des hommes qui l'utilisent de façon anarchique dans le but presque exclusif de procurer des produits considérables ».

De qui cette vigoureuse condamnation du Profit ? De qui cette ana-

lyse qui pourrait s'appliquer parfaitement à l'industrie nucléaire ?

De M. Louis Leprince-Ringuet, grand défenseur de cette même énergie nucléaire. Ses fortes paroles s'adressent aux promoteurs des marinas de la Côte d'Azur. Des gens moins puissants évidemment que les dirigeants de Westinghouse, General Electric, lesquels, foi de

Leprince-Ringuet, ne sont pas, mais pas du tout, guidés par le Profit. Pas vrai, mon p'tit gars ?

(Il est d'ailleurs curieux de voir l'énergie des défenseurs de la Côte d'Azur, assassinée par le béton et leur silence opaque devant la mort biologique des mers. Tous des saint Thomas : ils ne croient que ce qu'ils voient.)

Le nouveau « monopoly »

ECONOMIE

Le jeu de la croissance

Le futurologue américain Herman Kahn a présenté, le 23 janvier à 200 chefs d'entreprise réunis par *Entreprise*, le rapport du Hudson Institute sur l'avenir économique de la France. A cette occasion, il a présenté une double série de propo-

sitions sur le sort du monde d'ici à l'an 2000. Lisez ces propositions, cochez celles qui vous paraissent correspondre à vos propres idées puis reportez-vous à la note imprimée à l'envers au bas de ce tableau.

1/ Nous avons une assez bonne idée de ce que le monde peut apporter à l'humanité. Le « gâteau à dimensions fixes » est une métaphore juste.

Personne ne sait ce que la terre contient ou ce qu'elle peut produire. Mais le « récipient qui s'accroît » a été et semble devoir rester une bonne métaphore.

2/ L'homme épuise rapidement les ressources de la terre. Les ressources clés seront tarées au siècle prochain.

Une gestion modérément saine assurerait, dans un futur prévisible, des possibilités de ressources en grande partie pour tout le monde.

3/ La croissance exponentielle de la population et de la production accélère actuellement l'épuisement des ressources.

La Terre peut facilement supporter ses populations et des produits mondiaux bruts inférieurs à ceux d'aujourd'hui. L'accroissement de la population commence à se ralentir. La croissance du PMB va probablement en faire autant. Des ressources et une technologie nouvelles peuvent être utilisées afin d'améliorer efficacement la qualité de la vie et la maintenir à un niveau élevé.

4/ Les nouvelles découvertes de ressources et la nouvelle technologie retarderont la crise mais pas pour longtemps et leur utilisation exacerbe souvent la crise à venir ou même un cataclysme.

Les investissements sont nécessaires à la prévention et à l'élimination de la pollution. (Mais nous devons être prêts à faire face à des événements catastrophiques, tout à fait improbables et imaginaires, mais possibles.)

5/ Les investissements en capital et en technologie, nécessaires à l'extraction des ressources marginales, vont probablement accroître la pollution, vraisemblablement à un niveau mortel.

Le siècle prochain verra probablement l'abolition de la pauvreté absolue à l'échelle mondiale. Bien sûr, certains continueront à être beaucoup plus riches que les autres, mais les écarts croissants accéléreront souvent la croissance économique des pauvres.

6/ De dangereux écarts dans les revenus, à la fois nationaux et internationaux, s'approfondissent rapidement. Une guerre de classes ou une crise politique désespérée sont imminentes.

L'industrialisation du tiers monde et la superindustrialisation du monde développé continueront (et devraient continuer). Il est naïf d'imaginer que les riches partageront volontairement et largement avec les pauvres ou que ceux-ci pourront se saisir par la force d'une grande partie de la richesse.

7/ L'expansion de l'industrialisation du tiers monde sera désastreuse, et une plus grande croissance du monde développé serait encore pire. C'est pourquoi les pays riches devraient arrêter leur croissance et partager leur richesse avec les pauvres.

A quelques exceptions près, le niveau de gestion nécessaire n'est pas remarquablement élevé. Les prix et autres mécanismes de marchés résoudreont la plupart des problèmes. Une coopération internationale, d'un niveau assez bas mais pratique, constituerait la solution de la plupart des autres.

8/ La rapidité du changement, la complexité des problèmes et les conflits d'intérêts rendront impossibles la gestion des ressources, des conflits et le contrôle de la pollution. Il est impératif qu'il y ait un mouvement de ralentissement.

Si les tendances actuelles continuent, le XXI^e siècle connaîtra une société post-industrielle humaniste, dans laquelle les problèmes économiques de l'humanité, jusqu'à considérés comme éternels, auront été résolus.

9/ A moins de changements révolutionnaires entrepris immédiatement, le XXI^e siècle verra la plus grande catastrophe depuis la peste noire.

Si la majorité de vos réponses appartient à la colonne de gauche, vous soutenez l'avis de la majorité de gauche. Si la majorité de vos réponses appartient à la colonne de droite, vous soutenez l'avis de la majorité de droite. Vous appartenez à la catégorie de ceux qui croient que le monde peut résoudre ses contradictions (Herman Kahn).

A quand le tour des humains ?

Du bouillon pour les ruminants

Les vaches dévoreront les nouvelles — mais pas les fraîches — si une technique de transformation des journaux en fourrage peut être perfectionnée.

Des techniciens de l'université d'Aston, à Birmingham (Angleterre), ont réalisé des expériences dans lesquelles le régime alimentaire des ruminants était à base de journaux.

Ceux-ci sont trempés dans de l'eau et la pulpe est ensuite imprégnée de substances fongicides. Le produit de cette recette est un aliment non-toxique et nutritif qui n'a pas d'effets nocifs sur la viande ou le lait des animaux avant été soumis à cette diète.

Le cyprès est en prime

Notre participation pour un meilleur environnement:

pour chaque VW vendue, nous plantons un arbre jeune et sain.

Nous commençons l'année en réalisant une grande tâche : la protection de l'environnement. Nous plantons des arbres. Non seulement, aux premiers jours de chaleur, nous en planterons toute l'année, à raison d'un exemplaire, jeune et sain, pour chaque VW vendue au cours de 1973.

LA GUEULE OUVERTE

REDACTION

ancienne mairie d'Outrechaie
73400 - Ugine

Rédacteur en chef :

Pierre Fournier

Rédacteur en chef adjoint :

Emile Prémillieu

Secrétaire de rédaction :

Martine Joly

ADMINISTRATION

Editions du Square

SARL au capital de 30 000 F

10, rue des Trois-Portes, Paris-5^e

Tél. : 633.27.34

Directeur de la publication :

Georges Bernier

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1973

Imprimerie Hénon

11, rue Stendhal

Distribution N.M.P.P.

Abonnement 1 an : 40 F

Etranger : 45 F

(Envoyer aux Editions du Square)

Mais la loi, est-ce toujours la loi ?

QUAND L'OBJECTION DEVIENT ECOLOGIQUE ou lettre de demande du statut de Jacques RUCHAUD :

Monsieur le Ministre... Voici la raison naturelle qui m'amène à être opposé en toutes circonstances à l'usage personnel des armes.

L'homme étant le dernier maillon de la chaîne des vivants, s'il veut subsister, doit respecter les lois de la nature. Il n'est pas un dieu pour pouvoir se dispenser de la terre, de l'air et de l'eau. Tout se tient, et aucun ne peut vivre sans l'autre : nous ne sommes que le résultat de cet équilibre.

Malheureusement, nous rompons petit à petit avec lui. La nature n'est plus qu'un dépotoir, un lieu où l'on naît, où l'on meurt, où l'on se bat pour spéculer. On n'a plus le respect de l'humain : on doit être aliéné, exploité.

Nous nous détruisons ; les pollutions sont de plus en plus grandissantes (pollution radio-active due aux expériences nucléaires, pollution alimentaire, etc.).

Je refuse d'être complice de toutes ces manigances.

Je veux une vie saine, une santé morale, de ce fait, je suis naturaliste, végétarien, pacifique.

En conséquence, je ne peux accepter une formation militaire sous quelque forme que ce soit.

Veuillez agréer, Monsieur, etc.

Réponse de la commission juridictionnelle :

« Considérant que le sieur Ruchaud Jacques, comme suite à la décision avant dire droit de la commission juridictionnelle qui lui a été régulièrement notifiée, se fonde sur des motifs étrangers au champ d'applications de la loi et qui n'apporte aucun élément nouveau par rapport originaire. (Sieur Ruchaud, pas comprendre « charabia »... mais lui comprendre l'avoir dans le baban-NDLR).

Considérant que les termes d'une telle demande ne permettent pas d'établir la sincérité de ses convictions religieuses ou philosophiques ; qu'il suit de là que la requête doit être rejetée... »

Jacques a fait appel, mais M. Debré « n'a pas jugé utile de faire passer sa requête devant la commission juridictionnelle »...

Comme vous voyez, y'a du nouveau. Mais c'est pas tout et je ne peux pas tout dire (manque de place). Alors, lisez d'une part la Lettre des Objecteurs (25 bis, rue Lamartine, 69003 LYON) et d'autre part « Aux arbres citoyens » (A. VERGER, C. SOC, 57, rue des Hauts-Pavés, 44 - NANTES).

A SEDAN (08), 9 personnes sont inculpées pour activités antimilitaristes. Ça leur fait bien plaisir ! Mais ça pose quand même quel-

ques problèmes. Alors, pour informations et soutiens : Didier LELORRAIN, ILLY, 08200 SEDAN.

Entre autres sanctions : Pierre CLOUET, instituteur inculpé, a été suspendu par l'inspectrice d'académie de Reims.

Mea culpa

Ce n'est pas chez J. COULARDEAU qu'il faut s'adresser pour recevoir : « 111 jours à la prison modèle de Bordeaux-Gradignan » (voir G.O. 4) mais au : JARGON LIBRE, 6, rue de la Reine-Blanche, 75013 PARIS (12 F = 1,65 F de port).

De toute façon, envoyez vos remarques et critiques à Jean COULARDEAU, « Lou Garaï », Bocage de Lambert, 43400 LE CHAMBON-SUR-LIGNON.

Législatives

Citoyens français, voilà ce que vous devez faire, ce que vous devez être : ... selon Debré :

« Le propre de l'individu est de vivre d'abord sa vie quotidienne ; ses soucis et ceux de sa famille l'absorbent. Le nombre des citoyens qui suivent les affaires publiques avec le désir d'y prendre part est limité : IL EST HEUREUX QU'IL EN SOIT AINSI.

La cité, la Nation où chaque jour un grand nombre de citoyens discuteraient de politique serait proche de la ruine. LA DEMOCRATIE ce n'est pas l'affection permanente des passions ni des sentiments populaires à la discussion des problèmes d'Etat.

LE SIMPLE CITOYEN QUI EST UN VRAI DEMOCRATE, se fait, en silence, un jugement sur le Gouvernement de son pays, et lorsqu'il est consulté à dates régulières, pour l'élection d'un député, par exemple, exprime son accord ou son désaccord.

Après quoi, COMME IL EST NORMAL ET SAIN, il retourne à ses préoccupations personnelles — qui ont leur grandeur — ne serait-ce que par ce qu'elles ont de nécessaire, non seulement pour chaque individu, mais pour la société. »

Extrait du livre :

« Ces princes qui nous gouvernent », par Michel Debré.

Des objecteurs de conscience, des insoumis et des déserteurs livrent le texte ci-dessus au jugement populaire, durant toute la campagne électorale, sur tout le territoire français.

Reproduisez-le, publiez-le dans les journaux, affichez-le, en grand, en petit, partout !

Il est possible de commander ce texte à : CSOC, 9, rue Debussy, 33 - TALENCE, et de le lire, l'afficher, le reproduire, etc. Faites vite.

Joëlle.



ANTI-CONSUMMATION

En Arles, un gars et une fille font de la récupération de vêtements d'enfants.

Videz vos placards, raclez vos fonds de tiroirs et envoyez-leur ce qui ne sert plus à vos minots, comme ils disent.

Ils les redistribueront, gratuitement (ils ne demandent que le remboursement des frais d'envoi) aux gens nécessiteux, aux communautés, à tous ceux qui leur en feront la demande.

Leur adresse : Marcel et Yvette VERONS CIAVAGLIA, 35, rue Noquier, 13 - ARLES.

Une COMMUNAUTE RURALE, EU-BIOLOGIQUE, VEGETARIENNE, dans le Sud-Est cherche des artisans, hommes et femmes désirant s'y intégrer.

Leur orientation : connaissance et réalisation de soi, vie simple et naturelle.

Ecrire à « VIE NOUVELLE », La Roche-des-Arnauds, 05400 VEYNES.

L'AGENCE DE PRESSE REHABILITATION ECOLOGIQUE

Elle fonctionne :

Depuis le 5 janvier, date de sortie du premier bulletin qui paraît, maintenant, régulièrement tous les vendredis.

— Qu'est-il ? Actuellement, il se présente sous la forme de sept pages ronéotées.

— Son contenu ? Beaucoup d'articles de presse envoyés par des amis, abonnés ou pas. C'est un recueil d'informations sèches dépouillées de tout commentaire (enfin, on essaie !). Quelques communiqués des mouvements ou groupes écologiques annonçant actions et projets.

— Son envoi ? Il ne se fait que sur abonnement, de plus il est envoyé aux grandes presses (voir plus loin).

Au service de tous... avec tous

Mais attention, ce n'est qu'un début, ce bulletin doit évoluer, il ne peut le faire seul, mais avec l'aide de tous (ex. : une nouvelle vous passe dans les mains, vous l'estimez intéressante : envoyez-la, elle est diffusée et ainsi tous les abonnés en profitent).

Nous rappelons et nous insistons sur le fait que l'Agence n'est ni un journal, ni un mouvement et ce n'est pas une tribune libre. C'est un relais de l'information au service du mouvement écologique. L'Agence doit être actionnée par tous, elle n'a pas de correspondant officiel, vous êtes tous correspondants...

Nous attendons, dans le cadre de cette action, des suggestions susceptibles d'élargir efficacement le travail commencé.

Pourquoi des extraits de la « grande » presse ?

Nous pensons que tout le monde ne peut lire toute la presse : nationale, régionale, d'opinion, d'informations professionnelles, etc. Aussi, nous tentons de piger un peu partout, tout ce qui peut se dire ou se faire. Ainsi nos abonnés ont des chances de profiter de telle ou telle information que leur journal n'a pas diffusé.

Il faut aussi des informations des groupes et mouvements écologiques. Trop souvent les groupes et les mouvements, ou même les individus, ont des difficultés pour diffuser une information. L'Agence a été créée pour eux, elle est gracieusement mise à leur service, il faut qu'ils s'en servent. C'est pour cette raison que nous faisons parvenir nos bulletins à la presse. Celle-ci doit savoir que le mouvement écologique est une réalité. Un souhait, un espoir : peut-être grâce à la répétition de nos envois, quelques-unes de nos actions seront ainsi répercutées.

Abonnement : 10 F ou plus jusqu'à épuisement de ce qu'il est possible de diffuser avec la somme envoyée. AGENCE DE PRESSE REHABILITATION ECOLOGIQUE, 12, rue du Grand-Clos, 45200 MONTARGIS.

THÉÂTRE DE DIX HEURES
36, boulevard de Clichy MON. 07 48
à 20 heures précises

EN CE TEMPS-LA LES GENS MOURAIENT!!
de Patrick FONT & Philippe VAL

Spectacle vivement recommandé aux Ténoriers, inconditionnellement
celui qui ont de la classe, les artistes qui ont tout fait, acteurs
de la scène de l'année, auteurs de l'année, acteurs de l'année, auteurs
de France-Océanie, Spectateurs des débuts du 14 Juillet, Spectateurs
de haut, Spectateurs de conscience, Spectateurs, Ténoriers, etc.

« Si y a un acteur qui peut être un vrai talent !
Juste de quoi laisser le DIX-HEURES, au théâtre !
Bonne nuit à tous ! »

« Ce programme est une exclusivité, car personne n'en
veut ailleurs. C'est pas commercial. Mais je vous conseille
vivement d'y aller. Bang ! » Les artistes ont le mot.

Comment peut-on plaisanter avec des arbres ?
Vous le savez en entrant... à 20 heures
Vous faites en entrant... à 21 h. 30

Entrée 10 F
Etudiants et collectivités 0 F

Les recettes du spectacle de Patrick Font et Philippe Vial seront offertes aux comités antinucléaires.

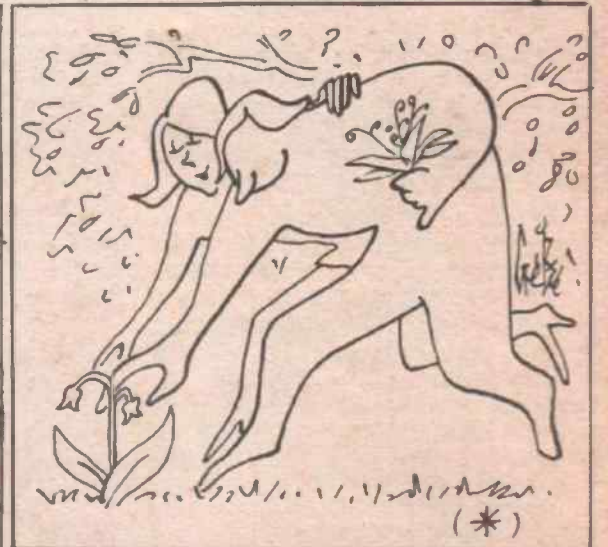
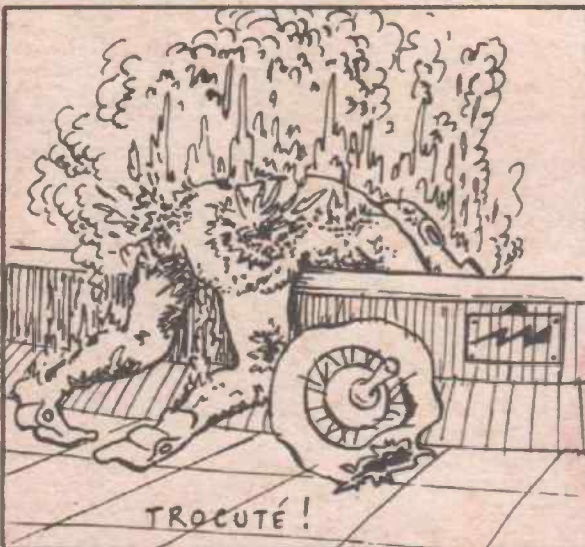
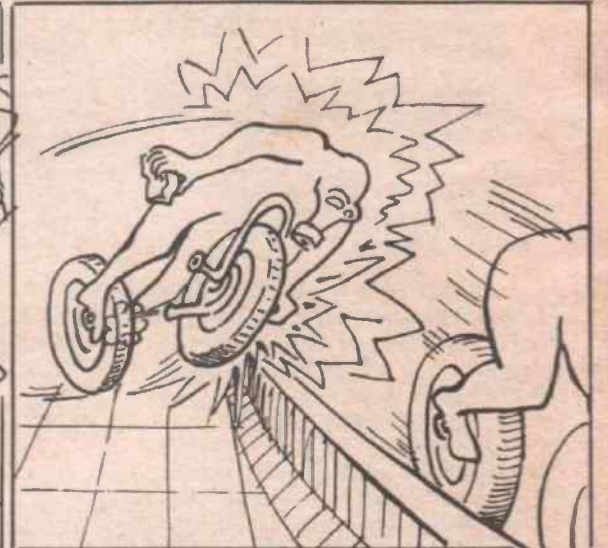
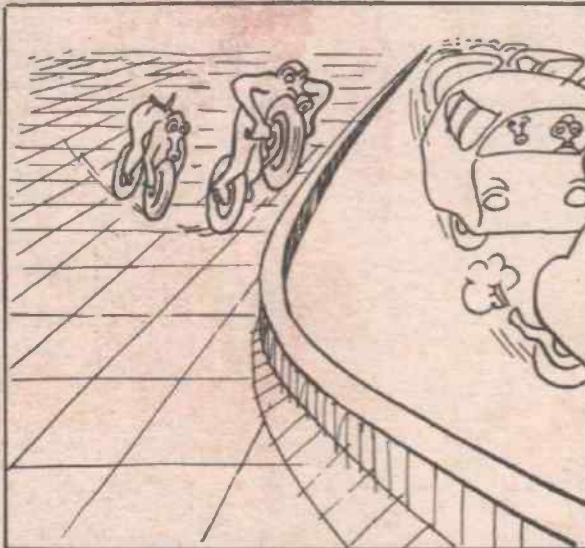
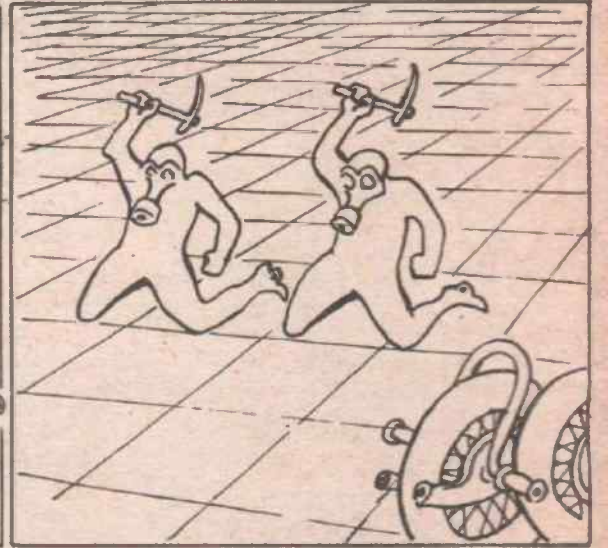
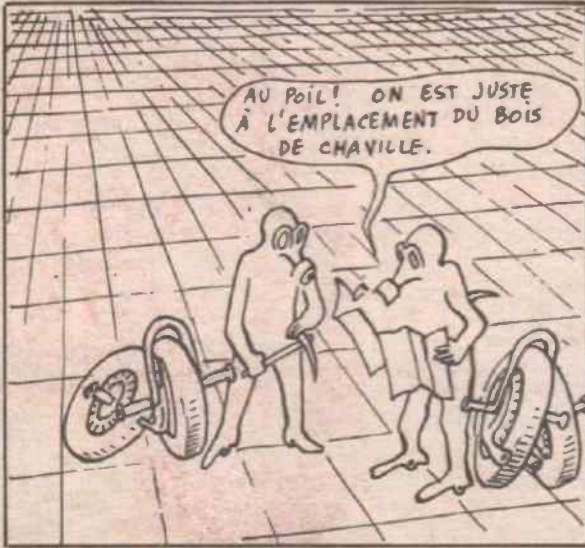
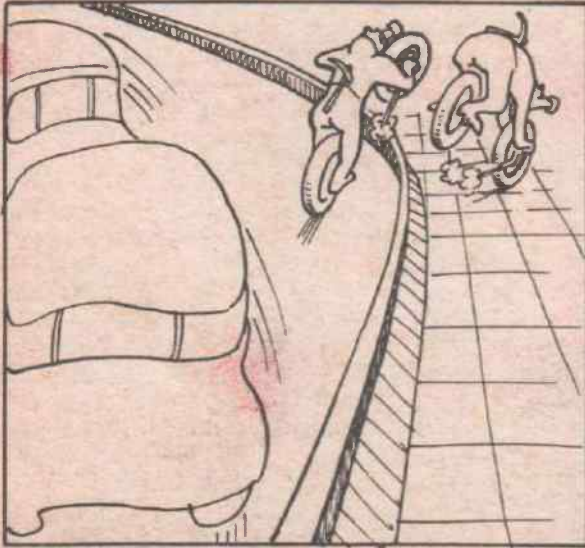
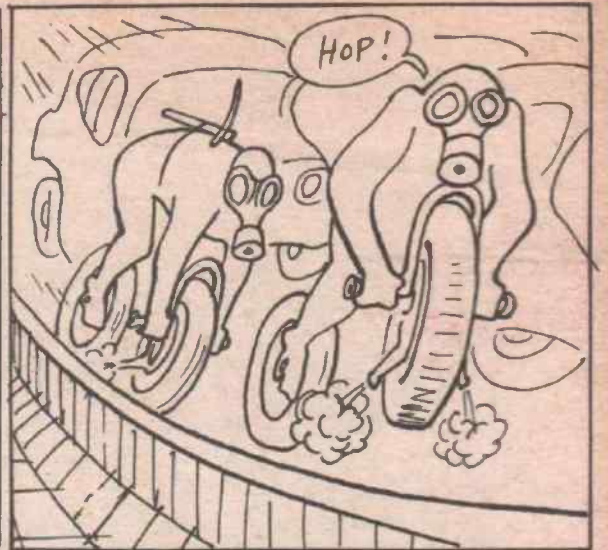
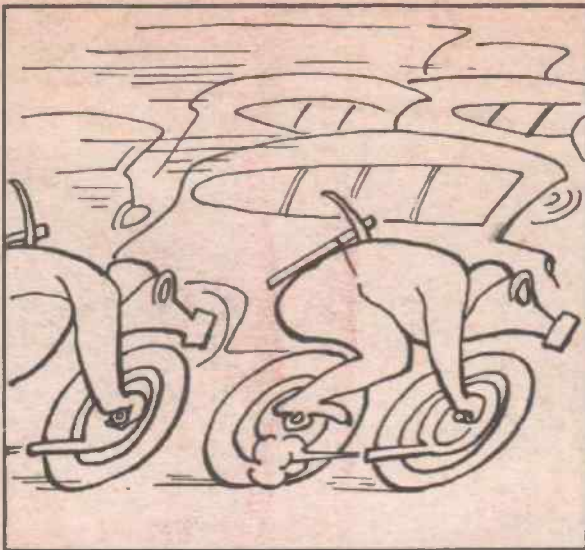
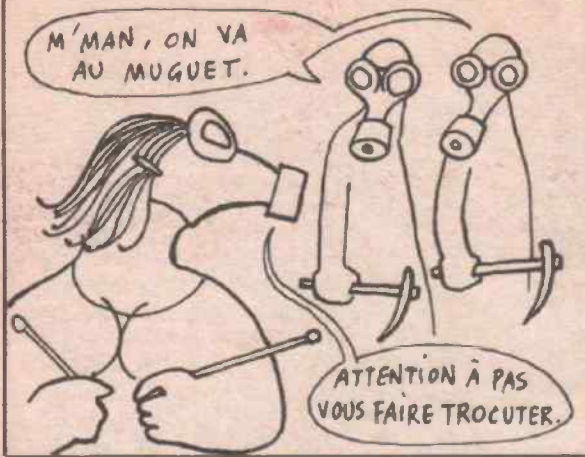
P. Font : « La pauvreté de la plupart des comités antinucléaires est effrayante, si j'en juge d'après leurs réponses. Il urge de faire quelque chose pour eux sous peine de perdre la guerre. Si la G. O. pouvait alerter les artistes en leur disant que l'art ne doit plus être un divertissement, un amuse-gueule de boulevard, un titre au hit-parade, cela pourrait contribuer un peu à aider les comités défaillants. »

Ça y est, Patrick, ils sont prévenus !

(1) Traduction en cours. Sera disponible ultérieurement dans les fiches écologiques de Vingrau.

(2) Traduit en français et disponible chez Daniel Fargeas. Fiches écologiques de Vingrau, 66000 RIVESALTES.

VOICI LE PRINTEMPS,
METTEZ VOS MASQUES



(*) LÀ, C'ÉTAIT AVANT QU'ON BÉTONNE LE BOIS DE CHAVILLE. GENTIL PETIT COUPLE QUI ALLAIT AU MUGUET JUSTE QUAND ON TE DISAIT D'Y ALLER, -À LA DATE!- QU'ES-TU DEVENU? ON TE CHANTAIT: "PETIT COUPLE PENSE À RIEN,

PENSE À L'AMOUR" JE T'IMAGINE, VIEUX COUPLE FOSSILISÉ, DANS LE BÉTON DU TEMPS. FALLAIT PAS OBEIR À RADIO-LUXEMBOURG. MAIS IL EST ENCORE TEMPS DE BOUGER, BOUGE! SINON, GARE AUX MASQUES! GARE À LA TROCUTION!